

Université Libre de Bruxelles
Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire
Faculté des Sciences
Master en Sciences et Gestion de l'Environnement

**Agriculteurs conventionnels convertis à l'agriculture biologique :
des changements de pratiques à la redécouverte de la complexité de
l'environnement**

Mémoire de Fin d'Etudes présenté par
MARTENS Quentin
en vue de l'obtention du grade académique de
Master en Sciences et Gestion de l'Environnement
Finalité Gestion de l'Environnement Ma120ECTS ENVI5G
Finalité Sciences de l'Environnement

Année Académique : 2016-2017

Promoteurs :
Prof. Marie-Françoise GODART
Prof. Bernard GODDEN

Toi qui cultives notre terre, raconte-moi tes choix pour inspirer les miens.

*A ma fille Charlotte.
A mes grands-pères qui soignaient leurs terres.*

Je ne saurai être plus reconnaissant aux trois agricultrices et aux huit agriculteurs qui m'ont consacré leur temps précieux. Grâce à chacun d'eux, j'ai pu récolter la matière nécessaire à ce mémoire. Ils m'impressionnent de par la passion et le dévouement qui les animent.

Merci à Marie-Françoise Godart et Bernard Godden pour nos échanges et leurs conseils précieux qui ont guidé cette recherche.

Merci à Marjolein Visser et à Audrey Vankeerberghen de m'avoir consacré du temps pour tester ensemble certaines pistes de recherche.

Merci à Philippe Grogna et Ariane Beaudelot de Biowallonie ainsi qu'à Julie Legrand de la Province de Liège et à Isabelle Seny pour les contacts dont ils m'ont fait bénéficier.

Merci à Ghislaine, Claire et Grégoire pour leurs relectures attentives et leur bienveillance.

Merci à Marie de m'avoir mis au défi, en plus du quotidien, de l'accompagner à nouveau sur les bancs de l'université.

RÉSUMÉ

L'agriculture conventionnelle s'est développée au cours de la seconde moitié du 20^{ème} siècle. Fruit de la révolution agricole contemporaine, elle repose sur une grande motorisation-mécanisation, des sélections de variétés de plantes et de races d'animaux à fort potentiel de rendement, une large utilisation des engrais chimiques, d'aliments concentrés pour le bétail et de produits de traitement des plantes et du bétail. Depuis plusieurs décennies, cette agriculture a été progressivement dénoncée pour les nombreux impacts négatifs sur l'environnement qu'elle engendre.

De son côté, l'agriculture biologique s'est parallèlement présentée et construite comme alternative et comme moyen de produire de manière plus durable. Bien que des nuances soient indispensables, cela est globalement avéré : plus grande vie des sols (fertilité, stabilité, biodiversité), moindre consommation d'énergie, réduction des taux de pollution de l'eau, bénéfiques pour la biodiversité.

La production biologique est longtemps restée marginale et seuls les plus convaincus, souvent mal vus par la profession, s'y sont essayés. Aujourd'hui, la Wallonie connaît un développement important : un hectare sur dix de terre agricole (SAU) a été convertie au bio. Le phénomène ne touche donc plus un petit groupe d'initiés mais s'est largement amplifié.

Nous avons voulu nous intéresser de près à ces agriculteurs conventionnels récemment passés en agriculture biologique. Eux qui ont grandi dans le modèle agricole dominant, filles et fils d'agriculteurs, avec de nombreuses années de production conventionnelle, comment gèrent-ils cette évolution vers un autre modèle de production ? Comment devient-on agriculteur bio ? Qu'est-ce qui les motive à faire cette transition ? Est-ce un intérêt économique ou un souci de l'environnement ? Ont-ils une représentation commune ? Le rapport aux savoirs évolue-t-il, lui aussi ? Observe-t-on une évolution dans le rapport à l'environnement entre le moment où ils débutent leur conversion et quelques années après ? Quelles sont les difficultés majeures auxquelles ils doivent faire face ? Constate-t-on un changement dans les rapports familiaux ? Est-ce que des tensions apparaissent ? Quel est l'impact de ces changements de techniques et de comportements sur leur quotidien ? Quel regard portent-ils sur leur pratique antérieure ? Est-ce qu'on peut parler d'un changement de mentalité dans le milieu agricole ? Les techniques du bio influencent-elles la manière de travailler en conventionnel ? Les bios ont-ils plus de plaisir à travailler leurs terres et si oui, quelles en sont les raisons ?

En résumé, ce mémoire vise à répondre à la question : quel est l'impact d'un changement de pratiques agricoles pour des agriculteurs conventionnels passé à l'agriculture biologique ?

Nous avons voulu comprendre les acteurs en allant étudier leurs réalités quotidiennes sur le terrain. Car nous savons que face aux enjeux environnementaux, des réformes et des politiques publiques sont nécessaires et que la technologie peut aider à réduire les impacts. Cela dit, le facteur principal reste l'homme dont la clef de voute reste les comportements humains, la capacité à changer ses manières de faire, à évoluer, à faire autrement. C'est exactement ce sur quoi porte cette étude.

Mots-clés : *agriculture biologique, agriculture conventionnelle, conversion, changement de pratiques, impact environnemental*

TABLE DES MATIERES

1.	Introduction : l'importance de l'agriculture pour les enjeux environnementaux.....	12
2.	La question de recherche.....	14
2.1.	Le domaine de recherche	14
2.2.	La problématique et la question de recherche.....	14
2.1.	La délimitation du terrain de recherche	15
2.1.1.	<i>1^{er} critère : Des enfants d'agriculteurs.....</i>	<i>15</i>
2.1.2.	<i>2ème critère : De la polyculture élevage et des grandes cultures.....</i>	<i>15</i>
2.1.3.	<i>3ème critère : L'année de conversion</i>	<i>17</i>
2.1.4.	<i>4ème critère : Les régions de Hesbaye et du Condroz.....</i>	<i>17</i>
2.1.5.	<i>Une attention particulière à la taille et au degré de conversion.....</i>	<i>18</i>
2.2.	La formulation des hypothèses	19
2.2.1.	<i>Une prédominance de motifs économiques.....</i>	<i>19</i>
2.2.2.	<i>La famille est un frein à la conversion.....</i>	<i>19</i>
2.2.3.	<i>Le bio change le regard sur l'environnement.....</i>	<i>19</i>
2.2.4.	<i>Un retour aux techniques du passé.....</i>	<i>20</i>
3.	La méthodologie	21
3.1.	Un travail exploratoire et une approche semi-inductive.....	21
3.2.	Des entretiens semi-directifs.....	21
3.3.	La sélection des agriculteurs	22
3.4.	Une analyse thématique des entretiens	23
3.5.	Une conscience des biais possibles.....	24
3.6.	Un souci déontologique.....	24
4.	La revue de la littérature	25
4.1.	L'agriculture conventionnelle et l'agriculture biologique	25
4.1.1.	<i>La définition de l'agriculture conventionnelle.....</i>	<i>25</i>
4.1.2.	<i>La définition de l'agriculture biologique.....</i>	<i>25</i>
4.1.3.	<i>La définition de la conversion.....</i>	<i>26</i>
4.2.	L'agriculture biologique en Wallonie	26
4.2.1.	<i>L'évolution de l'agriculture biologique.....</i>	<i>26</i>
4.2.2.	<i>L'agriculture biologique en chiffres.....</i>	<i>26</i>
4.2.3.	<i>Les différentes vagues de conversion</i>	<i>27</i>
4.3.	La place de l'environnement dans l'agriculture biologique	27
4.4.	Les conversions vers l'agriculture biologique.....	28
4.4.1.	<i>Les motivations et les processus à l'œuvre dans la conversion.....</i>	<i>28</i>
4.4.2.	<i>La diversité de processus.....</i>	<i>29</i>

4.4.3.	<i>Quelques profils et freins : leçons d'études européennes</i>	29
4.4.4.	<i>La conventionnalisation du bio : Les travaux d'Audrey Vankeerberghen</i>	30
5.	Les raisons de la conversion	35
5.1.	Le conventionnel est en crise	35
5.1.1.	<i>Le conventionnel ne permet plus de vivre</i>	35
5.1.2.	<i>La conversion suite à des crises</i>	36
5.1.3.	<i>Des banques qui encouragent le passage au bio</i>	36
5.2.	Des fermes en agriculture bio qui s'en sortent mieux	37
5.2.1.	<i>Une productivité moindre mais rentabilité plus grande</i>	37
5.2.2.	<i>Une garantie de vente et des meilleurs débouchés ?</i>	38
5.3.	Les primes sont un incitant fort	38
5.3.1.	<i>Les primes couvrent un plus grand risque</i>	39
5.3.2.	<i>Une dépendance peu appréciée</i>	39
5.3.3.	<i>Des conversions dénoncées par certains</i>	39
5.4.	Des motivations biographiques pour les « anciens bio »	40
5.4.1.	<i>Une exception</i>	40
5.4.2.	<i>Les raisons de conversion des « anciens »</i>	40
5.5.	Une diversification progressive des motivations après la conversion	41
5.5.1.	<i>Les primes ne sont plus une condition pour rester en bio</i>	41
5.5.2.	<i>La peur de la surproduction comme révélateur</i>	41
5.6.	Les facteurs facilitant la conversion	43
5.6.1.	<i>Le bio, ce n'est plus pour les barbus</i>	43
5.6.2.	<i>L'entraide entre pairs</i>	43
5.6.3.	<i>Le soutien des médias</i>	44
6.	Les freins à la conversion	45
6.1.	La famille comme frein majeur	45
6.1.1.	<i>Les parents et les frères comme frein principal</i>	45
6.1.2.	<i>Les associés, les ouvriers agricoles et les enfants comme frein</i>	46
6.1.3.	<i>Les épouses sont une exception</i>	46
6.1.4.	<i>La surcharge de travail et le manque de temps</i>	46
6.2.	Les freins techniques	47
6.2.1.	<i>La dispersion des terres et leurs coûts</i>	47
6.2.2.	<i>La plus grande technicité et un manque de solutions</i>	47
6.2.3.	<i>La peur de la mauvaise herbe</i>	48
7.	La sensibilité et l'impact sur l'environnement	50
7.1.	La relation à l'environnement	50
7.1.1.	<i>Une plus grande proximité de l'environnement</i>	50
7.1.2.	<i>Une plus grande complexité de l'environnement</i>	51

7.1.3.	<i>Plus de plaisir à travailler ses terres bio</i>	52
7.1.4.	<i>La recherche d'autonomie</i>	53
7.1.5.	<i>L'environnement comme allié</i>	54
7.1.6.	<i>Le conventionnel néglige l'environnement</i>	55
7.1.7.	<i>Une écologisation du conventionnel</i>	55
7.2.	Le cas particulier des « à moitié convertis »	57
7.2.1.	<i>Une conversion progressive et parfois difficile</i>	57
7.2.2.	<i>Des tensions identitaires</i>	57
7.3.	L'impact sur l'environnement	58
7.3.1.	<i>Une meilleure qualité des sols</i>	58
7.3.2.	<i>Le bien-être animal</i>	59
7.3.3.	<i>La conservation de la faune et de la flore</i>	60
7.3.4.	<i>Les mesures agro-environnementales</i>	61
7.3.5.	<i>Les intrants et la gestion des engrais de ferme</i>	61
7.3.6.	<i>La production de CO₂</i>	62
7.3.7.	<i>L'usage de pesticides et la pollution de l'eau</i>	62
8.	La relation aux savoirs	63
8.1.	Les savoirs anciens retrouvés et ... perdus	63
8.2.	La faiblesse des savoirs de base	64
8.3.	L'importance des réseaux	64
9.	Discussion	66
9.1.	Une motivation guidée par la rationalité économique	66
9.2.	Une forme de revalorisation du métier d'agriculteur	67
9.3.	La conventionalisation contre l'écologisation	68
9.4.	Le potentiel important du développement du bio.....	69
9.5.	La prudence est de mise.....	70
9.6.	Le bio, un cadre qui peut évoluer	71
10.	Conclusions	72
10.1.	Les limites de l'étude	72
10.2.	Les perspectives de recherches futures.....	72
10.3.	Conclusions.....	73
11.	Bibliographie	75
12.	Annexes	83
12.1.	Questionnaire de recherche	83
12.2.	Carte de communes visitées.....	86
12.3.	Liste des thématiques lors du travail d'analyse.....	87
12.4.	Documentation photographique des fermes	91

1. INTRODUCTION : L'IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE POUR LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

« Les processus de transformation prennent toujours du temps. En revanche, l'élimination de problèmes peut être beaucoup plus rapide. Il a fallu cent ans pour introduire l'agriculture chimique dans l'agriculture. Nous pouvons nous en débarrasser beaucoup plus rapidement »¹.

José Graziano da Silva, Directeur de la FAO

Il n'est pas étonnant dans le cadre d'un master en sciences et gestion de l'environnement, de se pencher sur les questions liées à l'agriculture. Nous avons vu à plusieurs reprises, le rôle joué par l'agriculture au niveau mondial dans la perte de biodiversité et sa contribution au changement climatique. Dans son application d'un modèle capitaliste et industriel, la dénonciation de ses dérives souligne l'intensification et l'usage de produits chimiques de synthèse ayant un impact négatif important sur la réduction de la fertilité et la vie des sols, la pollution des eaux et l'impact sur la santé humaine. À cet effet, une récente étude commanditée par le gouvernement wallon met en lumière la meilleure préservation possible de l'environnement dans le cas d'une transition généralisée vers une agriculture à faible intrants (Baret, 2016). L'agriculture biologique s'est développée comme alternative en réduisant globalement les externalités négatives sur le milieu.

Depuis des décennies, l'agriculture biologique s'est développée en Europe et dans le monde au point de représenter aujourd'hui près de 1% de l'ensemble des territoires agricoles sur terre (Agence Bio 2014). En Wallonie, près de 12% des fermes sont passées au bio. Le développement de ces dernières années est impressionnant. Peut-on parler d'effet d'entraînement ? Nous avons voulu nous intéresser en priorité, à ses dernières conversions que nous pouvons considérer comme 3^{ème} ou 4^{ème} vague. Il se dit que beaucoup de ses conversions sont avant tout motivées par des raisons économiques.

Nous savons que pour réduire notre empreinte environnementale, il faut changer nos pratiques sociales, culturelles et techniques. Il peut exister des blocages, des freins, des peurs à modifier ses comportements et à évoluer vers d'autres modèles. Nous savons qu'une partie de la classe agricole est renouvelée par l'arrivée de néoruraux, de jeunes non issus du cadre familial agricole qui se lancent souvent dans le maraichage. Dans le cadre de cette recherche, nous avons néanmoins fait le choix de nous pencher sur les agriculteurs conventionnels qui ont grandi dans un environnement familial et professionnel marqué par l'agriculture dominante, intensive et reposant sur la chimie. Nous avons rencontré dix d'entre eux qui ont décidé de se convertir à l'agriculture biologique. Nous avons cherché à comprendre leurs motivations, les obstacles et les freins ainsi que les changements que cela a engendré au niveau de la gestion de leur exploitation.

Ce mémoire est divisé en deux grandes parties. La première développe dans un premier temps la construction de la problématique et délimite le terrain de recherche sur base des hypothèses formulées. Elle expose ensuite la méthodologie reposant sur des entretiens semi-directifs et une analyse thématique de ceux-ci. Cette première partie se termine par un rapide tour de la littérature ainsi qu'une définition de ce que nous entendons par l'agriculture conventionnelle et l'agriculture biologique. La deuxième partie de l'étude se compose de la présentation des résultats et de nos analyses structurées en quatre grands chapitres : tout d'abord, la raison de la conversion qui aborde les motivations économiques mais aussi le regard sur l'agriculture conventionnelle aujourd'hui, le rôle des primes, et la diversification des motifs. Le deuxième chapitre s'attarde sur les éléments tant techniques que sociaux qui freinent la conversion. Le troisième chapitre porte sur la relation à l'environnement et l'impact des changements de pratiques. Et le dernier aborde la question des savoirs et des apprentissages.

¹ « Speculation is an important cause of high prices », Spiegel online international, 16 janvier 2012

-Première partie-

Problématique, méthodologie et état de l'art

2. LA QUESTION DE RECHERCHE

2.1. LE DOMAINE DE RECHERCHE

Dans un premier temps nous avons posé le choix de travailler sur un sujet en lien avec l'agriculture. En effet, au cours des deux années de master, nous avons pris conscience à plusieurs reprises de la place centrale que jouent les pratiques agricoles en termes d'enjeux environnementaux : changement climatique, perte de biodiversité, qualité des eaux, ...

Dans un second temps, nous avons envisagé d'explorer le potentiel économique que représentait l'agriculture sur petite surface comme moyen de renouveler la profession des agriculteurs en facilitant l'accès à la profession pour des personnes non issues du milieu agricole. Pour diverses raisons, nous avons abandonné cette piste pour nous centrer sur l'agriculture biologique. En effet, nous avons pris connaissance de diverses lectures (De Schutter, 2010 ; Caplat, 2012) étayant le potentiel qu'elle représentait à l'échelle européenne et mondiale.

Dès lors, nous avons exploré différentes pistes de recherches possibles en lien avec l'agriculture biologique. Cela allait de la représentation du secteur bio au niveau des lobbys européens à la question de la mécanisation et l'automatisation dans le bio, ...

Finalement, au fil de nos lectures, nous avons exploré la piste de la conversion des agriculteurs conventionnels vers l'agriculture biologique. La problématique et la question de recherche sont détaillées ci-dessous.

2.2. LA PROBLEMATIQUE ET LA QUESTION DE RECHERCHE

Nous savons qu'il existe dans les pays du Nord, un grand nombre de pratiques agricoles différentes allant de l'agriculture dite conventionnelle recourant aux engrais chimiques et aux pesticides de synthèse, à l'agriculture raisonnée, l'agriculture sans labour, la permaculture, ou encore l'agriculture biologique. Il est démontré aujourd'hui que cette dernière est plus durable, même si ces propos nécessitent quelques nuances (chapitre 4.3). La Wallonie compte un grand nombre de fermes biologiques, près de 1.500 soit 11,8% des fermes wallonnes.

Plusieurs études décrivent l'arrivée dans le monde agricole de nouveaux acteurs non issus du milieu agricole (néoruraux, profils urbains fortement éduqués, ...) décrit comme « une forme de sang neuf » pour renouveler la profession (Van Dam, 2005, Vankeerberghen, 2011). Nous avons voulu nous intéresser aux personnes qui vivent l'agriculture au quotidien et, en particulier, ceux qui ont toujours grandi en son sein. Nous avons fait le choix de regarder de plus près les agriculteurs conventionnels qui ont fait le choix au cours de ces dernières années de passer à l'agriculture biologique. Ce choix a été fait car plusieurs études s'intéressent aux processus de conversion de manière générale, mais peu se concentrent spécifiquement sur des personnes issues du monde agricole et qui ont d'abord travaillé comme agriculteur conventionnels.

Notre problématique est de comprendre les changements de pratiques agricoles. Pourquoi ces agriculteurs se sont-ils engagés dans l'agriculture biologique et qu'est-ce que cela implique dans leur quotidien ? Qu'est-ce qui motive ces personnes à un moment donné de leur parcours à évoluer vers un autre modèle agricole ? Est-ce un intérêt économique ou des préoccupations environnementales ? Partagent-ils des représentations communes ? Qu'est-ce qui a freiné ou ralenti ce passage ? Qu'est-ce que cette transition révèle du rapport aux savoirs ? Comment les agriculteurs s'approprient-ils ce nouveau modèle ? Qu'est-ce que cela implique comme changements ? Comment transforment-ils leur regard sur leurs nouvelles pratiques ainsi que sur leurs anciennes ? Quel regard portent-ils sur les agriculteurs restés en conventionnel ? Est-ce une manière de redonner un sens à leur profession ? Est-ce une façon de redécouvrir un pan oublié de leur métier ? Y a-t-il des ruptures engendrées par la conversion ? Est-ce que leur perception de l'environnement évolue-t-elle au fil de la conversion ?

Comment ces personnes désinvestissent l'agriculture conventionnelle et investissent l'agriculture biologique ?

La question de recherche peut être résumée de la manière suivante : Qu'est-ce qui motive le passage des pratiques agricoles propres à l'agriculture conventionnelle aux pratiques agricoles propres à l'agriculture biologique ? Nous chercherons à comprendre la place que l'environnement joue dans ce cheminement. Ce qui nous intéresse est la manière dont les agriculteurs acquièrent de nouvelles pratiques agricoles, de nouvelles techniques, font évoluer leur métier et réinventent leurs modes de production.

Ce qui motive ce choix de nous intéresser aux agriculteurs et à leurs changements de pratiques est l'importance du facteur humain dans la transition écologique. Au cours de notre master, les divers enseignements ont mis en exergue l'importance du facteur social et politique. Les défis environnementaux ne pourront trouver de solutions si des efforts ne sont pas réalisés par les professionnels, les citoyens, les consommateurs pour modifier leurs comportements, pour changer leurs représentations, pour adopter des pratiques nouvelles. C'est donc à ce vécu humain des agriculteurs conventionnels convertis au bio que notre recherche s'intéresse.

Nous avons donc fait le choix de nous concentrer sur des hommes et des femmes, agriculteurs ayant grandi dans un environnement professionnel et familial, marqué par le modèle dominant de l'agriculture conventionnelle.

2.1. LA DELIMITATION DU TERRAIN DE RECHERCHE

En relation directe avec notre question de recherche expliquée précédemment, nous avons établi plusieurs critères afin de cibler au maximum les personnes à interviewer et de manière cohérente. La restriction que nous nous sommes imposée a sa pertinence car elle permet de mieux cibler tout en permettant de sentir la diversité de parcours et la variation des processus en jeu. En effet, pour offrir une certaine originalité à notre recherche, il est important de la circonscrire au mieux en la délimitant clairement. Chacun des critères choisis trouve sa justification soit dans des lectures soit dans les discussions avec les professeurs, ou encore suite à notre entretien exploratoire.

2.1.1. 1^{er} critère : Des enfants d'agriculteurs

Nous avons choisi de ne garder que des personnes dont au moins un des deux parents était agriculteur. En effet, une des études les plus exhaustive sur le sujet (Denise Van Dam 2005) porte sur différentes catégories d'agriculteurs : les convertis, les chercheurs d'or, les militants et les chercheurs de sens. Seules les deux premières catégories portent sur des agriculteurs qui ont exercé comme agriculteur conventionnel précédemment et dont les parents travaillaient dans le milieu agricole. Ces catégories sont expliquées dans la partie 4 « Revue de la littérature ». Nous concentrer sur ces catégories-là permettait d'affiner la recherche et peut-être d'aboutir à des résultats nouveaux plutôt qu'à des redites.

Toutes les personnes que nous avons rencontrées sont donc issues du milieu agricole. Dans de très nombreux cas, les grands-parents et les arrière-grands-parents étaient fermiers. Un cas particulier compose l'échantillon, il s'agit d'une femme dont les parents n'étaient pas agriculteurs mais les parents de son mari étant tous deux fermiers, nous estimons qu'elle restait dans les conditions que nous avons posées.

2.1.2. 2^{ème} critère : De la polyculture élevage et des grandes cultures

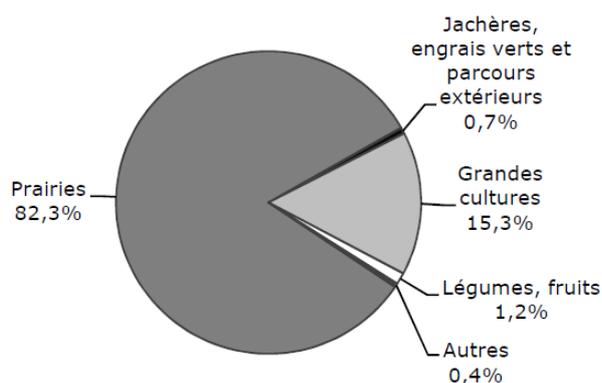
Il existe de nombreuses exploitations bio : maraîchage, arboriculture, élevage porcin, élevage avicole, viticulture, aquaculture, horticulture, ... Néanmoins, il existe trois grandes orientations technico-économiques (OTE) en Wallonie qui reposent sur la part relative prise par chacune des spéculations pratiquées sur l'exploitation. Ces trois orientations sont les exploitations de grandes cultures, les exploitations laitières et les exploitations spécialisées en viande bovine. Quatre agriculteurs s'inscrivent

dans l'orientation de grandes cultures, quatre autres peuvent être classés dans les exploitations laitières et les deux derniers dans les exploitations de viande bovine. Il s'agit donc bien de dominance technico-économique puisque plusieurs cumulent plusieurs types de production (ex : grandes cultures et petit cheptel de vaches allaitantes). Il est intéressant de noter également que pour les agriculteurs « à moitié convertis », si on fait la distinction entre les deux types de productions, l'orientation technico-économique ne sera pas la même. Par exemple, la production biologique est d'orientation « exploitations laitières » alors que la majorité de la production conventionnelle est « exploitations de grande cultures ».

Orientations technico-économiques		
Exploitations de grandes cultures	Exploitations laitières	Exploitation de viande bovine
Charles Albert de Grady	Daniel Collienne	Marie-Sophie Amand
Gilles de Moffarts	Geert Denolf	Albert Froidbise
Cultivateur de Hesbaye	Bruno Tonglet	
Anne Couvreur	Dominique Malmedy	

Les trois orientations peuvent représenter des opportunités de conversions différentes ainsi que des impacts distincts sur l'environnement. Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre 7.3 « L'impact sur l'environnement ». Le rapport sur l'évolution de l'économie agricole et horticole de la Wallonie 2014-2015 donne des informations intéressantes. Il y est estimé que la répartition de la superficie sous contrôle selon les cultures évolue peu dans le temps. Le paysage bio wallon est depuis longtemps très largement dominé par les superficies fourragères qui représentaient 82,3% de la surface agricole utile en mode biologique de production en 2014. Cela revient à dire que 82,3% de la surface bio en Wallonie est consacrée aux prairies comprenant en partie la production fourragère. Le rapport en conclut qu'il est plus aisé de conduire des surfaces fourragères en mode biologique de production et plus spécialement des prairies. L'agriculture biologique est donc plus facile à mener pour les spéculations bovines (exploitations laitières et exploitation de viande bovines). Néanmoins, on observe une progression relative de 22% des surfaces sous contrôle dédiées aux grandes cultures.

Ventilation de la superficie wallonne sous contrôle selon le type de culture (Source : SPW/DGARNE- 2014)



Si notre échantillon se compose de différentes orientations technico-économiques, la grande majorité est en polyculture-élevage. La polyculture-élevage est définie comme étant un système agricole associant dans une même ferme, plusieurs cultures et un (ou plusieurs) élevage(s). Dans notre échantillon, nous avons huit agriculteurs qui sont en polyculture-élevage, dont six qui font principalement des cultures fourragères. Deux d'entre eux ont une plus grande variété de cultures. Par ailleurs, nous avons deux agriculteurs qui ne font que des grandes cultures sans faire d'élevage du tout.

Ce choix a été opéré avec nos promoteurs afin d’assurer à la fois une relative homogénéité de notre échantillon et une diversité permettant de faire ressortir certains traits propres aux orientations spécifiques.

2.1.3. 3ème critère : L’année de conversion

Puisque la littérature a mis en lumière qu’il existe diverses vagues de conversion correspondant à des motivations et des profils différents (Vankeerberghen, 2011), nous avons choisi de nous concentrer sur des personnes s’étant converties entre 2008 et 2012. Il ne s’agit donc plus du tout des pionniers des années 70 ou 80. Cette période a été choisie car nous voulions nous intéresser aux dernières vagues de conversion tout en ayant des agriculteurs qui avaient quelques années d’expérience dans le bio. La date de 2008 est symbolique puisqu’elle correspond à l’année de la crise économique mondiale qui toucha entre autres, l’Europe. Parmi notre échantillon, sept agriculteurs sur les dix se sont convertis entre ces deux dates. Un s’est converti au début des années 80 et les deux restants à la fin des années 90.

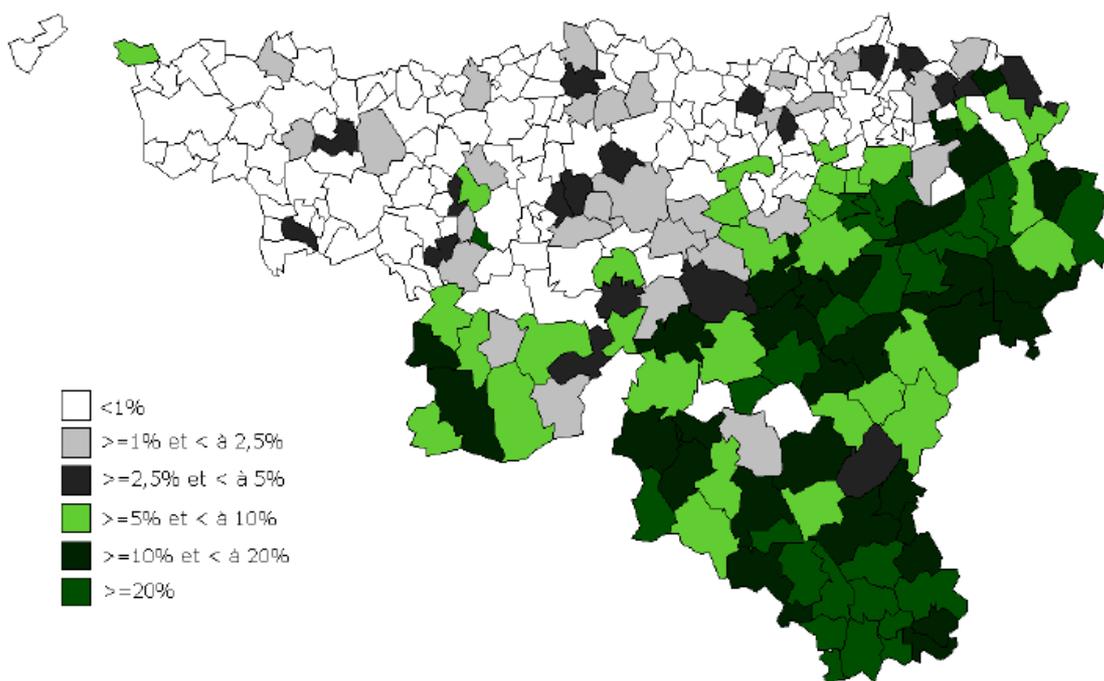
2.1.4. 4ème critère : Les régions de Hesbaye et du Condroz

Nous avons réalisé les dix entretiens dans les deux régions que sont la Hesbaye et le Condroz, correspondant grossièrement à la région liégeoise et la région namuroise. Ces deux régions, bien que distinctes, répondent à des caractéristiques pédoclimatiques différentes mais comparables, offrant des possibilités larges pour les exploitations agricoles. Une carte reprend les communes où ont eu lieu les entretiens (voir annexe II).

De plus, les exploitations étudiées se trouvent principalement dans des communes où le mode de production biologique représente un faible pourcentage de la surface agricole utile. La carte ci-dessous illustre ce propos.

Importance du mode de production biologique dans les communes étudiées		
< 1%	>= 1% et < 2,5%	>=5% et < à 10%
Andenne	Grâce-Hollogne	Sprimont
Gembloux	Namur	Havelange
Esneux	Remicourt	Ohey

Carte : Importance du mode de production biologique dans les communes wallonnes (2010) en % de la SAU communale (Source : Evolution de l’économie agricole et horticole de la Wallonie 2014-2015)



La Hesbaye rassemble des paysages de champs très ouverts avec des vastes étendues de terres cultivées. Elle représente 11% de la superficie totale de la Wallonie. L'activité agricole y est dominante et extrêmement mécanisée mais exercée que par un très petit nombre d'agriculteurs. La prédominance de grandes cultures est facilitée par les spécificités pédologiques composée principalement de limon mais dont les aptitudes agronomiques varient selon le drainage (Godart & al, 2009).

Le Condroz correspond à 15% du territoire wallon. La moitié de sa superficie est couverte par des terres agricoles, partagées entre grandes cultures et herbages. Les contraintes de relief, de qualité du sol et de localisation des pâtures se sont modifiées avec le progrès de la mécanisation et le développement des engrais chimiques qui ont permis l'extension des labours sur des sols de qualité agronomique médiocre (Godart & al, 2009).

Bien qu'il n'y ait pas de correspondance parfaite entre les régions précitées et les provinces, il n'est pas inutile de souligner que la province de Liège compte 28,5% du total des fermes bio et la province de Namur 20,4% (Bio Wallonie, 2016).

2.1.5. Une attention particulière à la taille et au degré de conversion

La sélection de notre échantillon a pris en considération deux éléments sans néanmoins, en faire des critères de sélection : la taille de l'exploitation et le degré de conversion. Nous avons veillé à garder une représentativité dans la taille des exploitations. La taille moyenne d'une exploitation bio en Wallonie étant de 47,7 hectares², nous avons évité de n'avoir dans notre échantillon que des toutes petites fermes (moins de 50 hectares) ou des grandes fermes (plus de 100 hectares). Nous avons ici quatre grandes fermes (de plus de 100 ha) et une seule de moins de 50 ha.

L'autre point d'attention s'est porté sur le degré de conversion des agriculteurs. En effet, 6 des agriculteurs ont converti 100% de leurs terres en bio et quatre sont soit dans une conversion progressive soit dans une situation de cohabitation des deux modèles.

² Biowallonie, « Les chiffres du bio 2016 », mai 2017

De manière générale, nous avons pu respecter au maximum les critères que nous nous étions fixés avec l'aide de nos promoteurs. Cependant, nous avons trouvé qu'il était fort intéressant d'avoir des rares cas qui sortaient légèrement de ces critères afin de pouvoir prendre du recul, faire des comparaisons et faire ressortir certains traits plus saillants.

2.2. LA FORMULATION DES HYPOTHESES

Les hypothèses qui suivent ont été élaborées suite à nos lectures, à nos échanges avec les professeurs, à notre premier entretien exploratoire ainsi qu'aux discussions avec des tiers (chercheurs, personnes du monde agricole).

Nous ne voyons pas ces hypothèses comme des restrictions de notre sujet d'étude mais davantage comme des fils d'Ariane : ils nous permettent d'éviter de nous égarer dans une matière trop dense en nous recentrant, si nécessaire, sur nos questionnements de base.

Nous avons voulu laisser la « magie des entretiens » agir en leur permettant de faire remonter à la surface des thématiques et des questions que nous n'avions pas envisagées et qui nous semblaient pertinentes au regard de notre question de recherche. C'est la raison pour laquelle le chapitre consacré à la présentation des résultats, en plus de revenir sur les quatre hypothèses, mettra en avant des observations additionnelles.

2.2.1. Une prédominance de motifs économiques

La 1^{ère} hypothèse : Les personnes converties à partir de 2008 le font principalement pour des raisons économiques, c'est-à-dire par pragmatisme et davantage pour les bénéfices que ce modèle apporte plutôt que comme opposition critique à l'égard de l'agriculture conventionnelle. En effet, comme nous le développons au point 4.3.2. « Les différentes vagues de conversion », la littérature scientifique insiste sur les différentes vagues de conversion correspondant à des motivations et des profils différents (Vankeerberghen, 2011). Plusieurs travaux suggèrent que les agriculteurs convertis ces dernières années l'auraient été pour des motifs principalement économiques (Padel, 2001, Rigby, 2001). C'est également une intuition qui est ressortie lors de notre premier entretien exploratoire et d'échanges avec des tiers. Nous vérifierons cette hypothèse en regardant si le passage de l'un à l'autre, a été l'occasion d'une réflexion critique ou d'une remise en question du modèle dominant d'agriculture conventionnelle.

2.2.2. La famille est un frein à la conversion

La 2^{ème} hypothèse : La famille au sens large (frères, parents, enfants, conjoints) représente plutôt un frein dans la conversion vers l'agriculture biologique. Nous vérifierons cette hypothèse dans chaque entretien. Cette hypothèse a été construite à partir de notre entretien exploratoire qui laissait entendre que la famille pouvait ralentir la conversion, voir être un frein. Ce point n'a jamais été abordé tel quel dans les lectures que nous avons faites et lorsque c'était le cas, il était traité de manière marginale. Nous avons donc souhaité donner toute son importance à cette question afin de pouvoir l'approfondir.

2.2.3. Le bio change le regard sur l'environnement

La 3^{ème} hypothèse : Le passage à l'agriculture biologique entraîne des changements de perceptions de l'environnement, dans le sens d'un plus grand respect pour celui-ci et d'une plus grande sensibilité aux enjeux environnementaux liés à l'agriculture. Nous postulons que ce rapport à l'environnement évolue avec le temps. Nous ne nous intéressons pas à objectiver si la façon dont la mise en œuvre de l'agriculture biologique est plus durable (ce qui a été traité par de nombreux travaux) mais plutôt de nous pencher sur la perception des agriculteurs quant à la durabilité de leurs pratiques. Nous nous intéressons donc aux représentations, à l'évolution des pratiques et au rapport à l'environnement à travers le vécu subjectif et leur discours. Cette hypothèse nous semblait pertinente et nous n'avons pas

trouvé de littérature sur ce sujet. Puisque notre mémoire s'inscrit dans le cadre d'un Master en sciences et gestion de l'environnement, la thématique nous semblait d'autant plus appropriée.

2.2.4. Un retour aux techniques du passé

La 4^{ème} hypothèse : Le développement des pratiques agricoles propres à l'agriculture biologique nécessite de revoir le rapport aux savoirs appris et enseignés et fait redécouvrir aux acteurs du bio des techniques et des savoirs anciens mobilisés de manière originale dans le temps présent. Cette hypothèse a été suggérée lors d'un entretien avec un de nos professeurs. Elle n'a pas été particulièrement nourrie par des lectures mais visait plus à trouver des éléments de réponses sur une intuition.

3. LA METHODOLOGIE

Nous avons opté pour une démarche qualitative d'entretiens semi-directifs dans une approche semi inductive. Nous détaillerons dans ce chapitre la méthode ainsi que le choix de celle-ci. Comme le rappelle Christian Maroy (Maroy, 2000), chaque méthode est développée selon l'objet de recherche. Il insiste sur l'aller-retour constant entre les hypothèses de départ, la collecte d'information et le traitement des données.

Nous avons fait le choix de cette méthode car elle s'est imposée au regard de notre question de recherche. Nous voulions rendre compte, de manière herméneutique, de la variété de points de vue des agriculteurs. Notre but étant de comprendre le vécu de ces personnes et le sens qu'ils donnent à leurs actions, l'approche qualitative s'est révélée être la plus pertinente. Cette méthode permet d'étudier le facteur humain de manière approfondie. Les méthodes quantitatives telles qu'une approche statistique par exemple, n'auraient pas offert les mêmes possibilités.

D'ailleurs, les quelques travaux antérieurs portant sur cet objet d'étude (Van Dam, 2005 ; Vankeerberghen, 2011) ont également eu recours à l'approche qualitative s'appuyant sur des entretiens de type semi-directifs. C'est donc notre question de recherche qui a déterminé notre méthodologie de travail.

3.1. UN TRAVAIL EXPLORATOIRE ET UNE APPROCHE SEMI-INDUCTIVE

Le travail que nous avons réalisé est exploratoire. En effet, nous n'avons pu réaliser que 10 entretiens en plus de l'entretien exploratoire. Les données récoltées bien que représentant un travail conséquent dans le cadre d'un mémoire, représentent néanmoins une limite au travail. En effet, même si nous essaierons dans la partie « Discussion » (chapitre 9) de monter en généralité et de prolonger nos analyses et réflexions, nous sommes bien conscients que la prudence est de mise dans nos affirmations. Cependant, ce travail pourrait servir de point de départ à de nouvelles recherches ou permettre de formuler des hypothèses de travail plus solides en vue de recherches futures, tel qu'abordé dans la conclusion (chapitre 10).

L'approche choisie est dite « semi-inductive » car bien que nous ayons émis des hypothèses, nous avons choisi de laisser la possibilité de faire émerger des entretiens des catégories et des thèmes nouveaux. En effet, si nous avons formulé des hypothèses, nous avons aussi laissé la place à la découverte. Cette approche a l'avantage d'enrichir les catégories définies a priori et à laisser la possibilité qu'émerge des problématiques non pensées. Cette approche permet des découvertes de manière inductive à partir des matériaux. Cela empêche que le chercheur entame son travail avec des schémas de raisonnement préconçus (Maroy, 2000).

3.2. DES ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS

Les entretiens permettent au chercheur de retirer des informations et des éléments de réflexion très riches et nuancés. Les entretiens, contrairement aux questionnaires se caractérisent par un contact direct entre le chercheur et ses interlocuteurs et par une faible directivité de sa part. L'entretien semi-directif est le plus utilisé en recherche sociale. Il n'est ni entièrement ouvert ni trop canalisé. Le chercheur dispose une série de questions guides mais il ne pose pas forcément toutes les questions dans un ordre précis. Il joue avec la spontanéité des interviewés en recentrant si nécessaire (Van Campenhoudt, 2006).

Nous avons fait le choix de produire nous-mêmes la matière première, de nouvelles données, que nous allons analyser par la suite. Nous sommes donc allés récolter sur le terrain les paroles des agriculteurs en faisant confiance à la richesse qui pourrait en ressortir. Afin de récolter nos données, nous avons décidé de recourir à des entretiens qualitatifs approfondis de type semi-directifs.

Dans un premier temps, nous avons posé une série de questions portant sur des caractéristiques objectives (âge, superficie de la ferme, année de conversion, ...) pour venir ensuite aux questions ouvertes. Bien évidemment, cela ne s'est pas toujours passé dans cet ordre-là.

Les personnes interviewées ont donc été invitées à décrire l'évolution de leur ferme et répondre de manière ouverte à une série de questions telles que « Qu'est-ce qui vous a motivé à passer à l'agriculture biologique ? » ou « Pouvez-vous m'expliquer ce que cela change concrètement dans la ferme ? » ou encore « Quels ont été les freins pour passer à l'agriculture bio ? »

Il s'agissait donc d'un processus dynamique d'interactions qui durait en moyenne un peu plus de deux heures. L'interview le plus court a duré 1h15 et le plus long 3h15. Sur les dix entretiens, sept ont été suivis d'une visite de l'exploitation, soit sur les cultures soit dans les prairies et dans les étables. Nous avons ainsi pu observer deux champs l'un à côté de l'autre cultivés différemment, constater différents types de mauvaises herbes, faire connaissances avec des machines dans les hangars, assister à une naissance par césarienne, ... Les entretiens se sont déroulés entre début avril et fin mai 2017.

Nous avons réalisé un entretien exploratoire que nous n'avons pas pris en compte pour diverses raisons. La première fut la mise en lumière d'un biais dans la manière dont une série de questions étaient posées, mettant trop l'accent sur l'environnement, nous avons craint une influence sur les réponses de notre interlocutrice test. Suite à ce premier essai, nous avons reformulé les questions de manière plus neutres et progressives. La seconde raison est que l'exploitation se trouvait dans le Hainaut et que nous avons choisi de recentrer notre échantillon sur la Hesbaye et le Condroz, ce qui l'excluait de facto. Troisièmement, sans jugement aucun, la personne avait davantage un profil de gestionnaire de ferme que d'agriculteur. Nous entendons par là qu'elle était moins présente sur les terres, elle-même se définissant ainsi. Elle était donc plus éloignée de notre public cible. Et dernière raison, l'entretien avait eu lieu par téléphone et nous avons pris conscience des limites que cela nous offrait. Nous avons donc choisi de réaliser l'ensemble des dix entretiens qui devaient suivre de visu. Si cela nous obligeait à utiliser un véhicule vu l'isolement de certaines fermes et à parcourir plus de 1.000 kilomètres, cela nous a procuré beaucoup de plaisir de faire de belles rencontres. Nous n'avons pas tenu compte pour les analyses qui suivent des divers éléments qui sont ressortis de cet entretien exploratoire.

Si nous avons veillé à orienter le moins possible les questions, nous sommes conscients que, vu que notre recherche porte sur l'agriculture biologique, il n'est pas à exclure que nos interlocuteurs aient adapté leurs réponses après avoir cerné notre intérêt de recherche.

A la fin des entretiens, il nous est arrivé de tester de manière plus directe nos hypothèses de travail.

3.3. LA SÉLECTION DES AGRICULTEURS

Une fois les critères établis sur base de notre question de recherche et de nos hypothèses, nous avons dû nous atteler à la tâche consistant à identifier des agriculteurs répondants à ces exigences. Nous avons mobilisé différentes personnes appartenant à différents réseaux. Dans un premier temps, nous sommes passé par des contacts personnels dans le milieu agricole mais ceux-ci n'étant pas eux-mêmes en bio, cela s'est révélé insuffisant. Nous avons alors pris contact avec quatre réseaux : Biowallonie, la structure d'encadrement du secteur bio, le Centre d'Etudes Techniques Agricoles Biologiques (CETA) de la province de Liège, l'Union Nationale des Agrobiologistes Belges (UNAB), l'ASBL Terre en vue. En croisant nos diverses sources, nous avons eu accès à des listes totalisant 70 personnes.

Nous avons appelé les 70 personnes afin de recueillir des premiers renseignements par téléphone permettant de faire une sélection selon la correspondance avec les critères fixés. Ensuite, nous avons fixé rendez-vous avec les dix personnes correspondant le mieux à notre échantillon idéal.

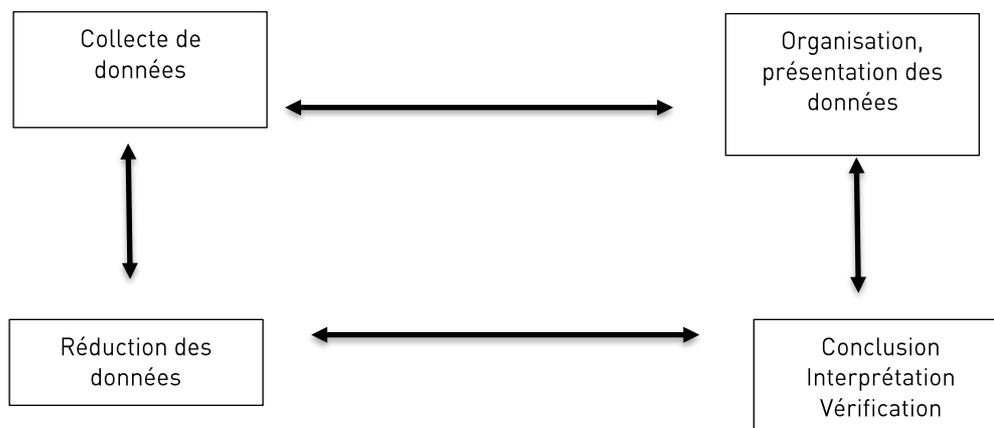
Nous ne disposons pas de moyens nécessaires pour garantir un échantillon représentatif. Cela dit, nous estimons malgré tout que le fait d'avoir pu faire un tri et d'avoir obtenu les coordonnées via divers canaux, nous a évité l'écueil des profils similaires. Durant les conversations téléphoniques préliminaires, des éléments de réflexions nous ont été donnés lorsque les entretiens s'amorçaient. Même si cette matière n'est pas significative, elle fut intéressante.

3.4. UNE ANALYSE THEMATIQUE DES ENTRETIENS

Chaque entretien a fait l'objet d'une retranscription écrite intégrale au moment de celui-ci. Nous avons ainsi obtenu plus de 130 pages de retranscription. Lorsque cela était nécessaire, nous sommes retournés écouter les enregistrements des entretiens. Il s'agit de la matière première à partir de laquelle nous avons travaillé et qui a été analysée.

La méthode de l'analyse utilisée est celle des entretiens thématiques décrite par différents auteurs (Kaufman, 2011 ; Boyatzis, 1998 ; Van Campenhout, 2006 ; Maroy, 2000). Elle consiste à lire et relire les entretiens et les documents produits pour identifier de manière déductive ou inductive les thèmes principaux. Une fois qu'une série de codes ont été identifiés par le chercheur, chaque phrase ou chaque paragraphe du texte est trié et associé à ces codes. Une grosse partie du travail est la mise en forme et l'organisation des données. Ce regroupement par code permet de faire émerger des significations nouvelles. Cette méthode induit « une réduction des données, c'est-à-dire un processus de sélection, de centration, de simplification, d'abstraction, et de transformation du matériel recueilli ». Il faut donc poser un certain nombre de choix pour décider les éléments qu'on garde et ceux qui sont à exclure.

Composantes d'un modèle interactif d'analyse de données (Maroy)



Dans notre travail, nous avons réalisé trois travaux d'analyse. Le premier a consisté à extraire pour chaque entretien les données « objectives » visant à dresser un profil le plus clair possible de chaque agriculteur, de son exploitation et de son parcours. Les tableaux présentés en introduction de la présentation de nos résultats sont le fruit de ce travail.

Le deuxième travail d'analyse a consisté en un travail de codage thématique tel qu'expliqué précédemment. Il s'agissait de diviser chaque entretien en de très nombreux extraits et à les regrouper par thèmes. Cela a donné lieu à un document d'une centaine de pages reprenant 95 thématiques allant des « primes », « la formation de base », « l'impact de leurs pratiques sur la biodiversité », Cette liste thématique exhaustive est reprise en annexe III. Ce travail s'assimile à diviser chaque entretien en pièce de puzzle et à remonter celui-ci autrement pour faire apparaître de nouvelles images. Nous avons pu ainsi faire des liens, poser une lecture transversale, mieux identifier les observations récurrentes

ou distinguer des caractéristiques propres à chaque profil et mettre ainsi en lumière divers éléments qui nous semblaient les plus intéressants au regard de notre question de recherche. Ces résultats sont présentés dans la deuxième partie de cette étude.

Le troisième niveau d'analyse a consisté en une relecture de chaque entretien couplé à une relecture des classements thématiques couplée au regard de la littérature parcourue jusqu'alors. Il s'agit en fait d'un travail d'aller-retour entre nos résultats et l'art de la littérature sur ces questions. Ce travail essentiel nous a permis de renforcer certaines observations ou de nuancer d'autres. Il nous a aussi permis de faire émerger de nouvelles questions et grilles de lecture qui n'avaient pas transpirées jusque-là.

Pour finir, nous avons sélectionné les thèmes les plus importants soit parce qu'ils permettaient de valider ou non nos hypothèses, soit parce que leur originalité et leur nature contre intuitive valaient la peine d'être mis en avant.

3.5. UNE CONSCIENCE DES BIAIS POSSIBLES

Afin d'éviter au maximum d'influencer les propos tenus par les personnes interviewées, nous avons omis volontairement de signaler que nous réalisons cette recherche dans le cadre d'un master en sciences et gestion de l'environnement. Nous sommes restés vague en disant être étudiant à l'ULB et nous intéresser aux processus de conversion à l'agriculture biologique.

L'étape de validation des hypothèses a été réalisée tout en gardant à l'œil les différents biais d'interprétation possible : biais totalisant (surinterprétation), biais indigène (cooptation), ou le biais élitiste (trop d'importance donnée aux gens les plus formés). Les lectures d'ordre méthodologiques nous ont éveillés à ces risques. Après des échanges avec notre co-directeur de mémoire, celui-ci a soulevé la possibilité que les agriculteurs choisis aient un biais élitiste du fait que selon lui, ce sont des personnes très motivées et dynamiques. Nous avons gardé cet élément en tête lors de nos analyses.

3.6. UN SOUCI DEONTOLOGIQUE

Nous avons pris l'engagement auprès des différents organismes qui nous ont transmis des listes d'agriculteurs de ne pas publier ou communiquer celles-ci.

Lors de chaque entretien, nous avons demandé l'accord pour enregistrer la personne. Les dix agriculteurs ont accepté. Nous leur avons également promis de revenir vers eux en leur soumettant les extraits de leurs propos que nous souhaitions faire figurer dans le mémoire. Ce que nous avons fait afin d'obtenir leur accord formel. Seul un agriculteur n'a pas souhaité que son nom n'apparaisse dans le mémoire. Bien évidemment, nous avons respecté ce choix. Nous nous sommes également engagé à transmettre ce travail de fin d'année aux personnes rencontrées qui le souhaiteraient.

4. LA REVUE DE LA LITTÉRATURE

4.1. L'AGRICULTURE CONVENTIONNELLE ET L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

4.1.1. La définition de l'agriculture conventionnelle

Il est courant au sein du monde agricole de désigner l'agriculture contemporaine non biologique comme l'agriculture conventionnelle. Certains lui préfèrent le terme d'agriculture chimique et industrielle. Développée au cours de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, cette agriculture est le fruit de la révolution agricole contemporaine. Elle repose sur une grande motorisation-mécanisation, des sélections de variétés de plantes et de races d'animaux à fort potentiel de rendement, une large utilisation des engrais chimiques, d'aliments concentrés pour le bétail et de produits de traitement des plantes et du bétail.

Il s'agit du modèle agricole qui s'est fortement développé dans les pays développés et dans quelques secteurs limités des pays en développement. Le développement de ce modèle agricole a permis d'atteindre des gains de productivité agricoles très importants ainsi qu'une productivité du travail très élevée (Mazoyer, 1997). Il s'agit du modèle majoritaire en Europe. Cette agriculture intensive s'appuie sur l'usage généralisé des engrais chimiques et des produits phytosanitaires.

Au sein même de l'agriculture dite « conventionnelle », nous trouverons une palette de variantes comprenant l'agriculture raisonnée, l'agriculture intégrée, l'agriculture à faibles intrants, l'agriculture de précision, ... Plusieurs auteurs (Parmentier, 2007) abordent cette variété et décrivent la multiplicité de pratiques que cette notion englobe. Nous sommes bien conscients que des chevauchements possibles existent entre ces notions idéal-typiques. Mais, nous avons fait le choix de limiter notre définition de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture intensive non biologique reposant sur le recours aux intrants chimiques et aux produits phytosanitaires majoritaires en Europe.

Lors des entretiens, il est arrivé que des agriculteurs qualifient l'agriculture conventionnelle de traditionnelle dans le sens où elle est devenue aujourd'hui la tradition, c'est-à-dire ce qui se transmet. Nous avons fait le choix de ne pas garder ce terme car il nous semblait prêter à confusion. En effet, d'autres agriculteurs traçant le parallèle entre l'agriculture biologique et traditionnelle faisant référence à des principes communs ayant guidé les anciens.

4.1.2. La définition de l'agriculture biologique

Selon les définitions, l'agriculture biologique s'apparente plus à un mode de production réglementé par des lois, à des procédés techniques définis comme itinéraires spécifiques, à un mouvement social ou à des principes d'ordre philosophique.

L'agriculture biologique est le fruit d'une histoire dont les acteurs ont abouti à diverses définitions qui varient dans le temps et l'espace. L'une d'elle est inscrite dans la législation européenne en 2007 (règlement (CE) n° 834/2007) adopté par le Conseil européen. Ce texte définit l'agriculture biologique de la manière suivante :

La production biologique est un système global de gestion agricole et de production alimentaire qui allie les meilleures pratiques environnementales, un haut degré de biodiversité, la préservation des ressources naturelles, l'application de normes élevées en matière de bien-être animal et une méthode de production respectant la préférence de certains consommateurs à l'égard de produits obtenus grâce à des substances et à des procédés naturels. Le mode de production biologique joue ainsi un double rôle sociétal : d'une part, il approvisionne un marché spécifique répondant à la demande de produits biologiques émanant des consommateurs et,

d'autre part, il fournit des biens publics contribuant à la protection de l'environnement et du bien-être animal ainsi qu'au développement rural.

Une définition presque similaire est proposée par la Fédération internationale des mouvements pour l'agriculture biologique (IFOAM) :

[L'agriculture biologique est] « un système de production qui maintient et améliore la santé des sols, des écosystèmes et des personnes. Elle s'appuie sur des processus écologiques, la biodiversité et des cycles adaptés aux conditions locales, plutôt que sur l'utilisation d'intrants ayant des effets adverses. L'agriculture biologique allie tradition, innovation et science au bénéfice de l'environnement et promeut des relations justes et une bonne qualité de vie pour tous ceux qui y sont impliqués ».

4.1.3. La définition de la conversion

La « conversion » peut être entendue comme étant « le passage de l'agriculture non biologique à l'agriculture biologique pendant une période donnée, au cours de laquelle les dispositions relatives au mode de production biologique ont été appliquées ». Cette définition est celle reprise dans le règlement 834/2007 adopté par le Conseil européen en 2007.

4.2. L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN WALLONIE

4.2.1. L'évolution de l'agriculture biologique

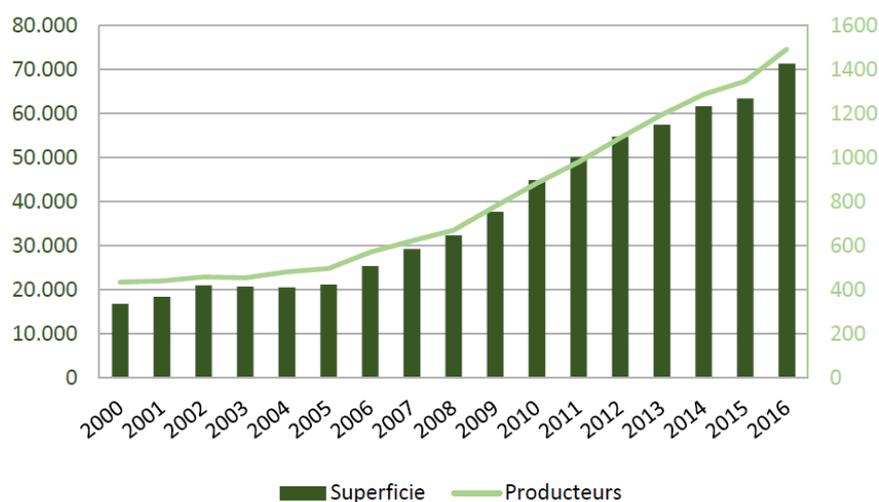
L'agriculture biologique s'est inspirée de plusieurs courants : la biodynamie développée par Rudolph Steiner en Allemagne vers 1930, l'agriculture organique développée par Sir Albert Howard en Angleterre (1940), l'agriculture naturelle développée par Masanobu Fukuoka au Japon vers 1970 et la permaculture développée par Bill Mollison et David Holmgren en Australie vers la même période. Elle s'est construite au fur et à mesure comme un système alternatif au modèle intensif conventionnel. Elle a abouti à une définition juridique en 1993 par la Communauté européenne allant de pair avec son institutionnalisation.

4.2.2. L'agriculture biologique en chiffres

Fin 2016, la Wallonie comptait 1.493 fermes certifiées biologiques soit 11,8% des fermes wallonnes. Si l'on retient l'année 2015-2016 seule cela représente une augmentation de plus de 10%. Au cours de ces sept dernières années, le nombre de fermes bio a doublé. La superficie agricole utile (SAU) consacrée au bio atteint plus de 71.000 hectares soit 9,7% de la surface agricole utile. C'est près d'un hectare sur dix qui est bio en Wallonie³.

Figure : Evolution de la superficie (en hectares) et du nombre de fermes bio (source : Biowallonie 2017)

³ Annet, S., Beaudelot, A., « Les chiffres du bio 2016 », Biowallonie 2017



4.2.3. Les différentes vagues de conversion

La Wallonie, à l'image de la France et influencée par cette dernière, a connu plusieurs vagues de conversions. Apparue dans les années 1960, elle est restée assez marginale jusqu'aux années 1990 lorsque la législation européenne l'a règlementée. Cette période de trente ans a vu émerger des réseaux d'agriculteurs comme le réseau Lemaire-Boucher et le réseau autour de Michel Sencier, ainsi que des associations comme celle des agrobiologistes (ASBLAB) et Nature et Progrès Belgique. Les années 1980 et 1990 ont connu une structuration du secteur avec l'émergence de l'Union nationale des agrobiologistes belges (UNAB) et le développement du Centre de Coordination, recherche et animation du Brabant Est (CRABE) autour du maraichage biologique. Au milieu des années 1990 se sont développés les organismes de contrôles, les aides publiques et les coopératives. Plusieurs travaux suggèrent que les agriculteurs convertis ces dernières années l'auraient été pour des motifs principalement économiques (Padel, 2001, Rigby, 2001).

4.3. LA PLACE DE L'ENVIRONNEMENT DANS L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Intuitivement, plusieurs principes de l'agriculture bio tels que la non utilisation de produits chimiques de synthèse, la rotation des cultures, l'attention donnée à la fertilisation du sol laissent à penser que l'agriculture bio est plus respectueuse de l'environnement. D'ailleurs, certains auteurs considèrent l'agriculture biologique comme un moyen d'agriculture durable (Rigby et Caceres, 2001).

Nous ne voulons pas creuser à outrance cette question car elle est annexe à notre exercice. Néanmoins, elle reste pertinente pour justifier le choix d'un mémoire sur l'agriculture bio dans un master en environnement. Ce travail nous a d'ailleurs appris à nous méfier des idées faciles. C'est la raison pour laquelle nous voudrions nuancer les propos précédents par les conclusions d'une méta-étude analysant les résultats de 275 analyses portant sur l'impact environnemental de l'agriculture biologique en comparaison à l'agriculture conventionnelle (Tuomisto, 2012). Les conclusions ont démontré que les pratiques agricoles bio ont un impact positif sur l'environnement par unité de terre cultivée mais pas nécessairement par unité de produit. Les fermes bio ont plus de matière organique et moins de pertes de nutriments ; par contre, les émissions d'ammoniaque et les fuites d'azote par produit sont plus hautes pour le bio même si elles gardent l'avantage en termes d'impact positif sur la biodiversité.

Ces avantages ont également été mis en exergue dans un rapport français⁴ récent sur les enjeux de la production biologique dans l'Union européenne et souligne les nombreux atouts environnementaux du

⁴ Daniel, Y., « Les enjeux de la production biologique dans l'Union européenne », Rapport d'information, Assemblée générale française, 2015

bio : la plus grande vie des sols (fertilité, stabilité, biodiversité), la moindre consommation d'énergie, la réduction des taux de pollution de l'eau ainsi que les bénéfices pour la biodiversité.

Dans la même lignée, une longue étude de l'INRA de 2013 sur l'analyse des performances de l'agriculture biologique⁵ conclut également à un impact positif spécifique de l'agriculture bio sur la biodiversité tant en abondance qu'en richesse. Cet impact est principalement dû à l'interdiction de l'usage de produits phytosanitaires mais aussi à « l'apport fréquent de matières organiques, la couverture du sol pendant l'interculture, la baisse du chargement animal par hectare, l'assolement diversifié avec une part plus élevée de prairies temporaires et permanentes, la présence accrue d'éléments fixes du paysage, etc. ». L'étude révèle toutefois que certaines pratiques propres à l'agriculture bio peuvent être défavorables à la biodiversité (opérations fréquentes de travail du sol, emploi de produits phytosanitaires autorisés en bio, ...).

Enfin, il est à noter que certains auteurs (Gafsi, 2014) ajoutent une nuance à ces constats en estimant que la durabilité des exploitations biologiques varie selon le type de logique de fonctionnement adoptée par les agriculteurs.

4.4. LES CONVERSIONS VERS L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Au lieu de retracer l'évolution historique de l'agriculture biologique en Europe, ce qui a déjà été fait à plusieurs reprises (Vankeerberghen, 2011) ou de remonter aux origines diverses de l'agriculture biologique, il nous a semblé plus pertinent de creuser quelques thématiques liées à notre thème de recherche. Ces éclairages nécessaires ont enrichi notre spectre et ont renforcé certaines de nos intuitions ou de nos observations ; elles sont venues compléter nos analyses de manière pertinente tout au long de notre réflexion.

4.4.1. Les motivations et les processus à l'œuvre dans la conversion

Plusieurs études se sont intéressées au processus qui mènent des personnes à se convertir à l'agriculture biologique. En Belgique, deux auteurs se sont particulièrement attardés sur ce sujet : Denise Van Dam et Audrey Vankeerberghen.

La première a mis en lumière les événements biographiques qui peuvent aider et expliquer le passage en bio. Ses travaux illustrent les processus psychologiques à l'œuvre dans des cas de tensions identitaires et de dissonance cognitive. Elle a recours aux notions d'identités, de style de vie, de récit de vie et d'émotions.

Denise Van Dam a travaillé sur les motivations et les profils des agriculteurs biologiques (Van Dam 2005, 2006, 2010, 2012). Elle démontre les trois étapes nécessaires à la transition des agriculteurs conventionnels pour s'investir dans le bio : le désinvestissement par rapport à l'agriculture conventionnelle, la dissonance cognitive et la présence d'émotions d'éloignement. L'investissement dans le bio se met en place via des stratégies de réduction de cette dissonance et par des émotions d'approches, avant de passer à la troisième étape qui est celle d'une dissonance affaiblie et d'affects qui ont pris le dessus sur les émotions. Elle pose ainsi le constat que les agriculteurs développent des émotions de rejet à l'égard de l'agriculture conventionnelle. La transition vers le bio n'est pas un phénomène linéaire et continu mais il est fait de doutes, voire de régressions.

L'auteur aboutit à quatre typologies d'agriculteurs bio en regard de leurs profils de conversion, de leur rapport à la production et à la commercialisation : les convertis, les chercheurs d'or, les militants et les chercheurs de sens. Seules les deux premières catégories reprennent des agriculteurs qui ont commencé dans le conventionnel. Les deux dernières catégories étant soit des personnes commençant

⁵ Guyomard, H. (sous la direction), « Vers des agricultures à hautes performances. Analyse des performances de l'agriculture biologique », INRA, Etude réalisée pour le Commissariat général à la stratégie et à la prospective, 2013

directement en bio après leurs études soit ayant exercé une autre profession hors du secteur agricole. Elles sortent donc de notre champ de recherche.

La chercheuse identifie les « convertis » qui ont entamé leur reconversion suite à un évènement identitaire (problème de santé, disparition de la flore, découverte de la pollution d'eau potable, ou survie de la ferme). Ceux-ci perçoivent la ferme comme un lieu de gestion responsable ou comme lieu de protection de l'environnement. Ils travaillent davantage avec des filières bio.

La catégorie « chercheur d'or » regroupe ceux qui se sont reconvertis par opportunités économiques. Eux voient davantage la ferme comme une entreprise de produits alimentaires ou un lieu de gestion responsable. Ils écoulent leur production principalement dans la grande distribution et leurs motivations visent la qualité sanitaire des produits ou la revalorisation du métier d'agriculteur.

Les travaux de Van Dam portent également sur d'autres aspects. Elle partage des observations comme la sérénité, la liberté, la créativité, le sentiment de maîtrise et d'épanouissement des agriculteurs bio (Van Dam, 2010).

D'autres auteurs (Streith, 2014) défendent que les motivations peuvent suivre généralement plusieurs finalités : agronomique, environnementales, sociales, économiques, esthétiques, éthiques, émotionnelles, militantes, ...

4.4.2. La diversité de processus

Plusieurs auteurs ont mis en lumière la grande hétérogénéité qui existe parmi les agriculteurs bio et reconnaissent la diversité des modes d'appropriation des techniques bio par les exploitants (Denis Van Dam, 2005 ; Vankeerberghen, 2012, Alavoine-Mornas, 2014). De fait, les agriculteurs n'attribuent pas tous le même sens à l'agriculture biologique. Cette différence de sens a une incidence directe sur les pratiques que ces agriculteurs ont mis en place (Vankeerberghen 2009). Ces études insistent sur la complexité des processus de conversion et sur la diversité des formes d'exercice de l'agriculture biologique trop peu étudiées. Elles soulignent la pluralité des circonstances qui conduisent à la certification en biologique, la variété de parcours personnels et des motivations. Au regard du nombre grandissant d'agriculteurs bio, il n'est pas étonnant que la diversité de profils et de motivations augmente aussi.

Pour Alavoine-Mornas, il existe une palette de situations intermédiaires entre les agriculteurs 100% bio et les agriculteurs non motivés par les principes du bio avec des exploitations seulement à moitié converties. Cette auteure aborde la complexité des passages au bio et déconstruit les dualismes simplificateurs du type agriculture biologique contre agriculture conventionnelle, ou motivations éthiques contre motivations opportunistes. Pour elle, la littérature ne rend pas compte des nuances de la réalité et minimise souvent l'importance du temps. Dans le même esprit, Lamine considère la conversion à l'agriculture biologique comme « un processus plus long que la durée légale de conversion, mettant en jeu des recompositions diverses (Lamine, 2009). Elle défend l'hypothèse que l'engagement dans l'agriculture biologique diffère en fonction du processus de passage à l'agriculture bio. Elle dévoile quatre processus de passage au bio : l'officialisation, l'imprévu, l'opportunité et la résolution de tensions au niveau individuel.

Elle souligne d'ailleurs le rôle des familles sur lequel nous reviendrons dans l'analyse de nos résultats.

4.4.3. Quelques profils et freins : leçons d'études européennes

Une synthèse de plusieurs travaux sur les attitudes des agriculteurs conventionnels par rapport à l'agriculture biologique (Padel, 1994) met en lumière certains obstacles à la conversion : la peur de la mauvaise herbe, la crainte d'une demande future limitée, le manque d'informations, le manque d'expertise, l'incertitude sur l'évolution des prix ou encore le manque d'engagement des

gouvernements. Une chercheuse belge met en avant le manque de recherche et d'encadrement ainsi que le manque de filières pour certaines productions (Vankeerberghen, 2009).

Diverses études européennes traitent également de la question des changements d'orientations dans les fermes et les raisons qui poussent les exploitants à franchir le pas.

Par exemple, une étude réalisée aux Pays-Bas (de Lauwere, 2004) met en lumière la multiplicité de raisons : motifs idéalistes, économiques, institutionnels ou techniques. Cette étude qui porte aussi sur des agriculteurs qui ne franchissent pas le pas, met en exergue le frein que représente l'incertitude et la prise de risque. Pour que le changement s'amorce, il faut pour condition la présence soit d'une pression interne (ex : il est en désaccord avec l'usage de produit chimique) ou externe (ex : économique) qui soit exercée sur l'agriculteur. Le changement dépendra ensuite de la capacité personnelle des acteurs à mettre en place ces changements.

Une étude norvégienne (Koesling, 2008) avance les caractéristiques des agriculteurs qui sont sur le point de passer à l'agriculture biologique. En comparaison avec les agriculteurs conventionnels, ils ont des exploitations plus grandes, sont plus éduqués, se trouvent à proximité de zones urbaines, et ont des objectifs environnementaux. L'auteur souligne également que ces convertis plus récents sont davantage tournés vers des modèles économiques performants et moins animés par les valeurs de l'agriculture biologique que les producteurs bio déjà existants.

Dans la même lignée, une étude irlandaise (Howlett, 2002) a relevé les motivations plus financières de fermiers se convertissant à l'agriculture biologique après les années 2000, bien que les motivations environnementales ne soient pas absentes non plus.

Plusieurs travaux montrent que les nouveaux arrivants soupçonnés de pratiquer une agriculture bio conventionnelle sont aussi très hétérogènes et n'adhèrent pas forcément moins, aux objectifs et principes de l'agriculture biologique que les plus anciens agriculteurs (Padel, 2008 ; Gafsi, 2014).

Bien évidemment, ces études s'ancrent dans des contextes différents et n'ont pas toutes le même angle d'approche, mais leur lecture nous aura permis d'élargir notre compréhension du phénomène étudié et d'envisager des pistes d'analyses supplémentaires.

4.4.4. La conventionnalisation du bio : Les travaux d'Audrey Vankeerberghen

La thèse de la conventionnalisation « considère que l'agriculture biologique est aujourd'hui dominée par des entreprises agro-alimentaires dont les préoccupations et les pratiques sont très éloignées des idéaux environnementaux et humains des agriculteurs bio pionniers » (Vankeerberghen, 2011). Cette théorie de la conventionnalisation est défendue par plusieurs auteurs (Guthman, 2004, Kratochvill, 2005 ; Darnhofder, 2010). Elle consiste à voir l'évolution de l'agriculture biologique vers une version modifiée de l'agriculture conventionnelle (économie d'échelle, substitution de ressources, recours croissant à des intrants, simplification des assolements et des rotations, problème d'érosion, ...) avec une prégnance des objectifs économiques sur les objectifs environnementaux. Ces analyses décrivent un éloignement entre cette pratique de l'agriculture biologique et les principes fondateurs du bio (santé, écologie, justice, précaution).

-Deuxième partie-

Présentation et analyse des résultats

PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

Avant de présenter nos résultats, nous aimerions rappeler la nature exploratoire de cette recherche. Cela exige donc une certaine prudence dans la lecture des résultats. Nous avons fait le choix délibéré de recourir aux extraits des entretiens en partageant certains passages avec les lecteurs. Il nous semblait indispensable dans un tel travail d'illustrer nos analyses à partir de la source sur laquelle elle se développe.

Les différentes données reprises dans le tableau ci-dessous visent à donner une image structurée et objective de chaque agriculteur rencontré.

	Nom	Age	Lieu	Taille de la ferme	Pourcentage en bio	Agriculteur depuis	Année de conversion	Type de production bio	Parents agriculteurs
1	Elisabeth Simon	51	Tournai	120 ha	100%	2004	2011	Céréales, légumineuses, prairies temporaires, élevage (Angus)	Oui
2	Charles Albert de Grady	49	Grace-Hollogne (Hesbaye)	240 ha	15% (40 ha)	1988	2009	Bio : légumes, carottes, haricots, petit pois, quinoa, pommes de terre, triticale, épeautre Conventionnel : élevage (Blanc-Bleu), céréales, betteraves, colza, lin, chicorée, ...	Oui
3	Daniel Collienne	54	Sprimont (Condroz)	50 ha	100%	1995	1997	Vaches laitières, autonomie fourragère.	Oui
4	Geert Denolf	52	Gembloux (Hesbaye)	180 (ha)	50% (90 ha)	1989	2012	Bio : vaches laitières, cultures fourragères, céréales Conventionnel : Betteraves, pommes de terre, céréales, ...	Oui
5	Albert Froidbise	64	Andenne (Condroz)	20 ha	100%	1977	1979	Vaches allaitantes, pommes de terre, céréales et cultures fourragères	Oui
6	Bruno Tonglet	47	Ohey (Condroz)	72 ha	Tout sauf étable de 280 porcs à l'engraissement	1990	2008	60 vaches laitières (cheptel de 160) et 10 allaitantes, fourrage et cultures pour les bêtes	Oui
7	Marie-Sophie Amand	56	Havelange (Condroz)	57 ha	100 %	1986	2011	Vaches allaitantes, fourrages et céréales panifiable	Parents de son mari
8	Anne Couvreur	47	Namur (Condroz)	80 ha	50%	1992	2000/2010	Bio : Fraises, brebis (fromage et viande), céréales (épeautre, froment, orge, avoine) poids Conventionnel : Betteraves, lin et pommes de terre	Parent de son mari

9	Dominique Malmédy	60	Esneux (Condroz)	100 ha	100 %	1976	1997	Vaches laitières, fourrages et cultures pour les bêtes	Oui
10	Agriculteur anonyme	71	Hesbaye	79 ha	100 %	1973	2010	Petit épeautre, luzerne, carottes, pois, pommes de terre, froment, haricots, poireaux, triticale	Oui
11	Gilles de Moffarts	46	Saint-Marc (Condroz)	250 ha	28 % (70ha)	1994	2008	En bio : Oignons, carottes, pommes de terre, haricots, pois, quinoa, céréales (épeautre, triticale) et fourrage, petite maraichage (concombre, tomate, aubergine, courges). En conventionnel : betteraves, chicorée, lin, froment	Oui

5. LES RAISONS DE LA CONVERSION

« Le bio je ne l'aimais pas. Il y a beaucoup de choses à apprendre pour travailler dans le bio. Je suis passé au bio parce que j'ai vu que ça marchait ».
Geert Denolf

« Beaucoup d'agriculteurs sont passés au bio ces dernières années pour des raisons financières ».
Cultivateur en Hesbaye

« Je ne pensais pas passer au bio quand on a repris la ferme. Mes terres étaient propres et le bio que je voyais, c'était mal entretenu. Et puis, l'industrie cherchait des carottes bio dans la région. Ça avait l'air rentable. J'ai rencontré des agriculteurs bio dont les terres étaient propres. On a commencé avec sept hectares en bio, deux ans après on en avait vingt ».
Charles-Albert de Grady

Sur les dix agriculteurs rencontrés, sept se sont convertis à partir de 2008. Tous l'ont fait pour des raisons économiques à l'exception d'un couple. Les justifications sont diverses : attrait des primes, nécessité de rebondir suite à la crise dans le secteur du porc, demandes de production de grandes surfaces ou opportunités de débouchés nouveaux. Aucun ne s'en cache. Tous nous disent avoir aujourd'hui avoir fait le bon choix. Les fermes en difficultés se sont stabilisées ou ont retrouvé une situation financière saine. Les quatre plus grandes exploitations dont trois sont partiellement converties, disent pouvoir faire tourner la ferme principalement grâce aux revenus du bio.

Ils expliquent comment certaines barrières à la transition sont tombées. Les entretiens révèlent aussi que si les motifs étaient financiers au moment de la conversion ; après quelques années de travail en bio, les raisons qui les poussent à continuer en bio sont plus variées et ne sont plus uniquement économiques. C'est comme si d'autres dimensions du bio émergeaient au fil de l'acquisition des nouvelles pratiques. Le regard et l'expérience viennent s'enrichir d'une réalité plus complexe.

Si une sensibilité à l'environnement se prononce parallèlement à la conversion, la perception de l'environnement n'en est pas fondamentalement modifiée. Par contre, l'adhésion au projet sociétal du bio n'est pas partagée par tous. Nous avons pu distinguer une fracture entre ceux qui souhaitent sa diffusion au maximum et ceux qui préfèrent l'éviter afin de garantir un écoulement de leurs produits à bon prix tout en échappant à tout risque de surproduction. Nous détaillerons ces divers points dans ce chapitre.

5.1. LE CONVENTIONNEL EST EN CRISE

5.1.1. Le conventionnel ne permet plus de vivre

« Le conventionnel n'a pas d'avenir. Même les plus performants ne s'en sortiront pas. Parce qu'en conventionnel, cela ne marche plus du tout. Beaucoup d'agriculteurs conventionnels ne savent plus vivre. Ils vivent très très très mal »
Un cultivateur en Hesbaye

Les dix agriculteurs rencontrés ont tous été catégorique sur le fait que l'agriculture conventionnelle telle qu'elle fonctionne aujourd'hui est défaillante car elle ne permet pas de vivre. La faiblesse des marges, la pression de l'industrie, le poids des charges, la mise en concurrence avec les marchés internationaux ne garantissent plus la viabilité économique des exploitations. De ce point de vue, on observe qu'une grande partie des agriculteurs se trouve coincée dans des logiques visant davantage à éviter les pertes plutôt que d'assurer des bénéfices. Selon les agriculteurs passés au bio, cette très lourde pression sur l'agriculture conventionnelle impacte directement leur manière de travailler la terre et leurs productions. En effet, l'espace de survie économique est tellement petit qu'ils ne peuvent prendre aucun risque et surtout ne pas se permettre de perdre des récoltes ou du bétail. Par conséquent, ils vont avoir recours aux pesticides et aux engrais comme une forme d'assurance ou de

garantie de résultat minimum en traitant par exemple de manière préventive. Ils doivent restreindre l'incertitude et s'offrent, avec l'usage des produits phytosanitaires, une plus grande marge de manœuvre comparé au bio. Cette première mise en avant de pratiques agronomiques influencées par un contexte économique nous semble fort intéressante.

« En conventionnel, on trouve toujours acheteur. Le problème c'est à quel prix ».
Anne Couvreur

« La tonne de céréales en bio, il la vend entre 200 et 300 euro. Alors qu'en conventionnel, elle part aux alentours de 120 euro. Ils travaillent à perte les céréaliers avec toutes leurs charges. Ce n'est pas avec leurs récoltes qu'ils paient leur terre ».
Albert Froidbise

Les agriculteurs décrivent le système conventionnel comme un système où beaucoup d'acteurs trouvent leur compte : l'industrie, la grande distribution, les vendeurs de bétails, les commerciaux et les vendeurs de produits phytosanitaires, les propriétaires terriens, les consommateurs voire même les acteurs politiques. Le seul qui n'arrive pas à tirer son épingle du jeu est l'agriculteur.

« Dans le conventionnel, tout tourne sauf l'agriculteur ».
Geert Denolf

5.1.2. La conversion suite à des crises

Nous sommes bien conscients que les dires des interviewés ne sont pas garantis d'être le reflet parfait des réalités. Ils sont néanmoins le reflet de leurs perceptions et de la construction de leur discours. Nous ne souhaitons pas tenir leurs propos comme vérité absolue mais mettre en avant ce regard sur leur ancienne façon de travailler qui fut donc leur réalité. Puisque toutes les personnes interrogées ont mené la vie d'agriculteur conventionnel, elles ont eu cette expérience et en connaissent la nature. Le regard qu'ils y portent est instructif.

De plus, il existe des nuances à apporter à ces propos. La culture de la pomme de terre est par exemple une culture qui fonctionne bien économiquement. Mais, elle peut cacher des situations difficiles comme celles entraînées par la suppression des quotas betteraviers. Cela amène le marché à chuter à cause du prix mondial du sucre, alors que des exploitations en ont fait leur gagne-pain des décennies durant.

« Il y a 30 ans, on vendait la tonne de betterave à 2.400 francs belge, maintenant, ils la vendent à 20 euro la tonne. Et aujourd'hui, les agriculteurs achètent la pulpe de betterave à 25 euro. Ils payent le déchet plus cher que le produit ».
Un cultivateur en Hesbaye

Un agriculteur est passé au bio, poussé par une crise. Il avait 200 truies et le secteur traversait une grave crise en 2007. Il a revendu tout son cheptel en quelques semaines pour se concentrer sur son élevage de vaches principalement laitières. D'autres éleveurs ont choisi de s'orienter vers le bio en modifiant tout à fait la gestion de leur ferme et de leurs productions en développant l'autonomie et en faisant évoluer leur troupeau vers des races plus rustiques, mixtes et locales plus adaptées à l'agriculture biologique. Ces personnes s'apparentent à ce que Denise Van Dam décrit (Van Dam, 2010). Il s'agit de personnes qui se rendent compte progressivement que le décalage entre le métier d'agriculteur conventionnel « amélioré » et le métier d'agriculteur bio n'est plus tellement important et que ce dernier comporte des avantages (monétaires et non monétaires).

5.1.3. Des banques qui encouragent le passage au bio

« Je vais régulièrement aider des agriculteurs conventionnels à passer au bio. Il y a des réticences mais ce sont leurs banques qui leur conseillent de le faire. »
Dominique Malmédy

Même les banques recommandent de passer en bio. Plusieurs récits nous ont été contés. Quelques agriculteurs reconnus dans le milieu sont sollicités par des banques afin d'accompagner les fermes en difficultés dans leur transition vers une production biologique. C'est pour nous la démonstration que

le passage au bio est normalisé par une série d'acteurs institutionnels qui auraient pu représenter des freins par le passé mais qui sont aujourd'hui des amplificateurs du mouvement.

5.2. DES FERMES EN AGRICULTURE BIO QUI S'EN SORTENT MIEUX

Si tous les agriculteurs convertis ces dernières années l'ont fait avant tout pour des raisons économiques, c'est bien évidemment que l'agriculture bio offre des perspectives meilleures. Les trois raisons économiques principales qui ont poussé des agriculteurs à franchir le pas sont les primes, la meilleure valorisation des produits et les opportunités nouvelles de vente.

« Aujourd'hui, les fermes bio tournent mieux que les fermes en conventionnel ».
Dominique Malmédy

5.2.1. Une productivité moindre mais rentabilité plus grande

La question de la productivité et de la rentabilité en agriculture biologique a été largement étudiée et débattue dans la communauté scientifique. Les productions en bio étant généralement moindre, bien que cela ne soit pas vraie pour toutes les cultures et que cela doit être regardé sur le long terme (Poncio, 2014). Les agriculteurs reconnaissent aisément une diminution de leur productivité. A titre d'exemple, la production laitière varie entre 20 à 50%. Pour les cultures, sur base des cas rencontrés, cela est très variable. En froment par exemple, un cultivateur bio a en moyenne entre 3,5 et 5 tonnes à l'hectare alors qu'en conventionnel, ils peuvent atteindre 10 tonnes à l'hectare. Les pommes de terre bio diminuent la production grosso modo de moitié passant de 50 à 60 tonnes l'hectare à 30 tonnes. Un cultivateur nous explique qu'en culture, sur une moyenne de dix ans, il produit entre 25 et 30% moins que quand il était en conventionnel. Cela inclut les années catastrophiques. Ce n'est donc pas uniquement un rendement à l'hectare qui est moindre mais un risque supplémentaire lié au bio qui est intégré. En carotte par exemple, il produisait en conventionnel entre 90 à 100 tonnes l'hectare alors qu'en bio, il est entre 60 et 70 tonnes quand la récolte est bonne.

Au niveau des prairies, plusieurs producteurs estiment que leurs pâtures donnent mieux en comparaison aux voisins installés en conventionnel. C'est-à-dire que les vaches peuvent passer plus de temps sur les mêmes prairies parce qu'elles donnent davantage à manger. Cela est lié entre autres à certaines techniques : semer les prairies, non utilisation d'azote chimique, aération, fauchage, ...

« Moi, je gagne mieux ma vie. Je m'en sors. J'ai toujours su payer toutes mes factures et je ne dois rien à personne ».
Albert Froidbise

Nous observons que plusieurs s'attardent sur le fait que ce n'est pas tant le chiffre d'affaire qui est important mais les bénéfices et ce qui reste au final dans la poche de l'agriculteur. Ils nous partagent la nécessité de trouver un optimal. Par exemple, on peut pousser des vaches à produire davantage mais cela va nécessiter des frais supplémentaires (ex : compléments alimentaires, plus grande fragilité, plus de soins...). Sur les cultures, c'est la même chose. Avant de mettre plus de fumure pour atteindre des meilleurs rendements, il faut calculer le coût de celle-ci car ce scénario ne garantit pas toujours un meilleur gain final.

« On produit quand même moins, mais on gagne plus. Une céréale par exemple, on la vend plus cher. On met moins de produit, on n'achète pas de produits phyto. On produit un peu moins mais on vend plus cher ».
Marie-Sophie Amand

Ils sont tous catégoriques sur le fait que leur rentabilité a augmenté. Les fermes semblent donc plus viables grâce au bio.

5.2.2. Une garantie de vente et des meilleurs débouchés ?

La très grande majorité expliquent que dès leur conversion, même s'ils ont fait moins de rendement, ils vendaient plus cher et qu'au final, cela rapportait plus car la valorisation des produits compensait plus que la diminution de production.

« C'est le bio qui permet de maintenir mon revenu en 2015 et de le sauver en 2016 ».
Gilles de Moffarts

Pour les productions, les interviewés font généralement moins de rendement mais vendent leurs produits plus chers. Six sur dix font une vente à la ferme. Le système le plus léger a été observé dans une ferme où le proche voisinage peut se servir librement et verser 50 centimes/litre dans une boîte déposée à côté de la cuve réfrigérée. Un seul avait vraiment un magasin ouvert plusieurs jours par semaine. D'autres travaillent avec des coopératives (ex : Laiterie des Ardennes), des grandes enseignes de la distribution avec lesquels ils ont des contrats soit en Belgique soit à l'étranger (France et Pays-Bas principalement) ou encore, des structures associatives de type « la Ruche qui dit oui ».

Si une meilleure valorisation des produits est mise en avant par une large majorité des interviewés, deux agriculteurs nous ont partagé leur expérience passée. Le propriétaire d'une ferme en polyculture élevage mixte à moitié convertie a partagé sa volonté de faire la conversion progressivement. La principale raison avancée dans ce cas est que, dans le passé, ils n'ont pas toujours trouvé d'acheteurs pour leurs productions bio alors qu'en conventionnel, le problème ne se situait pas sur la capacité à trouver preneur mais plutôt au niveau du prix trop bas. A titre d'exemple, l'une des productions annuelles qui s'élevait à 300.000 litres en bio est partie dans le circuit conventionnel, ce qui a été perçu comme très décourageant par l'éleveur. Il existe aussi aujourd'hui plein de nouvelles cultures qui voient le jour comme le quinoa, le chanvre, ou le miscanthus utilisé dans le secteur de la construction ou du textile. Mais là encore, les débouchés ne sont pas toujours garantis. Cela renvoie à l'importance de filières développées et bien structurées. Aujourd'hui, ils arrivent à être rentables parce qu'ils maîtrisent la vente et l'écoulement des produits. Par ailleurs, il faut préciser ici qu'ils transforment beaucoup de produits à la ferme (fromages, yaourt, ...) et que tous les agriculteurs ne sont pas prêts à développer la transformation. Soit parce qu'ils n'ont pas le temps ou estiment que c'est un autre métier, soit parce que la ferme est trop isolée et ne s'y prête pas facilement.

« L'agriculture est un métier qui change. 2016 a été une année difficile donc il faut commercialiser soi-même via un magasin en vente directe. On l'a fait et on agrandit le magasin. Pour pousser cette logique, on devrait aussi acheter un moulin et démarcher un meunier ou faire le pain nous-même. Mais moi, je suis agriculteur et pas épicier ».
Gilles de Moffarts

5.3. LES PRIMES SONT UN INCITANT FORT

Pour rappel, il existe plusieurs types de primes touchées par les agriculteurs bio : les primes d'aide à la conversion et les primes d'aide au maintien de l'agriculture biologique cumulables avec des primes pour mesures agro-environnementales. Ces primes sont de montants variables de 120 € (ex : prairie et production fourragère au-delà du 60^{ème} hectare) à 1050 € (ex : conversion en production de semences sur les 3 premiers hectares). Celles-ci sont conditionnées au respect de certains critères : durée minimale, contrôles certifiés, ...

« Pourquoi je me suis reconverti ? A la base, j'ai choisi cela pour la prime ».
Bruno Tonglet

« Nous, nous sommes venus au bio car il y avait les aides financières. Les aides incitent à faire en bio. Mais, on a continué car on se rend bien compte qu'il faut changer quelque chose aux modes de culture ».
Marie Sophie Amand

Si tous les agriculteurs convertis après 2008, nous ont dit l'avoir fait pour des raisons économiques, tous n'ont pas parlé avec la même insistance des primes. Les aides sont vues comme renforçant les motivations économiques.

Il ne nous a pas été possible lors des entretiens de rentrer en détail dans les aspects financiers et comptables des différentes exploitations. Soit il y avait une forme de réticence ou de prudence, mais bien souvent à ces questions, les interviewés ne semblaient pas très sûrs de leurs réponses ou semblaient vouloir rester volontairement vagues. Nous n'avons donc pas été en mesure de chiffrer la part que représentaient les aides au chiffre d'affaire et au revenu net d'exploitation. Cela aura demandé de disposer de documents parfois délicats à demander et difficile à obtenir. Néanmoins, il est revenu de manière récurrente que les aides jouaient un rôle important pour la bonne santé financière de la ferme. Il est à noter qu'une minorité d'agriculteurs nous ont dit capables de s'en passer.

De manière schématique, nous pouvons résumer en avançant que les primes ont joué un rôle important comme incitant financier. Elles sont nécessaires aujourd'hui pour l'équilibre financier des fermes, même si certaines pourraient s'en sortir sans, que les agriculteurs préféreraient ne pas devoir en dépendre et que s'il n'y en avait plus, ils auraient tous du mal à imaginer revenir à l'agriculture conventionnelle.

5.3.1. Les primes couvrent un plus grand risque

Beaucoup d'agriculteurs voient les primes comme une aide et un incitant mais aussi comme une forme de couverture assurantielle visant à couvrir le risque que le passage au bio représente. L'agriculture bio implique des changements de pratiques et des gestes parfois plus techniques et dont la marge de manœuvre est plus restreinte. Se passer des produits phytosanitaires restreint les possibilités d'agir sur les récoltes par exemple et représente une prise de risque pour la réussite des récoltes (chapitre 7.1.2). Mais, ils voient les primes comme une forme de couverture de ce risque.

« Au prix auquel on nous payait le lait, on voulait bien prendre le risque ».
Geert Denolf

« Sur une moyenne de cinq années, nous sommes rentables en légumes mais pas les céréales ».
Gilles de Moffarts

5.3.2. Une dépendance peu appréciée

Lors de nos échanges, il est apparu également que les agriculteurs préféreraient ne pas avoir à dépendre des primes. Il y a quelque chose qui touche à la fierté, à l'autonomie et à la liberté par rapport au politique. Il est arrivé durant nos entretiens de nous retrouver face à un agriculteur se mettant en grande colère lorsqu'il abordait cette volonté délibérée du politique de les asservir.

5.3.3. Des conversions dénoncées par certains

« Tous les agriculteurs bio des Ardennes, ils se sont convertis pour le fric »
Albert Froidbise

Il est intéressant de voir que les trois agriculteurs convertis avant 2008 sont bien conscients que les agriculteurs qui passent au bio maintenant le font pour des raisons économiques. Ils estiment que ce sont principalement les banques qui guident les agriculteurs dans ce choix. Ces « anciens » se distancient en expliquant que lors de leur conversion, ils ignoraient qu'il y avait des primes ou encore, qu'ils n'ont pas touché les primes durant plusieurs années.

« En 1997, j'ignorais qu'il y avait des aides à l'agriculture biologique. [...] Les aides sont une composante importante de la survie de nos exploitations. »
Daniel Collienne

L'un des trois est très critique sur les raisons de conversions des nouveaux arrivants. Durant l'entretien, il n'a pas hésité à dénoncer le fait que les primes sont devenues une des motivations premières des personnes qui passent aujourd'hui en agriculture biologique. Cette critique s'élargit à l'industrialisation du bio estimant que la qualité n'est plus comparable à celles des premiers bio des années 1980. Par contre, les deux autres « anciens » sont plus positifs en trouvant que c'est une bonne chose que des agriculteurs conventionnels se convertissent au bio, fut-il pour des raisons économiques.

*« Beaucoup passent au bio pour l'argent, pour essayer de s'en sortir. Moi, je suis favorable à cela.
Félicitations à eux »
Dominique Malmédy*

5.4. DES MOTIVATIONS BIOGRAPHIQUES POUR LES « ANCIENS BIO »

5.4.1. Une exception

*« Je n'ai pas été contaminée par le conventionnel à la base. Je ne suis pas issue du milieu agricole et j'y suis venue avec mes idées écolos. »
Anne Couvreur*

Nous l'avons dit, six des sept agriculteurs convertis à partir de 2008 l'ont fait pour des raisons économiques. Nous avons rencontré un seul cas particulier. L'agricultrice que nous avons rencontrée n'est pas fille d'agriculteur contrairement à son mari. Elle l'a convaincu de passer en bio car elle y était sensible et elle considère que cela a été possible car elle ne venait pas du milieu agricole ce qui la rendait plus indépendante par rapport à ce que ce milieu pouvait penser de l'environnement. Il est à noter qu'une première tentative échouée de conversion au bio a été menée de 2000 à 2005 et a obligé le couple à revenir un temps au conventionnel avant de repasser au bio, mais progressivement cette fois, à partir de 2010. Ils pourraient donc être classés parmi les anciens puisque leur première conversion date de 2000. Ce cas rentre davantage dans la catégorie des « chercheurs de sens » définie par Denise Van Dam.

5.4.2. Les raisons de conversion des « anciens »

Après nous être attardé sur les raisons des récentes conversions des agriculteurs bio, essayons de leur donner du relief en les comparant aux facteurs qui ont motivé les trois agriculteurs convertis bien avant : deux en 1997 et un en 1979. Ces agriculteurs parlent soit d'une sensibilité environnementale particulière, soit d'un événement biographique particulier ayant un lien, dans certains cas, avec la santé.

Un éleveur nous raconte un souvenir d'enfance. Son père était gérant agricole en France et avait l'habitude de défolier le tournesol à l'hélicoptère. Ce sont eux, jeunes enfants qui remplissaient les cuves de produits chimiques puis qui allaient se cacher dans les champs pour voir l'hélicoptère qui passait au-dessus de leurs têtes. Même après s'être installés en Belgique, la famille retournait régulièrement en vacances dans la région. Lors de rencontres avec le gérant qui avait remplacé son père, celui-ci leur disait alors, qu'il n'avait jamais refait les rendements que son père faisait alors qu'il utilisait sept fois plus de pesticides que celui-ci. Ce témoignage marquant, interprété comme signe de haute performance par son père, était perçu comme indication évidente de la dégradation et du non-sens de la situation. Ce moment qu'on peut identifier comme biographique au sens où Denise Van Dam l'entend, peut être complété par l'histoire d'un voisin qui est mort quelques jours après une pulvérisation. D'ailleurs cet éleveur dit :

*« Les engrais chimiques, j'en mettais déjà une demi dose, et encore
c'était plus pour faire comme les voisins ».*

Daniel Collienne

Un autre éleveur nous a raconté un souvenir fondateur pour lui. Vers l'âge de huit ans, en amenant une génisse en prairie, il constate avec son père que celle-ci est couverte de trèfles blancs. Quelques jours après, un fermier qui leur rendait service était passé mettre du nitrate sur la prairie, ce qui eut pour effet de supprimer tous les trèfles. Il n'y avait plus que des graminées et son père exprima avec colère les dégâts causés par le fermier. Ce souvenir nous a été raconté comme étant le moment fondateur de l'éveil d'une prise de conscience relative à la complexité de la terre et d'une sensibilité environnementale. Cet événement, suivi par la crise de la vache folle durant laquelle il a voulu vendre une vache et a dû attendre trois mois avant de savoir si elle était contaminée, a souligné les risques qu'il faisait courir à ses proches qui consommaient sa viande. Ça a été le facteur déclencheur pour passer au bio.

Un autre éleveur, passé au bio il y a plus de trente ans, nous a raconté qu'au tout début de son activité, il avait acheté un pulvérisateur pour l'utilisation d'un insecticide avec lequel il a failli s'empoisonner et qui a depuis été retiré du marché. Ce jour-là, il y avait du vent et comme il pulvérisait avec un tracteur sans cabine, il a tout reçu sur lui. Il a été très malade et a compris que cela n'était pas bon. C'est cette prise de conscience qui l'a fait passer au bio.

Dans ces deux cas, nous pouvons constater une forme de confirmation de cette intuition de l'aspect nocif et incohérent de l'agriculture conventionnelle par des événements extérieurs. Le premier a été sensibilisé par les abus d'utilisation de pesticides, le deuxième par la crise de la vache folle et le troisième par l'impact sanitaire des pesticides sur la santé.

Nous attirons l'attention du lecteur sur l'existence possible d'un biais. En effet, ces personnes se sont converties il y a vingt ans ou plus. Il n'est donc pas à exclure qu'ils aient entre temps amplifié les raisons de sensibilité environnementale plutôt qu'économiques par un processus de reconstruction identitaire visant à mieux justifier leurs choix à posteriori et du fait de l'évolution de leurs motivations.

5.5. UNE DIVERSIFICATION PROGRESSIVE DES MOTIVATIONS APRES LA CONVERSION

5.5.1. Les primes ne sont plus une condition pour rester en bio

« On continuerait en bio même si les primes étaient supprimées ».
Gilles de Moffarts

« Au début, c'était pour une raison économique. Mais, on continue par conviction. Aujourd'hui, on produit en agriculture biologique car c'est une question de respect de la terre et de l'homme ».
Marie-Sophie Amand

A la question « arrêteriez-vous de produire bio si les primes n'existaient plus demain ? », à part un ou deux cas qui doutent sur l'orientation qu'ils donneraient à leur ferme, une très large majorité n'imagine pas revenir à une agriculture conventionnelle. On observe une sorte de mécanisme de non-retour. Les primes attirent et sont une manière d'aider à franchir le pas, mais quasiment plus aucun agriculteur ne conçoit pouvoir revenir à une production conventionnelle. Et même ceux qui sont à cheval sur les deux types d'agriculture ne souhaitent pas abandonner le processus dans lequel ils sont engagés.

Nous le développerons plus loin dans notre analyse, mais les sept agriculteurs convertis récemment expriment d'une manière ou d'une autre, l'évolution de leurs motivations et la diversification de celles-ci. C'est-à-dire que si l'attrait économique est la motivation initiale première, le travail de la terre selon les techniques bio amène à une redécouverte du métier d'agriculteur et une sensibilité à l'environnement qui se modifie pour certains. Nous reviendrons sur ces aspects.

5.5.2. La peur de la surproduction comme révélateur

Nous sommes bien conscients des limites que peuvent représenter les entretiens. Une de celles-ci est le fait que l'interlocuteur s'adapte volontairement ou non à ce qu'on pourrait attendre comme réponse

de sa part. Nous avons tenté de contourner cela en confirmant d'une autre manière les dires des agriculteurs.

Dans un premier temps, nous avons cherché à savoir si les agriculteurs consommaient eux-mêmes des produits bio afin de distinguer, comme d'autres chercheurs l'ont fait avant nous (Van Dam, 2005) ceux qui avaient une plus grande adhésion aux principes du bio. Cependant, dans les entretiens, les différences ne se sont pas vraiment révélées. Nous pouvons résumer la réponse reçue par quasiment tous les récents agriculteurs bio comme étant : nous consommons plus bio mais pas pour tous les produits et nous ne pouvons pas nous permettre de ne manger que bio. De plus, il était difficile de faire préciser le degré de consommation de produits bio sans perdre trop de temps là-dessus. Cela ne s'est donc pas avéré très révélateur.

« La surproduction n'est pas une solution économique ».

Daniel Colilenne

Mais, une autre thématique fort intéressante a émergé des entretiens : la crainte de la surproduction. Cette peur constatée au sein des entretiens est revenue de manière systématique sans que nous ayons prévu la question. Elle nous semble très pertinente. En effet, elle nous a permis, sans aucun jugement moral, de faire la distinction entre ceux qui placent l'intérêt environnemental dans la démarche bio en premier, par rapport à ceux qui raisonnent davantage en terme économique.

« Il ne faut pas pousser tous les agriculteurs conventionnels à passer au bio ».

Bruno Tonglet

Cela nous a permis de distinguer deux attitudes adoptées parmi les personnes rencontrées. D'un côté ceux qui ont peur de la surproduction et sont craintifs d'une transition élevée du conventionnel vers le bio. Le risque que représente la surproduction, est que l'offre soit trop importante par rapport à la demande et que les prix bio baissent. C'est d'une certaine manière le risque que trop d'agriculteurs se mettent à produire en bio.

De l'autre côté, il y a ceux qui estiment que c'est une bonne chose que le plus grand nombre fassent cette transformation tout en étant conscients des risques. Cette attitude consiste à être confiant, mettant en avant l'augmentation continue de la demande de 10 à 20% malgré la crise de 2008. Les personnes qui adoptent cette seconde attitude estiment que vu les avantages environnementaux que représente l'agriculture bio, il y a un intérêt positif à l'amplification du mouvement sociétal. Parmi les personnes qui adoptent l'attitude optimiste, certains d'entre eux nous partagent leur idéal qui serait que tous leurs voisins et que l'ensemble des agriculteurs wallons se convertissent au bio, estimant qu'il s'agirait d'un projet merveilleux. Ces derniers ne s'étonnent pas qu'une partie des agriculteurs bio souhaite que le nombre de producteurs bio n'augmente plus, afin que les prix augmentent. Ils ne comprennent pas qu'en vivant l'expérience bio, ils ne souhaitent pas qu'elle soit partagée avec le plus grand nombre.

« Ceux qui ne veulent pas que tout le monde passe en bio, c'est un manque de croyance dans le bio ».

Dominique Malmédy

Il faut rester prudent par rapport à cette deuxième catégorie qui peut être de nature plus optimiste et davantage confiante en leurs capacités à faire face à la concurrence (contrat de longue date, maîtrise technique poussée, relations dans les milieux industriels et d'acheteurs, ...). Nous pouvons noter également que face à ce risque de surproduction, des stratégies d'adaptation se mettent en place. Certains agriculteurs s'équipent, par exemple, en achetant un frigo de stockage ce qui permettra de mieux écouler la production au fil du temps et à des meilleurs prix.

5.6. LES FACTEURS FACILITANT LA CONVERSION

Si, comme nous l'avons démontré, les raisons qui ont motivé la conversion sont très largement économiques, il y a des facteurs qui facilitent le passage au bio. Nous avons voulu nous y attarder.

5.6.1. Le bio, ce n'est plus pour les barbus

« L'agriculture bio, ce n'est plus une religion pour des barbus ».

Daniel Collienne

Pendant longtemps, l'image de l'agriculture biologique a été mauvaise. Mais, cette image tend à changer aujourd'hui (Vankeerberghen 2012). Les références aux agriculteurs bio, perçus comme étant tous barbus et vivant dans des fermes mal tenues, envahies de mauvaises herbes correspondent à un portrait qui semblait assez largement partagée. De manière récurrente, les entretiens nous ont révélé combien les agriculteurs estimaient que la réputation des producteurs bio avait évolué au cours de ces dernières années comme l'extrait précédent l'illustre.

« Je ne me serais pas converti vingt ans plus tôt [en 1990] car on y pensait pas. Les mentalités ont fort changé ».

Un cultivateur en Hesbaye

Il y a une acceptation sociale de l'agriculture bio. Cela n'empêche pas une partie de notre échantillon de reconnaître ouvertement qu'ils partageaient ce type de représentations avant d'envisager leur conversion. L'un d'entre eux nous a raconté l'anecdote suivante : la toute première visite de ferme bio qu'il a faite, il s'est retrouvé au bout d'un petit chemin menant à deux fermes. L'une dans le fond toute « bordélique » et l'autre qui était une grande ferme bien entretenue. Par préjugé, il s'est rendu à la première pensant que c'était là qu'ils avaient rendez-vous. Il s'était trompé, celle-là était en conventionnel et c'est l'autre qui était en bio.

« On passe encore parfois pour des rêveurs ».

Marie-Sophie Amand

Si, au sein du milieu agricole, certains se sentent regardés encore un peu comme s'ils étaient des marginaux, ils nous ont aussi partagé que les agriculteurs conventionnels ne peuvent plus nier que les fermes bio s'en sortent relativement bien. Cela amorce même un effet d'entraînement. L'un ou l'autre, sans le nommer de cette façon, parlent d'une sorte de déblocage au sein de la profession. Un cultivateur namurois nous raconte que si dans un groupe de vingt agriculteurs de la région, il y en a un qui quitte le conventionnel pour faire du bio, on peut l'ignorer. Quand un deuxième suit, on peut émettre des doutes ou critiquer ce choix mais quand un troisième emboîte le pas, les dix-sept restants commencent à se poser des questions sur leur propre démarche. Et les agriculteurs fonctionnent de manière très pragmatique en allant voir sur les terres d'autres agriculteurs, en se renseignant, en constatant que certains y arrivent et dépassent les obstacles techniques.

« Même les agriculteurs conventionnels ont une autre optique du bio. Ils nous voient travailler. Ils voient qu'on y arrive, et qu'on sait en vivre. Ils se disent qu'on peut faire quelque chose de différent ».

Bruno Tonglet

5.6.2. L'entraide entre pairs

Ce besoin de voir de ses yeux comment des collègues arrivent à gérer leur ferme en bio amène à l'importance de l'entraide entre pairs via les réseaux formels ou informels d'entraide, des conseils et d'aide entre agriculteurs bio. Un agriculteur converti au bio depuis plus de vingt ans nous a partagé la joie que lui procure sa notoriété dans le secteur bio. De nombreuses personnes viennent lui demander conseils, ou sollicite son aide dans des reconversions. C'est pour lui une manière de rendre service et de partager les savoirs qu'on lui a transmis. Nous verrons plus loin (Chapitre 8.3) l'importance des réseaux de fermiers, les visites de fermes et les structures de défenses et de diffusion des connaissances liées à l'agriculture biologique.

Nous avons senti chez beaucoup de nos interviewés qu'ils avaient dû presque se laisser convaincre des possibilités offertes par l'agriculture biologique. Et pour cela, les visites d'exploitations, les explications sur les champs et les démonstrations de terrain restent le moyen le plus efficace. Nous avons d'ailleurs pu constater que ceux qui expriment le plus de difficultés dans la gestion de leur ferme (problème d'adventice, difficulté technique à solutionner, endettement) sont ceux qui investissent le moins de temps dans ces espaces d'échanges entre pairs. Deux cas nous ont même laissé penser, sans qu'on puisse pour autant formuler l'hypothèse suivante de manière catégorique, qu'il pouvait y avoir un risque à se laisser totalement enfermer dans ses tâches quotidiennes d'une exigence nouvelle sans prendre le temps de s'informer auprès des collègues sur les manières les plus judicieuses de traiter telle ou telle difficulté. Le cas le plus extrême reconnaît lui-même qu'il n'a pas réussi à trouver l'aide nécessaire au point de perdre une dizaine de vaches du cheptel à cause de carences alimentaires.

5.6.3. Le soutien des médias

Le soutien des médias est un autre point de satisfaction pour l'agriculteur bio. Ils reconnaissent que tous les jours, les médias parlent du bio, des circuits courts. C'est une aide précieuse même s'ils sont conscients qu'un simple scandale peut ternir cette image d'Épinal (ex : concombre espagnol).

6. LES FREINS A LA CONVERSION

Nos entretiens ont révélé que, s'il existe des incitants à passer son exploitation en agriculture biologique, il existe également des freins à entamer cette transformation. Ces freins sont de plusieurs natures : sociale, technique et psychologique.

6.1. LA FAMILLE COMME FREIN MAJEUR

6.1.1. Les parents et les frères comme frein principal

*« Mes beaux-parents ne croyaient pas du tout à la conversion bio »
Anne Couvreur*

*« Je connais des jeunes qui attendent que leur père soit à la retraite avant de se convertir car ils savaient que cela ne passerait pas ».
Gilles de Moffarts*

Nous pouvons voir la famille et l'entourage comme un frein social. De manière quasiment systématique, les entretiens ont fait ressortir les très grandes réticences exprimées par l'entourage des agriculteurs désireux de s'inscrire dans une démarche bio. Il pouvait s'agir du père, des frères, des associés, des propriétaires de terre ou même encore d'un ouvrier agricole.

Il serait faux de généraliser que tous les parents aient opposé des doutes ou aient tenté de dissuader leurs enfants. Certains avaient une fibre environnementale qui les rendaient sensibles à la démarche. Certains agriculteurs bio estiment que leurs parents avaient déjà amorcé le processus sans en être conscients en faisant le choix de races plus rustiques et mieux adaptées à la région et aux productions fourragères. Il n'est pas rare dans le cas d'un soutien des parents, que ce soit alors les beaux-parents qui exprimaient des réticences.

*« Ma belle-famille a beaucoup ri quand on a décidé de passer en bio »
Bruno Tonglet*

Cette résistance a pu selon les cas, soit reporter le passage au bio, soit rendre impossible la conversion de l'ensemble des terres, soit déboucher sur des tensions familiales importantes. Le récit d'un éleveur de la région liégeoise est assez évocateur à ce propos. Son père a divisé ses terres en deux et remis la moitié, à chacun de ses deux fils. A tour de rôle, leur père aidait presque quotidiennement sur les fermes. Lorsque cet éleveur d'Holstein a décidé de passer en bio, les parents l'ont pris comme une vexation. Et du jour au lendemain, son père n'est plus jamais revenu travailler sur sa ferme. Sa mère lui a dit qu'il faisait un retour en arrière de cinquante ans alors que pour lui, c'était un bond en avant de cinquante ans. Aujourd'hui, vingt ans après, sa mère est fière de dire qu'elle a un fils qui travaille en bio.

La littérature scientifique avait déjà pointé le frein que pouvait représenter l'entourage (Van Dam, 2010). Néanmoins, il nous a semblé que dans nos entretiens, cela était encore plus prononcé. Vu que nous nous attachons à étudier des conversions récentes, il n'est finalement pas étonnant que cela soit le cas. Les « nouveaux » agriculteurs bio étant des anciens conventionnels, leur environnement social est fait de cette catégorie professionnelle (parents, frères, associés). Il est donc aisé de comprendre que les résistances soient plus fortes. Cela peut encore être illustré par les propos d'un père, ancien agriculteur, qui a eu des difficultés à intégrer les implications et la signification des changements opérés par son fils et sa belle-fille lors de leur passage au bio puisqu'il leur suggérait régulièrement de même mettre un peu d'engrais chimiques sur les champs.

6.1.2. Les associés, les ouvriers agricoles et les enfants comme frein

Les résistances, voire les moqueries sont dues à un changement important lié à ce qui peut être vécu comme une remise en cause de leur manière de faire par certains membres de la famille. Il y a, malgré tout, un choc de cultures et de conceptions. Un cultivateur de fraises dans le Namurois nous expliquait que les associés pour les fraises n'étaient pas prêts à passer en bio. Ce sont des « purs éleveurs de Blanc bleu qui sont techniquement au top et pour qui il est très difficile d'entrevoir une autre manière de travailler ».

Nous avons également entendu d'autres histoires hors de notre échantillon où l'entrepreneur agricole qui gérait les terres depuis des années, a opposé une résistance forte à passer au bio au point que la gérante l'a congédié pour travailler avec quelqu'un d'autre, disposé à travailler selon le cahier de charge bio. Le plus intéressant dans cette histoire est que la personne congédiée a été obligée de se renouveler pour répondre aux demandes et travaille aujourd'hui principalement sur des champs en bio.

Si nous avons principalement identifié les parents ou les frères c'est-à-dire la même génération ou la génération au-dessus, l'un ou l'autre cas de résistance dans la génération des enfants s'est posé aussi. Un exemple est le cas de ce cultivateur qui a également un élevage de Blanc Bleu Belge qu'il aurait bien converti en bio en choisissant une race adaptée à la production de viande bio. Mais le fils qui sort des études est un amoureux du Blanc Bleu ce qui bloque ce passage.

6.1.3. Les épouses sont une exception

Si l'entourage représente très majoritairement davantage un frein qu'une aide dans la conversion, nous avons relevé une exception à cette règle. En effet, les épouses jouent soit un rôle neutre soit un rôle positif allant du moteur au soutien. Cela a d'ailleurs été démontré dans des travaux antérieurs comme celui-ci (Cousinne, 2014). Sur six des dix entretiens, le rôle de l'épouse dans la conversion par une aide à la ferme ou administrative, ou par une forme d'encouragement, est perçu comme très positif. Dans les quatre autres cas, nous devons avouer que c'est un point qui n'a pas été abordé.

6.1.4. La surcharge de travail et le manque de temps

Comme nous l'avons développé, passer au cahier de charge bio exige de recourir à d'autres techniques et nécessite une durée d'apprentissage. D'après nos interlocuteurs, cela demande du temps ainsi qu'une grande attention de ses productions. Indéniablement, cela se traduit par une surcharge de travail sur le court terme dans tous les cas, et compte tenu des techniques actuelles. Cela est d'autant plus vrai en grandes cultures où le désherbage est particulièrement long. Dès lors, cette surcharge de travail peut être un frein qualifié de social.

Cela s'est confirmé dans nos entretiens. Les trois épouses que nous avons rencontrées, nous ont toutes dit que leur mari était encore moins à la maison depuis qu'il était passé en bio. L'une a insisté sur le fait que le travail de son mari était bien plus facile par le passé. Et la moitié des agriculteurs nous ont partagé le fait que leur compagne faisait cette remarque.

« Cultiver en bio, c'est un travail considérable. Il faut beaucoup plus travailler que dans une ferme conventionnelle. Avant, il y avait un problème, je mettais tel produit et c'était réglé. Ça roulait. Ce n'était pas compliqué comme vie. Aujourd'hui, à 7h du soir, je suis encore dans les campagnes. Beaucoup de gens ne voudraient pas ou n'en sont pas capables. J'ai croisé l'autre jour un ami qui s'est converti au bio, il n'en peut plus ».
Un cultivateur en Hesbaye

Les cas d'épuisement professionnels ne sont pas rares dans la profession. Selon une étude française (Delgènes, 2014), un quart des agriculteurs exploitants sont touchés par le burnout alors que 60% se considèrent comme travailleurs compulsifs, quel que soit les modes de production- conventionnel ou

bio. Des cas nous ont été relatés, particulièrement chez les éleveurs laitiers dont l'activité demande une présence quasi permanente sur la ferme. D'ailleurs, la question du temps et du manque de temps s'est imposée de manière récurrente dans les entretiens.

6.2. LES FREINS TECHNIQUES

6.2.1. La dispersion des terres et leurs coûts

Une difficulté technique a été mentionnée dans plusieurs entretiens ; il s'agit de la question des terres, soit de leur dispersion, soit de leur coût. Un cultivateur installé près de Liège nous a, par exemple parlé de l'obstacle que représentait pour lui, la dispersion de ses 250 hectares, certains se trouvant près de Namur à des dizaines de kilomètres. Alors qu'en conventionnel, cela ne pose pas de problème ; le bio est par nature plus exigeant en termes de soins et de présence et requiert une plus grande proximité avec ses terres. Dans ce cas-ci, la distance représente un frein à l'agriculture bio.

Certains agriculteurs possèdent 100% de leurs terres mais ce n'est pas la majorité. La majorité loue entre un à deux tiers des terrains. Une ferme qui louait l'entièreté de ses terrains a vu les coûts des terres augmenté de manière significative au cours des vingt dernières années. Les chiffres qui nous ont été cités lors des entretiens varient entre 35.000 € et 60.000 € par hectare. La difficulté d'acquérir des terres se pose de manière similaire pour tous les agriculteurs, quel que soit leur choix de production. À la différence qu'il arrive régulièrement que des agriculteurs bio perdent l'usage de certaines terres qu'ils louaient, et qu'ils ne sont pas en mesure d'acheter, alors qu'ils les cultivaient selon les règles du bio. Le temps investi dans le processus de reconversion de ces terres, alors que bien souvent elles repartent dans le circuit conventionnel, suscite une amertume souvent accrue par l'absence de législation en Wallonie exigeant qu'une parcelle convertie en bio soit maintenue en cas de vente ou de changement de locataire.

6.2.2. La plus grande technicité et un manque de solutions

*« Il y a un temps d'apprentissage de toute façon. Après un an, on réajuste et on se dit qu'on va faire comme ça plutôt que comme ça »
Marie-Sophie Amand.*

Nous aborderons dans le chapitre 7.2.1, la plus grande technicité qu'exige la production biologique. L'acquisition de cette technicité représente un frein puisqu'elle exige de l'investissement, du temps, de l'apprentissage, un processus d'essai-erreur. Cela renvoie au point abordé précédemment sur la surcharge de travail, liée à l'acquisition de nouvelles techniques et à des techniques plus exigeantes.

*« Il faut tout le temps avoir un œil dessus en bio. J'ai fait du quinoa deux ans. Une année, cela était compliqué. Dans ce cas-là, il vaut mieux labourer et recommencer autre chose »
Charles-Albert de Grady*

Plusieurs récits nous ont été rapportés de cultures qui avaient complètement échouées ; soit parce que les rendements étaient très faibles soit parce que la mise en œuvre n'avait pas été bonne et avait exigé après quelques semaines, de labourer le champ pour semer autre chose à la place. Quelques agriculteurs ont évoqué l'attrait que représentait pour eux, la nouveauté.

*« C'est agréable de se lancer dans l'inconnu et essayer de nouvelles choses. [...] Je suis passé pour commencer, à sept hectares en bio mais plus par curiosité, que par fibre environnementale ».
Gilles de Moffarts*

Un autre frein que nous ne ferons que mentionner ici, est l'absence de solution à certains problèmes (adventices, maladies, ...). Quasiment tous les agriculteurs nous ont fait part du fait que la recherche en bio devait mériter plus d'attention tout en reconnaissant que cela ne doit pas être une raison de ne pas se lancer.

« Il faut beaucoup de recherche, le CRAW commence seulement ».
Geert Denolf

Nous aurions pu catégoriser les freins suivants comme des freins techniques. C'est un choix que nous avons fait compte tenu de la place très variable que ces deux éléments occupent dans les représentations des agriculteurs rencontrés. Pour certains, ces deux points étaient décrits comme extrêmement problématiques, pour d'autres c'étaient des points d'attention, mais qui n'engendraient ni angoisse ni crainte envahissantes. Sans nier la réelle existence de ces freins, c'est cette variation de perception et de représentation mentale qui nous a amené à les qualifier de psychologique pour souligner cette dimension.

6.2.3. La peur de la mauvaise herbe

« Le bio n'est pas 100% idyllique. J'ai eu des terres qui se resalissaient ».
Gilles de Moffarts

La gestion du développement des adventices, appelées mauvaises herbes, est une des difficultés majeures pour les agriculteurs bio. Il s'agit d'un problème qui peut provoquer une peur voire une angoisse chez certains d'entre eux. Cela est mentionné dans plusieurs travaux (Miéville-Ott, 2001 ; Vankeerberghen, 2009, 2011) et certaines personnes interviewés nous ont avoué, avoir parfois du mal à dormir à cause de cela. Si pratiquement tous les agriculteurs nous ont parlé du travail que représente la lutte contre les adventices, l'un ou l'autre nous ont fait part de leurs grandes difficultés à maîtriser cinq ou six hectares de cultures. Au point que dans un cas, l'agriculteur nous répétait qu'il devait se battre contre la nature pour avoir ses terres propres.

« Les maladies à la limite, on s'en fout mais pas les mauvaises herbes car quand elles salissent la terre, c'est pour 20 ans. Un rumex c'est 6.000 graines. La plupart des semences ont un minimum de dix années de vie dans le sol ».
Geert Denolf

Cette peur renvoie au principe du « propre-en-ordre » et au désir de domestication, à une lutte inlassable contre la forêt. C'est l'idée largement répandue que l'agriculteur bio n'arrive pas à maîtriser les mauvaises herbes. Elles risquent de diminuer les rendements et de se mélanger aux grains lors de la récolte. Dans les prairies, certaines peuvent diminuer la qualité du fourrage. Elles renvoient à la crainte d'insuffisance de rendement.

La mauvaise herbe n'est pas vécue de la même manière selon que l'on soit éleveur ou cultivateur, selon le type de culture, et des années d'expérience acquises. Sans généraliser, sur nos dix fermes, nous avons pu constater que les prairies faisaient davantage face aux taches de chardons ou d'orties. Pour le foin, les taches ne sont pas très graves, soit le bétail les mange soit il les laisse de côté. Alors que dans les champs où nous sommes allés, ce sont surtout les betteraves sauvages, les chardons, les rumex, les laitrons, le chiendent et le liseron qui posent problème, soit principalement des vivaces. Nous avons pu le constater lors des promenades sur les terres.

La mauvaise herbe annuelle n'est pas un problème car on s'en débarrasse avec un paquet de main d'œuvre mais pour les vivaces comme le laitron ou le chardon, il reste toujours le rhizome profondément et qui s'étend ».
Gilles de Moffarts

Face à cette difficulté de taille, l'un ou l'autre agriculteur dit s'interroger sur la législation relative au bio. Ils sont bien conscients que le traitement chimique n'est pas une solution dans la mesure où les consommateurs ne comprendraient pas. Néanmoins, l'un ou l'autre estime que l'utilisation de pesticides, tel que le Round up de manière très limitée à très petite dose et sur des très petites surfaces sur des plantes vivaces, avant ou après culture pourrait avoir un sens. L'année 2016 a été une année de pluie, rendant plus difficile le passage avec les machines et encourageant la prolifération de mauvaises herbes. Un cultivateur nous explique qu'il a dû engager quatre fois plus de main d'œuvre pour le désherbage manuel et thermique.

« L'année passée, j'ai eu un froment avec 1% d'impureté. C'est le même degré d'impureté atteint en conventionnel ».
Bruno Tonglet

Des solutions existent : l'usage du chisel, le faux semis, la rasette à la main. Face à certaines mauvaises herbes récalcitrantes et vivaces par exemple, il est possible de semer de la luzerne trois années durant en fauchant régulièrement. Dans ces cas, il faut trouver une manière de valoriser celle-ci. Des éleveurs nous ont expliqué qu'ils désherbaient très peu. Pour les céréales, le respect très précis des dates de semis permet de garder les céréales propres. Même si un autre agriculteur nous expliquait que du fait de travailler autrement qu'en conventionnel, leurs terres bio étaient moins encrassées que celles du voisin travaillées en conventionnel, le désherbage reste une difficulté majeure tangible.

« Moi, j'arrivais à garder les terres propres. Mais ni mon père, ni mes deux frères avec qui je travaille n'étaient derrière moi quand j'ai décidé de faire une partie des terres en bio. Ils avaient peur que les terres se salissent. Ils sont de la vieille école ».
Charles-Albert de Grady

Des évolutions techniques progressent en la matière avec le développement de bineuses caméra, de détection GPS de très grande précision. Nous pouvons aussi imaginer une automation ou une robotisation accrue avec des applications possibles dans les activités de désherbage.

7. LA SENSIBILITÉ ET L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

7.1. LA RELATION A L'ENVIRONNEMENT

« En bio, on vit plus, en fonction de la nature. J'aime ça ».
Charles-Albert de Grady

Est-ce que les agriculteurs, une fois passés en bio perçoivent l'environnement différemment ? Sont-ils davantage conscients de certains problèmes ? Nous développons dans ce chapitre, les changements à l'environnement qu'implique le passage à l'agriculture biologique et analysons l'évolution des représentations liées à l'environnement acquises par que les agriculteurs.

« Il faut aimer le métier et la nature aussi pour faire ce que nous faisons. Parce qu'on est tout le temps là-dedans. On vit de ce que la nature nous donne. On ne dépend que de la nature. Je n'aimerais pas la nature, je ne ferais pas mon boulot ».
Geert Denolf

Tous reconnaissent que passer au bio, c'est une tout autre manière de travailler. Avant toute chose, plusieurs agriculteurs nous ont déclaré qu'ils avaient toujours eu un lien à l'environnement, même quand ils étaient en conventionnel et même si cette fibre pouvait être cachée. La majorité estime que cela est une condition pour faire ce métier. Ils aiment la nature, sinon ils n'exerceraient pas cette profession et c'est ce qui fait qu'ils ont toujours aimé être agriculteur.

7.1.1. Une plus grande proximité de l'environnement

« Les vers de terre ? Aujourd'hui, je gratte et j'en vois. Est-ce qu'il y en a plus qu'avant ? Je ne sais pas, car avant, je ne regardais pas ».
Bruno Tonglet

« Il faut être cinq fois plus dans ses terres en bio. Le bio demande plus de soin, donc, il faut être plus sur ses cultures ».
Charles-Albert de Grady

Le premier changement majeur est le constat que les agriculteurs bio passent plus de temps sur leurs terres. Cela est sans doute plus vrai encore pour ceux qui ont la majorité de leurs terres en cultures. Les agriculteurs reconnaissent facilement qu'ils sont plus présents sur les terres car en agriculture biologique, elles exigent plus d'attention, plus de présence et donc plus de temps. Les extraits précédents illustrent ce rapprochement avec la terre. Le métier d'agriculteur n'est plus uniquement sur une machine, et exige de regarder la terre de plus près, de l'observer davantage. Le désherbage manuel participe à ce rapprochement, même physique, qui exige parfois de se mettre à quatre pattes sur ses champs. Il y a là comme la redécouverte de la complexité de l'environnement et avec elle, la pénibilité que celui-ci peut parfois exiger.

« En bio, on fait le même métier que le conventionnel mais avec des techniques différentes. On observe plus. On est plus sur ces terres. On est souvent à quatre pattes. Donc nos terres, on les voit de plus près qu'au sommet d'une cabine de tracteur ».
Gilles de Moffarts

« En bio, il faut apprendre à descendre de son tracteur. Et il faut être présent tout le temps. Il faut observer et faire le tour de ses parcelles en permanence. Si j'ai de la rouille sur mon épeautre, je dois le voir tout de suite. En conventionnel, si on ne voit pas les choses tout de suite, on peut traiter ».
Un cultivateur en Hesbaye

7.1.2. Une plus grande complexité de l'environnement

« Il y a toujours des choses à apprendre et les années sont différentes. J'ai aidé des personnes dans des nombreuses reconversions et ça m'a beaucoup aidé ».
Dominique Malmédy

« Il faut être plus fin technicien pour le bio. En conventionnel, on a toujours une solution toute faite fournie par le marchand de produits phyto pour tous les problèmes. Le bio est beaucoup plus précis ».
Gilles de Moffarts

La découverte des sols et leur complexité, la nécessité d'observer davantage réintroduit d'une certaine manière, de la complexité dans les pratiques. Le bio est décrit dans les entretiens comme plus exigeant. Il est vu comme une ouverture et une prise de conscience de la complexité de l'environnement. C'est une découverte permanente et une redécouverte d'une dépendance plus grande à son milieu. C'est un autre regard porté sur l'environnement, sur la manière dont il fonctionne.

Cela nous semble être un changement majeur induit par le travail en agriculture biologique et en total contraste avec l'agriculture conventionnelle. Le contraste ne vient pas du fait que l'agriculture conventionnelle n'exigerait pas d'effort ni de complexité, bien sûr que non. Il vient du côté libérateur et stimulant d'une complexité plus vivante et dynamique que réintroduit le bio.

« En bio, il y a des techniques, des dates, des façons de travailler à respecter. Il y a plus de contraintes et on doit respecter beaucoup plus, la nature. »
Bruno Tonglet

« Il n'y a pas de solution toute faite en bio. On est un peu pionnier. Même encore aujourd'hui. C'est pour cela que le bio est très stimulant. Mais, mon épouse vous dira que je ne suis plus beaucoup à la maison ».
Gilles de Moffarts

Un point sur lequel les agriculteurs bio s'accordent est ce besoin de rester ouvert, cette recherche d'information, ce besoin de se renseigner, cette nécessité de toujours apprendre. C'est un apprentissage continu avec des solutions qui restent à inventer. Cela renvoie au besoin de relations avec les pairs, d'échanges au sein de réseaux et d'organisations structurant le secteur. Nous y reviendrons.

« Les agriculteurs du coin rattachés à la coopérative qui sont passés au bio, leurs premières années étaient dramatiques. Car, il faut être capable de travailler de façon biologique. C'est un art et c'est une chose tout à fait différente de ce qu'ils avaient l'habitude de faire en conventionnel ».
Un cultivateur en Hesbaye

La meilleure image qui nous a été donnée de la différence majeure entre l'agriculture conventionnelle et l'agriculture bio, c'est que dans la deuxième, on travaille sans assurance et avec une marge de manœuvre beaucoup plus réduite. Là où, en agriculture conventionnelle, on va traiter préventivement contre un fongicide en vue de faire face au scénario d'une attaque de champignons ; en bio, on ne peut pas le faire. Cela demande comme nous l'avons déjà dit, une plus grande attention de l'état de ses champs. Cela demande aussi une anticipation et une action en amont visant à renforcer le sol.

« Un fongicide, c'est comme un assurance. C'est plus facile de mettre un fongicide. Mais en bio, je ne peux pas en mettre. Ça fait peur quand-même. J'ai déjà passé des nuits blanches à chercher moi-même des solutions. [...] La différence est qu'en conventionnel, si on se trompe, on a plus de temps pour réajuster le tir et on a plus de possibilité pour corriger ».
Geert Denolf

« En bio, si on fait une erreur, cela ne pardonne pas. On doit être plus précis. En conventionnel, on peut repasser ».
Charles-Albert de Grady

En conventionnel, il est plus rare de rater une culture, même si cela arrive. Il existe plus de traitements qui sont chacun, des solutions spécifiques à des problèmes spécifiques. Il n'existe pas une telle palette de solutions pour l'agriculture bio. Du coup, les primes sont vues aussi comme une forme d'assurance, de compensation pour des cultures plus difficiles à gérer. Sur les trois dernières années par exemple, seul 2015 a été une bonne année. En 2014, il y a eu beaucoup de maladies et en 2016, il y a eu beaucoup de pluies, il a fait froid et les fécondations n'ont pas été bonnes.

« En agriculture conventionnelle, s'il y a un problème, on pulvérise ou on met de l'engrais. C'est plus réglé comme du papier à musique. Si la terre est abimée, on met de l'azote et la céréale pousse. En bio, on doit faire beaucoup plus attention à sa terre. On voit le sol autrement. On doit s'adapter plus au sol. Si on rate, on rate. Le bio est plus compliqué, on doit être plus attentif qu'en conventionnel ».

Bruno Tonglet

L'exemple de ce couple d'éleveurs passé au bio début des années 2000 est assez évocateur. Ils font la transition mais en nourrissant leurs vaches exclusivement en prairies sans recours ni au marchand d'aliments ni aux produits type azote chimique pour enrichir leurs prairies. Du coup, plusieurs de leurs vaches sont mortes de carences alimentaires (vitamines, ...) car leurs prairies étaient trop pauvres. Ils avaient juste laissé l'herbe pousser. Aujourd'hui, ils ont ressemé leurs prairies pour les enrichir.

7.1.3. Plus de plaisir à travailler ses terres bio

« Je suis plus heureux en bio car c'est la nature. C'est la nature vivante ».

Albert Froidbise

Huit agriculteurs sur dix ont plus de plaisir à être sur leurs terres depuis qu'elles sont en bio. Et les quatre agriculteurs à cheval sur le conventionnel et le bio prennent plus de plaisir à travailler sur leurs terres cultivées en bio. Ce plaisir s'explique, en partie, selon nous, par la fierté de retrouver une maîtrise de son activité. Avec l'agriculture biologique, nombreux sont les agriculteurs qui vivent une forme d'émancipation intellectuelle du genre « on essaie toujours de s'améliorer », « c'est une découverte tout le temps », « on est beaucoup plus attentifs ». C'est à nos yeux, une sorte de réappropriation de leur métier : « on a réussi à faire nous-mêmes ». Il y a, malgré les nombreuses contraintes, une réalité émancipatrice.

« Avec mes terres en conventionnel et mes terres en bio, j'ai le plaisir de comparer. En bio, il y a plus de vie et j'ai plus de plaisir. En bio, j'ai plus de plaisir à innover et à tester aussi ».

Geert Denolf

« Avant, en agriculture conventionnelle, on ne gérait pas grand-chose. On faisait comme tout le monde. On faisait ce qu'on nous disait de faire pratiquement. Ici [en agriculture biologique], on gère beaucoup plus. Maintenant, il n'y a presque personne pour nous conseiller. On doit beaucoup plus se débrouiller ».

Bruno Tonglet

Il est très intéressant d'entendre les agriculteurs parler de leur rôle parfois proche du simple exécutant face aux commerciaux de produits phytosanitaires qui viennent conseiller les agriculteurs. Dans une ferme partiellement convertie, une agricultrice nous a expliqué comment leur culture de betterave conventionnelle est suivie par un ingénieur qui leur dit ce qu'ils doivent faire. Ce conseiller est un représentant de la Société coopérative agricole de la Meuse (SCAM) qui est une coopérative qui vend les produits phytos.

Les agriculteurs passés à 100% en bio sont assez sévères envers les représentants de produits phytosanitaires. Lors d'une visite de terrain, alors que nous faisons le tour des terres cultivées par un éleveur dans la région liégeoise, nous apercevons un voisin en train de faucher une prairie pour en faire du foin. Le fermier bio qui m'accompagne se met en colère, en nous montrant les traces de tracteur dans l'herbe, signe qu'il avait pulvérisé un pesticide contre les chardons, il y a très peu de temps. Il nous explique que le traitement était superflu car la prairie ne compte pas de chardons, qu'il était trop rapproché de la fauche et que les pesticides vont se retrouver en grande dose dans le foin. Sa conclusion était que l'agriculteur a perdu ses ressources en travaillant de la sorte (temps perdu à

traiter, coût des produits) et que le seul qui y gagne est le marchand de produits phyto. Les agriculteurs dénoncent une dépendance de l'agriculteur installé en conventionnel par rapport à ces commerciaux et à leurs conseils.

« Les agriculteurs ne sont pas toujours conscients que la relation aux conseillers est juste un système commercial ».
Dominique Malmédy

« Limite avant [quand on était en agriculture conventionnelle], on allait peu voir les campagnes. C'était le vendeur des produits phyto qui allait les voir. Il nous disait ce qu'il fallait faire et il déposait les produits pour pulvériser. Maintenant [en agriculture biologique], on fait plus soi-même, on observe plus, on est plus dans les champs. On essaie toujours de s'améliorer, c'est une découverte tout le temps ».
Bruno Tonglet

Cette émancipation, ce passage d'un rôle parfois décrit comme s'apparentant au simple exécutant, à un rôle de gestionnaire innovant, de découvreur presque de pionnier, semble être pour nous, un changement majeur. C'est à nos yeux le changement principal vers une plus grande indépendance de laquelle les agriculteurs tirent une fierté importante. La fierté vient du fait de s'en sortir financièrement mais aussi d'avoir osé franchir le pas et de vivre en étant plus respectueux de l'environnement. De manière schématique, les agriculteurs aiment autant la nature mais celle-ci se montre plus complexe face aux nouvelles techniques utilisées et cela les oblige à redécouvrir une partie de leur métier tout en leur procurant un certain plaisir.

Une partie du plaisir à être passé en bio provient également de la projection renvoyée sur eux par le voisinage, le village ou les amis. Trois exemples peuvent être ici partagés. Le premier, c'est un éleveur bio qui a beaucoup de terres dans le village où un autre agriculteur conventionnel travaille aussi. Cette personne a déjà eu de nombreuses demandes de villageois qui aimeraient qu'il reprenne les terres de l'autre pour qu'il n'y ait plus de pulvérisations près des maisons. Les habitants seraient même prêts à investir dans les terres pour lui. La sympathie qu'il reçoit du village contraste avec la méfiance envers l'autre agriculteur. C'est un soutien très apprécié.

Un autre agriculteur nous raconte le soulagement psychologique d'avoir converti une partie de sa ferme en bio. Il nous explique qu'avant, lorsqu'il était uniquement en conventionnel et qu'il passait une soirée chez des amis avec son épouse, il était très critiqué et attaqué au point qu'il passait généralement de mauvaises soirées. Cela lui minait le moral. Depuis qu'il a converti une partie de l'exploitation en bio, les amis le félicitent. Il y a un engouement très positif qui est presque excessif. Pour lui, sur le « plan psychologique, c'est le bonheur ».

7.1.4. La recherche d'autonomie

Tous les éleveurs que nous avons rencontrés ont, dans le cadre de la conversion bio, entrepris une démarche pour tendre vers l'autonomie maximale poussée par le cahier des charges prévoyant un pourcentage minimal de 60% de fourrages grossiers dans la ration journalière. L'idée ici est de produire un maximum de fourrages et de nourritures pour les bêtes sur la ferme afin d'éviter de dépendre d'intrants extérieurs comme la nourriture pour bétail. Tous les éleveurs n'ont pas atteint l'autonomie maximale. Deux des fermes doivent acheter des aliments bio pour compléter soit céréales soit un mélange de granulés appelé tourteaux d'entretiens.

« En autonomie, on produit tout, soi-même. On ne dépend plus des autres. On ne doit plus les payer. Ça fait moins de frais ».
Geert Denolf

Dans trois entretiens sur six avec des éleveurs, le nom d'un expert français est revenu. Il s'agit de Michel Sencier. Il a aidé énormément de fermes wallonnes à passer à l'autonomie dans les années 80 et 90. Ses techniques sont encore enseignées et il a marqué les esprits. Il est d'ailleurs mentionné dans certains travaux retraçant l'histoire de l'agriculture bio en Belgique et en Wallonie (Vankeerberghen, 2011).

Avec le passage au bio, nous avons appris à être en autonomie. Et quand nous sommes repassés en agriculture conventionnelle, nous avons essayé de rester en autonomie ».

Anne Couvreur

Un éleveur de la région liégeoise nous a raconté que sa rencontre avec Michel Sencier a été une vraie révélation. Il l'a rencontré à une visite de ferme bio, en été. Il avait prévenu les agriculteurs qu'ils devraient semer leurs champs fin novembre car il y aurait trois jours sans pluie. Cela s'est révélé correct. Alors, il l'a invité à sa ferme pour qu'il lui prodigue ses bons conseils. Il est venu en janvier et lui a dit qu'avec ses 50 hectares, il pouvait se développer en autonomie. Sencier a ensuite proposé de mettre en culture, des pâturages dans la première partie de l'année (jusque fin juillet). Il ne s'agissait non pas de cultiver du maïs, mais un mélange de triticale, avoine, pois. Ils ont semé la prairie en même temps que le mélange. Ils ont fait les premiers semis en mars 1999 et récolté en juillet. Il a alors récolté autant que s'il avait cultivé en maïs et en plus, il gagnait une demi-année pour faire pâturer sur ces terres-là. L'éleveur était très surpris qu'aucun des experts belges n'ait pu lui dire cela.

« La règle avec l'autonomie, c'est d'arriver juste à quelques compléments alimentaires comme le sel, par exemple. Je produis tout ce dont j'ai besoin sur la ferme. C'est moins de transport. Je suis contre la folie des camions sur les routes. Si l'agriculture virait à cette autarcie, même en chimie, on serait déjà dans un monde bien meilleur. Pour moi, l'autonomie, c'est presque aussi important que le bio ».

Dominique Malmédy

L'autonomie permet donc de recentrer la ferme sur ses propres ressources en privilégiant au maximum l'herbage. Les vaches peuvent passer plus de temps en prairies, être nourries avec des céréales et du fourrage produits sur place et plus adaptés à leurs besoins. Il en découle des vaches en meilleure santé, qui produisent moins mais plus rentables car le lait est vendu dans les circuits bio.

7.1.5. L'environnement comme allié

Tous les agriculteurs bio voient la terre comme une alliée qu'il faut chercher à saisir, dont la complexité est sans fin et qu'il faut pouvoir écouter pour la respecter. Pour eux, il faut travailler avec la terre. Un des meilleurs exemples qui nous a été donné par un cultivateur à moitié converti est celui de la buse. Il nous explique qu'il rencontre sur ses cultures un problème de mulots qui viennent manger ses céréales et ses carottes, ce qui fait des dégâts. Du coup, pour limiter les doses de répulsif appelé par les agriculteurs « pas touche », il a mis des piquets autour de ses cultures pour attirer les buses. Elles viennent s'y poser et mangent les mulots. Et il nous explique que pour lui, c'est un vrai changement de mentalité : avant quand il voyait une buse, il aurait eu tendance à la tirer à la carabine. Un second cultivateur nous a confirmé qu'il pratiquait également cette technique bien qu'un troisième remettait en question son efficacité.

« Je vois la nature comme une alliée. C'est elle qui nous a tout donné. Il ne faut pas la combattre. Il faut aller avec elle. Le plus important, c'est de savoir comment elle fonctionne. Et comment l'aider ».

Dominique Malmédy

« Oui, je vois la nature comme une alliée. Il faut en prendre soin. On essaie de la comprendre. On essaie de respecter nos terres. Par exemple, les machines qui récoltent et brossent les carottes dament et tassent la terre. Cela abîme la structure de la terre. Il faut du temps pour réparer cela. La terre, elle doit respirer ».

Bruno Tonglet

« Avec le bio, on vit plus en fonction de la nature. On doit vivre avec elle. Avant, la chimie avait pris tellement d'importance que la terre n'était plus qu'un support. La chimie aide encore mais la nature a repris plus ses droits ».

Charles-Albert de Grady

Mais, plusieurs agriculteurs nuancent en estimant que si l'environnement est un allié, il peut aussi être très difficile (attaque des semis par les corneilles, mauvaises récoltes, exigences de travail, événements météorologiques désastreux). Si tous les agriculteurs bio allaient dans le même sens sur cette vision de l'environnement comme allié, un des agriculteurs bien que très sensible à

l'environnement, nous a donné une série d'exemples, insistant malgré tout sur le fait qu'il « faut aussi se battre contre la nature pour garder les terres propres ».

« La nature est complexe. Elle suscite de l'émerveillement mais aussi des inquiétudes. L'année dernière a été compliquée ».
Dominique Malmedy

« En bio, on prend parfois des baffes, ce n'est pas tout rose ».
Bruno Tonglet

D'autant plus que le consommateur bio ne réalise pas toujours le travail que représente la gestion d'une ferme bio. L'image en est même parfois assez tronquée et idéalisée.

« C'est vrai que quand je parle avec des amis ou des connaissances, depuis que je travaille aussi en bio, ils pensent que je travaille en sifflant avec un chapeau de paille sur la tête. Mais bon c'est un travail de titan, un travail gigantesque de tous les jours. Oui, la nature peut être généreuse mais elle peut être vache aussi. Je n'ai pas un rapport béat à la nature. [...] Acheter bio n'est pas un gros effort, il faut juste ouvrir le portefeuille. Mais ils ne réalisent pas l'effort que cela représente de passer une ferme en bio ».
Gilles de Moffarts

7.1.6. Le conventionnel néglige l'environnement

Certains dans leurs propos disent que les conventionnels détruisent la terre sans s'en rendre compte.

« Quand les agriculteurs prennent conscience qu'ils ont épuisé leur sol, ils « pleurent ». Ils sont dépités et disent : j'ai fait ce qu'on m'a dit, et je n'avais pas conscience que j'épuisais mes sols ».

Daniel Collienne

Nous avons observé que ce plaisir est aussi lié aussi au fait d'avoir une action que l'on sait en meilleure adéquation avec le respect de l'environnement. Un agriculteur nous a relaté l'histoire d'agriculteurs conventionnels qui élèvent des cochons en conventionnel mais qu'ils ne consomment pas. Ces personnes élèvent ailleurs des cochons pour leur consommation personnelle avec d'autres techniques. Il y voit là, la démonstration que le système marche sur la tête : un agriculteur qui ne veut pas consommer ce qu'il produit.

« Le conventionnel c'est pas bon. Tout le monde sait que ce n'est pas bon mais on le fait quand même ».
Albert Froidbise

7.1.7. Une écologisation du conventionnel

« Le conventionnel a intérêt à beaucoup copier sur le bio. Moi par exemple, je passe ma bineuse caméra dans mes betteraves et mes chicorées que je cultive en conventionnel. Ça me fait des économies sur les produits phytos. ».
Geert Denolf

Deux agriculteurs « semi-convertis », nous ont raconté qu'ils avaient commencé à utiliser des machines faites pour le bio (bineuse caméra) dans leurs cultures conventionnelles (betteraves, haricot et chicorée). Cela permet de limiter les doses d'herbicides. Pour certaines cultures, comme les oignons, les distances entre les cultures sont trop courtes (30 cm) alors que la bineuse est faite pour 45 cm. Ils exprimaient d'ailleurs, le souhait de pousser davantage ces techniques en avançant le fait « qu'ils n'utilisaient pas encore assez leurs machines bio dans leurs champs conventionnels ».

Les agriculteurs qui pratiquent les deux types d'agriculture, nous disent aussi que, depuis qu'ils sont passés en bio, ils font davantage attention à certains aspects de leurs cultures conventionnelles.

« Depuis que j'ai converti une partie de mes terres en bio, je fais plus une agriculture raisonnée. J'essaie de traiter le moins possible. Par exemple, je vais plus utiliser des répulsifs qui ne tuent pas plutôt que des produits toxiques qui tuent. Autour des betteraves par exemple, pour protéger des mulots, j'ai fait des tranchées de 60 cm tout autour du champ et les mulots tombent dedans. Les buses attirées par les poteaux mangent les mulots qui sont dans la tranchée ».
Charles-Albert de Grady

Un autre agriculteur nous explique qu'il se lève à trois heures du matin c'est-à-dire quand la plante est le plus à même d'absorber les produits. Cette meilleure pulvérisation au meilleur moment permet de limiter l'impact en utilisant le moins de produit possible. Les éleveurs bio estiment par exemple que ce sont les techniques bio qui ont réintroduit le trèfle dans les prairies. Et depuis quelques années, les éleveurs conventionnels y ont recours également.

Un éleveur nous a raconté qu'il a aidé un éleveur conventionnel à cultiver certaines terres selon les techniques employées par les éleveurs bio afin de résoudre des problèmes de sol et d'érosion qu'il rencontrait. Le trop peu d'humus du champ, les méthodes de culture et les pluies provoquaient des inondations dans les maisons avoisinantes. Forcé par la commune à réagir, l'éleveur bio a aidé à la mise en place de cultures triticale, avoine et pois une partie de l'année et de les convertir en prairies le reste du temps. Cela a permis de résoudre les problèmes d'érosion durant la période hivernale en évitant de garder un sol nu. Cette technique a permis de trouver une solution aux problèmes d'érosion tout en produisant une quantité de fourrage encore plus importante qu'avec la culture de maïs qu'elle a remplacée.

Ce même éleveur a créé une coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) afin de rentabiliser l'achat des machines utilisées en bio qui représentent un coût important. Par ce biais, il réalise des travaux agricoles avec son matériel adapté aux cultures bio chez des agriculteurs de la région dont une partie travaille en conventionnel. Ses techniques servent donc à l'agriculture conventionnelle. Ces procédés issus du bio qui sont traduits et utilisés en conventionnel nous poussent à croire à une forme d'écologisation des pratiques conventionnelles.

D'ailleurs, l'impact du développement de l'agriculture biologique sur les pratiques agricoles amène des chercheurs à utiliser ce terme d'écologisation des pratiques agricoles (Cardona, 2014 ; Streith, 2014) qui signifie l'intégration croissante des enjeux environnementaux dans l'agriculture. Ils font également cette observation en constatant la meilleure reconnaissance des pratiques du mode de production biologique et de leur technicité par les agriculteurs conventionnels. Ces derniers ont un recours accru aux outils mécaniques (houe rotative, herse étrille).

Le développement de système d'encadrement engendre également le développement de pratiques agricoles moins consommatrices en intrants que les pratiques conventionnelles. Cette écologisation est également nourrie par la multiplication des échanges entre les agriculteurs pratiquants ces deux formes d'agriculture et donne lieu à une forme d'hybridation technique poussant les agriculteurs conventionnels à bricoler des « pratiques intermédiaires » (Cardona, 2012). Cette technicisation contribue à faire évoluer la perception de l'agriculture biologique en mettant à mal l'a priori d'archaïsme qu'on a pu lui donner et en décloisonnant ces deux mondes. Ces études soutiennent donc un changement de perception plus positive de l'agriculture biologique dans le monde agricole, ce que nos entretiens nous poussent à confirmer.

« Je ne suis pas passé au bio pour des raisons environnementales. Mais aujourd'hui, je suis très satisfait et mon regard a changé ».
Gilles de Moffarts

7.2. LE CAS PARTICULIER DES « A MOITIE CONVERTIS »

« Chaque année, je me dis que c'est bon comme cela et au final, je fais quand même quelques hectares en plus. Maintenant, je suis sur 70 hectares, c'est-à-dire un gros quart de mes terres ».
Gilles de Moffarts

Sur les dix entretiens réalisés, quatre personnes se trouvent dans une situation où une partie de leur ferme est gérée selon les exigences du label bio. Ce pourcentage varie entre 15% à 90% de la superficie de la ferme. Il faut probablement distinguer deux types de fermes partiellement converties. Il y a d'une part, les fermes qui affichent une conversion graduelle ayant pour objectif une conversion totale dans les prochaines années. Ce premier groupe choisit la conversion progressive afin d'assurer les débouchés et garantir une gestion maîtrisée de la charge de travail. D'autre part, on distingue les fermes qui produisent une partie en bio mais sans afficher un objectif de conversion à 100% sur le moyen terme, soit à cause de divers freins soit parce que la question ne se pose pas en ces termes.

« Aujourd'hui, pour ne pas refaire les mêmes erreurs que par le passé, on convertit les terres de la ferme mais progressivement. Nous sommes convaincus du bio et voulons à terme tout passer en bio. Nous voulons assurer la transformation et la vente de produit. Par exemple, avant, notre lait bio partait en conventionnel.
Anne Couvreur

7.2.1. Une conversion progressive et parfois difficile

Certaines fermes entièrement passées au bio aujourd'hui, sont passées aussi par un processus de conversion progressive. Certaines exploitations, des fermes de grandes cultures principalement se sont converties progressivement mais ont atteint les 100% après une période transitoire de quelques saisons.

En culture, le bio demande plus de travail et un des freins majeurs sur des grandes exploitations de plus de 120 hectares, c'est d'arriver à gérer la charge de travail. Un agriculteur nous expliquait que s'il continuait à croître en bio, cela l'obligerait à engager un deuxième employé mais qu'il ne voulait pas devenir un patron qui ne va plus sur ces champs. Cela exprimait une peur de s'éloigner du métier qu'il aime faire. Un grand cultivateur envisage la réduction de ses terres dans les prochaines années (baux qui arrivent à terme ou vente par des tiers de terres cultivées) comme une opportunité pour passer tout en bio tout en réduisant ses 250 hectares de moitié.

7.2.2. Des tensions identitaires

« Quand je traite les chicorées, je me dis que je ne vais pas dans le bon. Je me dis que je devrais passer tout en bio mais cela veut dire que je devrais engager »
Gilles de Moffarts

Cela démontre les processus d'éloignement dont parle Denise Van Dam et de dissonance cognitive dont la résolution serait de tout passer en bio. On retrouve les sentiments dont elle parle, la peur et l'anxiété, la colère la honte et la culpabilité.

Il est étonnant d'entendre que certains fermiers, à cheval sur ces deux modes de cultures, concentrent la plus grosse partie de leur attention et de leur temps sur les productions bio. Cela s'explique par une technicité plus grande, par un besoin d'attention accru mais aussi semble-t-il par le souhait d'être plus disponible et concentré sur les terres bio. C'est comme si le centre de gravité de la ferme changeait et que ce sont les terres bio qui devenaient le centre de l'activité au point presque de reléguer les productions conventionnelles au second plan. Cette observation ne s'est cependant pas confirmée parmi ceux qui n'envisagent pas- ou du moins, sur le moyen terme- à transformer toute la ferme en bio.

« En conventionnel, je veux vite faire le travail pour l'évacuer et y passer le moins de temps possible pour pouvoir me concentrer sur les cultures en bio. Paradoxalement, j'ai réinvesti dans des grosses machines afin que cela aille plus vite. J'ai par exemple acheté un nouveau pulvérisateur plus large ».
Gilles de Moffarts

« D'un côté, quand en agriculture conventionnelle, je pulvérise, je me dis que je suis un abruti. Mais, il y a aussi l'autre côté. Quand je finis les 200 heures de désherbage d'oignons, c'est un soulagement de désherber les 40 hectares de betteraves en 2 heures. Je me dis que c'est quand même efficace ».
Gilles de Moffarts

Certains se connaissant entre eux, estiment que l'un ou l'autre « à moitié converti » reste « bloqué » dans une agriculture à dominance conventionnelle. Pour ces agriculteurs, le bio est une découverte, une sorte de processus qui devrait aboutir à une évidence. Du coup, ils s'étonnent qu'il soit possible de s'arrêter en chemin, c'est-à-dire de ne pas tendre vers une conversion complète. Un éleveur a toute sa ferme en bio mais se charge d'engraisser pour le compte d'un tiers des cochons en élevage traditionnel. Il ne le fait que pour des raisons financières liées au fait qu'il a sur son exploitation, une étable aux normes pour ce type d'élevage (construction, aération, ...); s'il n'avait pas cette activité-là, l'étable serait inutilisée.

« Mon mari, quand il part pulvériser les cultures conventionnelles, maintenant, il a du mal. Malheureusement, la culture de la betterave rapporte et donc, il ne faut pas la rater. Il n'y a pas de demande de betterave en bio, c'est dommage ».
Anne Couvreur

7.3. L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Dans nos entretiens, nous avons demandé à chaque agriculteur d'évaluer son impact sur l'environnement depuis son passage en bio. Les points abordés ci-dessous sont le reflet des affirmations et des réflexions des agriculteurs. Il ne s'agit pas d'une photographie de la durabilité de ces exploitations reposant sur des mesures objectives collectées sur le terrain, ce qui se serait révélé difficile à notre degré d'analyse.

7.3.1. Une meilleure qualité des sols

Il s'agit de la section sur l'environnement à propos duquel les agriculteurs avaient le plus à dire. Pas étonnant au regard des principes de l'agriculture bio qui vise à « développer la vie et la fertilité naturelle des sols, leur stabilité et leur biodiversité, prévenir et combattre le tassement et l'érosion des sols et nourrir les végétaux ». De manière évidente, la question de la vie des sols est ressortie comme la différence majeure et centrale entre la culture biologique et la culture conventionnelle. La plupart des agriculteurs n'ont pas hésité à dénoncer l'état désastreux de nombreux sols cultivés en conventionnel. Certains parlent de déserts pour parler des campagnes cultivées en non bio, tellement la vie y a disparu. Alors qu'on aurait pu imaginer la critique moins forte chez les agriculteurs à moitié convertis, cela n'a pas été le cas.

« Les sols en agriculture conventionnelle sont tout à fait épuisés. On le voit car comme sur l'exploitation, nous faisons les deux, on peut comparer et on voit que les terres en bio sont plus belles. La culture est plus belle aussi. Par exemple, nos froments sont plus verts en bio. En agriculture conventionnelle, on nourrit la plante. Alors qu'en bio on nourrit le sol pour qu'il puisse nourrir la plante après. Il faut bien s'occuper des sols pour ne pas devoir amener un complément au produit. Bien s'occuper du sol, c'est faire de bonnes rotations, apporter du compost, mettre des engrais verts, semer au bon moment, ... ».
Anne Couvreur

Les agriculteurs bio reconnaissent donc la vie du sol comme un élément indispensable. La grande majorité y voit plus de vie, plus d'insectes, de scarabées, de vers de terre, ... même s'ils ne se disent pas spécialistes là-dedans. Un des agriculteurs, celui converti depuis la plus longue période, se considérait même comme éleveur de lombrics de par la manière de cultiver son sol. Sur la présence

d'un plus grand nombre de vers de terre, il y a ceux qui le constate très clairement, ceux qui ne savent pas comparer car ils ne faisaient pas attention à cela avant et ceux qui ne constatent pas de différence entre leurs champs cultivés des deux manières. Ces derniers ont autant de mouettes qui les suivent durant les labours. Les termes utilisés sont intéressants : ils parlent de prendre soin de la terre, de terre plus douce, ou de s'adapter à leur sol. Certains constatent une meilleure structure du sol, moins d'érosion, un sol plus solide ou plus humide. Tous reconnaissent la dynamique très intéressante des sols bio qui reprennent vie et quasiment tous, estiment que leurs sols sont plus vivants, voire plus proactifs, maintenant. Certains disent qu'ils ont dû restaurer la flore du sol comme on souffle sur les braises.

« En agriculture conventionnelle, les plantes sont sous baxter. A la limite, les cultures attendaient les engrais pour pousser. Depuis que je suis passé en bio, le comportement de mes sols a évolué avec le temps. Mes performances en céréales montrent que cela fonctionne sans acheter le moindre fertilisant ».

Daniel Collienne

Au niveau des techniques, quasiment tous les agriculteurs compostent, alors que majoritairement, ils ne le faisaient pas avant. La technique consiste à faire un long tas de fumier dans les champs et de le retourner une à deux fois avec une machine spécialement conçue pour cela. Ils ont recours aux engrais verts qui produisent une grosse masse végétale ensuite broyée et enfouie pour nourrir les micro-organismes. Cela n'est pas systématiquement fait en conventionnel car cela coûte cher. Ils enrichissent les prairies grâce aux trèfles. Ils labourent en roulant moins vite ou utilisent des pneus à pression variable. Deux d'entre eux passent avec l'actisol ou le vibroculteur pour aérer le sol au maximum. Et puis évidemment, il y a la non utilisation de produits chimiques.

« On peut dire que la vie du sol est meilleure, oui. Le chimique tue le sol. Les herbicides comme les fongicides et les engrais chimiques tuent la vie du sol ».

Geert Denolf

Certains nuancent tout de même en estimant que c'est toute l'agriculture qui est en train de changer et que des agriculteurs conventionnels sont plus attentifs à leurs sols que par le passé. Par ailleurs, quelques agriculteurs estiment également qu'ils doivent davantage labourer en bio, ce qui est plutôt négatif. Certains espèrent arriver au non labour en bio pour éviter la création de semelle et moins compacter le sol.

7.3.2. Le bien-être animal

De même que pour la partie concernant la qualité des sols chez les agriculteurs, le bien-être animal est la partie qui a suscité le plus vif intérêt chez les éleveurs. Le fait d'être tous passés en autonomie, d'avoir revu l'alimentation du bétail -constituée principalement d'herbe- et d'avoir des vaches qui passent un maximum de temps en prairie, fait dire à tous les éleveurs que le passage vers le bio s'est traduit par une amélioration du bien-être de leurs animaux. Tous ont évoqué de manière systématique, la meilleure santé de leurs bêtes tant des adultes (qui pour certains vivent plus longtemps) que des veaux (moins de diarrhées), une meilleure résistance et un moindre recours tant au vétérinaire (ex : moins de césariennes) qu'aux médicaments. Certains se targuent de ne plus avoir utilisé un antibiotique depuis des années.

Le passage au bio s'est souvent accompagné de changement dans le troupeau, soit en remplaçant l'ensemble des bêtes, soit de manière progressive en croisant avec des taureaux d'autres races et en introduisant des normandes, montbéliardes, pie rouge de l'Est, blanc bleu mixte, Ces races valorisent mieux le fourrage grossier produit sur la ferme. Les rations de soja et de maïs sont fortement diminuées, voir ont disparu de leur régime. Il persiste des compléments alimentaires chez certains cultivateurs. L'équilibre entre production de viande et de lait est aussi retrouvé avec des vaches exploitées pour les deux.

7.3.3. La conservation de la faune et de la flore

« Les abeilles aussi, ça diminue. Il n'y en a pas plus ici parce que c'est en bio. La ferme c'est une mini tache, ce n'est pas une grosse tache ».
Marie-Sophie Amand

Nous avons posé la question aux dix agriculteurs de savoir si leurs pratiques agrobiologiques permettaient de préserver la faune et la flore. De manière générale, nombreux sont les agriculteurs qui, au-delà des observations qu'ils nous partagent, nous disent ne pas pouvoir évaluer l'évolution des populations. Et tous soulignent avec modestie que cela ne dépend pas, ou pas uniquement, d'eux. Ils nous rappellent que leurs terres bio ne sont que des îlots dans des ensembles bien plus grands sur lesquels ils n'ont pas de contrôle.

À nouveau, les agriculteurs nous ont fait part de leurs impressions mais nous mettent en garde contre les conclusions que nous pourrions en tirer, soit parce que leurs parcelles sont trop petites et dispersées pour qu'ils aient un réel impact, soit parce qu'il s'agit d'observations partiellement subjectives du genre « il me semble qu'il y avait plus d'hirondelles par le passé ». Plusieurs ont l'impression qu'il y a plus de gibier mais sans pouvoir fournir d'indicateurs tangibles. Les chevreuils sont attirés par les mélanges de trèfles des prairies. Les sangliers viennent dans les cultures. Les sangliers sont attirés par les pois dans les mélanges de céréales au point que certains agriculteurs ont supprimé les pois pour éviter de les attirer. Globalement, ils s'en accommodent.

« Les sangliers font la distinction entre les parcelles en bio et les parcelles non bio. Cela génère une perte de production mais cela ne me dégoûte pas pour autant de pratiquer une agriculture bio ».

Daniel Collienne

Les campagnols ont détruit des hectares entiers de luzerne. Les mulots font des dégâts sur les carottes et les céréales. Au moins trois agriculteurs mettent des poteaux pour attirer les buses afin qu'elles mangent ces rongeurs. D'autres voudraient faire des nichoirs pour buse mais manquent souvent de temps. Un éleveur liégeois nous parle du retour du lapin sauvage ; il nous dit que cela fait longtemps qu'il n'en a pas vu mais il attribue davantage cela à des terres abandonnées et non fauchées près de l'autoroute plutôt qu'au fait qu'il soit passé en bio. Les corneilles sont un vrai problème. Elles déterrent les graines de maïs enfouies à 8 cm dans le sol. En bio, les agriculteurs ne peuvent pas mettre de répulsif ; alors, certains mettent du « pas touche » mais cela ne fonctionne pas très bien et c'est cher (1.500 € pour 25 kg). En comparant à leur enfance, l'un ou l'autre ne se rappellent pas avoir vu, petit, beaucoup de corneilles. Aujourd'hui, l'espèce est protégée. Certains constatent le retour des vanneaux dans la région liégeoise. Alors que dans la région namuroise, certains n'en voient plus depuis 15 ans. Tous, nous ont dit qu'ils ont vu un peu moins d'hirondelles cette année. En région namuroise, certains ont l'impression de voir plus de lièvres et d'alouettes, mais ils disent que c'est peut-être psychologique. Sur certaines terres sur lesquelles nous nous sommes promenés, accompagné de l'agriculteur, nous avons vu des mouettes, entendu des alouettes et vu des lièvres dans les champs.

« Le soir, j'entends le renard qui vient chasser les taupes. L'agriculture biologique aide certainement au développement de cette vie ».
Dominique Malmédy

Pour la majorité des agriculteurs, il semble qu'il y a plus d'insectes. Il y a plus de nourritures pour eux. Certains nous décrivent les abeilles dans les trèfles en fleur. D'autres nous parlent des bourdonnements dans les féveroles. Il est intéressant de noter que le petit gibier peut être aussi menacé par le passage des machines mécaniques comme la houe rotative qui attrape les nids. Par exemple, les vanneaux font leur nid juste sur le labour et sont donc très exposés au passage de la herse.

Concernant la flore, les propos se font plus affirmatifs. Un éleveur de la province de Namur nous partage qu'ils ont des prairies où des orchidées sauvages sont revenues.

« Les prairies on voit bien. La flore est plus diversifiée. On voit des trèfles. Avec l'azote chimique, les trèfles disparaissent. Les prairies produisent différemment. C'est surtout les trèfles qu'on voit mais il y a sans doute autre chose aussi. Si on voit les trèfles, il doit y avoir d'autres choses qui reviennent ».
Bruno Tonglet

Un éleveur cultivateur namurois nous interpelle des espèces qui se sont développées selon lui, alors qu'on parle toujours de ce qui disparaît. Il nous a fait la liste d'une série de mauvaises herbes qu'il voit énormément dans ces champs aujourd'hui, alors que petit, il ne les rencontrait jamais. Pourtant, petit, il désherbaît déjà à la main et connaissait donc bien les herbes. Il s'agit des gaillets gratterons, les daturas, les panics de coq, les laiterons vivaces, ...

7.3.4. Les mesures agro-environnementales

Nous avons cherché à voir si les agriculteurs bio étaient plus actifs dans les mesures agro-environnementales. Sans en faire l'hypothèse pour autant, il nous semble plausible que les agriculteurs dédiés au bio seraient plus susceptibles de soutenir ces mesures. Nous devons constater que dans notre échantillon, cela n'est pas le cas. Sans tirer de grandes conclusions, nous pouvons néanmoins partager nos observations. La première de ces observations, est qu'une catégorie d'agriculteurs a réagi ce disant que ces mesures n'étaient pas intéressantes sur le plan financier. Ceux-là rappellent que les aides ont diminué de moitié et que les seuils sont plus difficiles à atteindre.

« On me donne 50 euros pour planter une haie de 200 mètres et l'entretenir. Je ne paie même pas mon essence avec ça. »
Geert Denolf

Ce n'est pas pour autant qu'aucun agriculteur rencontré ne défende les mesures agro-environnementales. Une autre catégorie estime par exemple, que puisqu'ils ont des haies sur leurs terres et qu'ils doivent quand-même les entretenir, autant être payé pour le faire. Certains nous font part du fait qu'avant d'être en bio, ils arrachaient des haies ; maintenant qu'ils sont en bio, ils y sont plus sensibles vu ce qu'elles apportent aux oiseaux et à la lutte antiérosive. Une troisième catégorie est plus proactive en suivant des actions précises telles que les bandes fleuries, les parcelles à haute valeur biologique, ... Une des agricultrices nous expliquait qu'elle faisait un maximum de mesures, tant par conviction que pour toucher les primes. Cette même personne nous expliquait qu'avoir une race locale lui permettait de toucher une telle prime mais que les démarches administratives étaient trop compliquées et qu'elle a donc renoncé à cette prime même si toutes ses bêtes y étaient inscrites.

7.3.5. Les intrants et la gestion des engrais de ferme

La question des intrants se pose également. Est-ce que le passage à l'agriculture biologique implique une plus grande ou une moins grande dépendance aux intrants de tout type ? Concernant les engrais, bien évidemment, les agriculteurs ne dépendent plus des engrais chimiques. Soit ils épandent leur propre fumier composté, soit ils trouvent des accords avec des fermiers du coin pour récupérer leur fumier. Ils épandent d'ailleurs moins d'unité d'azote par hectare que par le passé. Deux agriculteurs ont recours à de la fiente du Pérou, le Guano pour fertiliser leurs terres. Evidemment, cela a des conséquences sur le plan environnemental. Il faut rappeler que les pulvérisations et autres produits ne sont pas totalement bannis en agriculture biologique tant qu'ils sont d'origine naturelle et qu'ils obtiennent l'accord des certificateurs et ou législateurs.

Concernant les aliments pour le bétail, tous les agriculteurs étant passés en autonomie fourragère, les apports sont très limités. Pour les fermes les plus autonomes, cela se limite au sel, par exemple. Pour d'autres fermes, elles continuent à acheter des compléments alimentaires mais, en moins grande quantité. D'un point de vue environnemental, le bétail ne dépend donc pas de culture de soja importée depuis des terres fort éloignées. L'impact CO₂ des transports et lié à la déforestation est donc moindre.

On sait que la gestion de l'engrais de ferme, appelé également effluents d'élevage, peut avoir un impact important sur l'environnement. Il existe des législations très strictes sur ce qu'il est autorisé ou non d'épandre. Globalement, les engrais de ferme sont épandus par les agriculteurs bios soit comme fumier soit composté, ce que la plupart ne faisaient pas auparavant. Nombreux insistent sur le fait de l'épandre avant les pluies pour que ce soit plus efficace et s'assurer que cela soit absorbé rapidement par le sol. Ils soulignent le fait que les fumiers d'éleveurs bio sont sans produits chimiques et avec moins d'antibiotiques.

7.3.6. La production de CO₂

Globalement, le non recours aux engrais chimiques, qui sont consommateurs de pétrole et dont la fabrication produit beaucoup de CO₂, est positif. Cela doit néanmoins être nuancé par le fait qu'il peut y avoir plus de passages mécaniques pour désherber. Un agriculteur nous expliquait, par exemple, que par le passé, il se débarrassait des taches d'orties en pulvérisant ses prairies dont il faisait le tour à vélo. Aujourd'hui, il le fait avec son tracteur et un bras débroussaillier ce qui pollue beaucoup plus en termes d'émissions de CO₂. Le brûlage thermique est aussi dénoncé comme très consommateur d'énergie fossile et polluant. Des progrès doivent encore être faits. La plus grande autonomie des fermes réduit les besoins en transport et la vente directe également. Plusieurs agriculteurs s'interrogeaient sur les manières de réduire leurs déplacements et d'innover en la matière. Certains agriculteurs parlent d'installer des micros stations de méthanisation, de panneaux photovoltaïques, de petite éolienne et d'installation de séchage pour ne plus avoir recours au plastique.

7.3.7. L'usage de pesticides et la pollution de l'eau

Il va de soi que les agriculteurs bio ne recourent plus aux pesticides chimiques. D'ailleurs, les agriculteurs sont revenus sur la dangerosité des produits. L'un nous dit « Je vois le nombre d'amis qui pulvérisaient et qui ont perdu la tête. Au village, il y a un agriculteur de mon âge, c'était un costaud. Il vit toujours mais il s'enfuit de chez sa femme en pyjama pour aller boire au café. C'était un homme costaud et intelligent. Les produits l'ont tué ».

Concernant la qualité de l'eau, les agriculteurs nous répondent que la qualité de l'eau doit être meilleure mais aucun n'a jamais fait d'analyses. Le fait de ne plus mettre d'engrais chimique ni de pesticide améliore, selon eux, la qualité. Ils soulignent qu'il n'y a pas que leurs terres qui alimentent la nappe phréatique ; donc, l'eau continue à être salie par l'agriculture conventionnelle. De plus, les agriculteurs mettent moins d'azote. Aucun n'irrigue ses champs.

8. LA RELATION AUX SAVOIRS

Une de nos hypothèses est de savoir si l'agriculture biologique permet de redécouvrir des savoirs anciens, de revenir à des pratiques passées, de faire resurgir des connaissances délaissées. Plusieurs lectures sont possibles.

8.1. LES SAVOIRS ANCIENS RETROUVES ET ... PERDUS

Nous observons un retour à certaines pratiques qui se faisaient dans le temps. C'est le cas, par exemple, de la rasette que l'arrivée des pesticides avait fait disparaître. Si dans la ferme mentionnée ci-dessous, le recours à la rasette est fréquent, c'est moins le cas pour d'autres.

« Mon père a 80 ans et aide quand on doit passer dans les champs avec la rasette. Mon père a encore connu le semage des betteraves à la main et le passage à la rasette qui s'en suivait. Il manie la rasette comme personne. Moi, je suis beaucoup moins habile et mes enfants sont encore plus lents. C'est quelque chose qui s'apprenait très jeune. Aujourd'hui, depuis qu'on est passé en bio, on refait de la rasette. Mes quatre enfants, l'été, je les envoie dans les champs faire de la rasette toutes les vacances. Vous pouvez leur demander ».
Geert Denolf

Le fait de semer les céréales en même temps que l'herbe, est aussi une technique qui se pratiquait par le passé. Les techniques visant l'autonomie des fermes ont fait redécouvrir cela. L'un ou l'autre agriculteur nous a partagé le fait que leur père cultivait de l'avoine et du pois ensemble. Le développement ou le retour à des races locales peut être mis en lien avec des manières de faire anciennes comme le retour à la race blanc bleu mixte par exemple qui est une race belge rustique valorisée tant pour la viande que pour le lait. Cela démontre la possibilité de déverrouillage du système d'élevage en Wallonie (Stassart, 2008). Le fait que les fermes bio sont généralement plus complètes (vente, transformation, polyculture élevage) renvoie aussi à des formes d'agricultures passées (Mazoyer, 1997).

« En bio, on revient aux anciennes techniques. On revient aux anciennes traditions. En bio, on doit être plus précis et donc, plus proche de la terre. Alors que les grandes surfaces et les grosses machines nous ont éloignés d'une certaine manière, du sol ».
Charles-Albert de Grady

Malgré ces quelques exemples, les agriculteurs bio reconnaissent ne pas bien connaître les techniques du passé. Ils regrettent même ne pas en savoir davantage ; il y a une forme de rupture dans cette transmission. Un cultivateur namurois exprime à cet égard, des propos révélateurs sur cette forme de rupture. Depuis plusieurs années, il rencontre des difficultés avec les chardons sur certaines de ses parcelles. Il a interrogé son père pour savoir comment les agriculteurs faisaient pour s'en débarrasser le siècle passé. Mais son père est la génération des agriculteurs qui a commencé dans les années 50, la décennie où les pesticides ont fait leur apparition. Son père ne sait pas lui répondre. Cela a été oublié. Du coup, il ne peut faire que des hypothèses, comme le fait que même les grosses fermes avaient du bétail et devaient probablement combattre le chardon par la culture de luzerne qu'elles valorisaient pour leur bétail.

Mais par exemple, je ne crois pas que les agriculteurs savaient qu'une plante arrivée à maturité consommait énormément pour se maintenir. Son père en tous cas, il ne fauchait pas ces plantes-là ».
Dominique Malmédy

Peu sont les agriculteurs qui voient le bio comme un retour en arrière. Ils le voient davantage comme un bond en avant de cinquante ans. Ils insistent sur les outils et les techniques qui se sont développés ces dernières années et inconnues, il y a cinquante ou soixante ans. Les fermiers sont donc loin d'idéaliser l'agriculture du passé.

8.2. LA FAIBLESSE DES SAVOIRS DE BASE

« Tout ce que j'ai appris à l'école, j'ai du tout changer. Il n'y a rien qui sert ».
Geert Denolf

Par contre, les agriculteurs sont catégoriques sur la nécessité pour eux d'avoir dû assimiler de nouveaux savoirs, voire même dû désapprendre ce qu'ils ont acquis durant leur formation de base au cours de leurs études. Nombreux sont ceux qui estiment qu'ils n'ont pas du tout été formés à cela. Vu que le bio était relativement marginal lors de leurs études, cela n'est pas tellement étonnant. Ce qui surprend davantage, c'est qu'ils estiment que les cursus suivis par leurs enfants dans leurs lycées agricoles ou en formation de bio-ingénieur n'intègrent pas assez ces nouveaux savoirs.

8.3. L'IMPORTANCE DES RESEAUX

Notre terrain nous révèle que la quasi-totalité des agriculteurs mettent en avant le rôle essentiel joué par les rencontres avec d'autres agriculteurs. Denise Van Dam soulignait déjà dans ses études, le rôle de l'apprentissage par les pairs. Ce sont toujours des rencontres qui ont convaincu de la faisabilité du passage vers le bio. Tous ont longuement discuté avec des collègues, participé à des formations, des visites de fermes, des voyages à l'étranger, sont ou ont été membres de syndicats, de structures ou de groupements (CETA, UNAB, FUGEA, FWA, Biowallonie, CIM, ...). Cela est d'autant plus vrai dans les premières années, d'abord pour convaincre que le passage à l'acte est possible, ensuite pour acquérir les techniques. Nous notons un moindre engagement, voire un désengagement, après quelques années, une fois que la ferme tourne et que les savoirs sont acquis.

-Troisième partie-

Mise en perspective

9. DISCUSSION

Ce chapitre a pour objectif de prendre du recul par rapport à nos résultats de recherche en les mettant en dialogue avec ce que la littérature scientifique nous apprend sur ces thèmes de recherche. Comme il nous a été demandé, nous essaierons d'avoir une approche plus affirmative et prospective tout en restant prudent dans la mesure où nos propos reposent sur une étude exploratoire.

9.1. UNE MOTIVATION GUIDÉE PAR LA RATIONALITÉ ÉCONOMIQUE

La littérature existante sur la conversion des agriculteurs vers l'agriculture biologique met en exergue la pluralité des circonstances qui conduisent à la certification. Plusieurs études expliquent le souhait de produire autrement par la remise en question du mode de vie et d'un changement de relation à notre environnement (Streith, 2014). D'autres études parlent de l'importance de l'enjeu biographique, c'est-à-dire que la question du « qui suis-je ? » et du rapport au restant de la société (Van Dam, 2005).

Au regard de nos résultats, nous sommes frappés de constater l'absence de cette diversité de motivations et de profils. Malgré l'expression d'un mieux-être en termes d'identité et de rapport à la société, nous notons l'absence d'évènement biographique déclencheur important pour motiver la conversion.

Si on compare nos résultats avec ces études, on constate que l'ensemble de nos agriculteurs convertis après 2008 l'ont fait par opportunité économique. Cela contraste donc avec les résultats des études antérieures. Il nous faut relever la prégnance des motivations économiques sur les autres types de motivations. Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, notre étude se distingue en deux points des autres études réalisées sur les conversions. D'une part, nous nous sommes intéressés à des conversions assez récentes, correspondant à une troisième vague d'acteurs régulièrement identifiés comme « opportunistes économiques » et d'autre part, nous avons travaillé uniquement avec des personnes dont le parcours biographique est ancré dans le milieu agricole, ce qui représente une vraie spécificité par rapport à la majorité des autres études.

Si nous comparons nos résultats avec une autre étude reprenant ces deux spécificités, on pourra faire ressortir encore d'autres résultats propres à notre terrain. En effet, une analyse menée auprès d'agriculteurs bio alsaciens issus du monde agricole conventionnel est fort instructive à ce sujet (Van Dam, 2011). Cet exercice met en avant trois types de justifications chez ces acteurs. Tout comme nos observations, la première est également économique et tient de la viabilité de l'exploitation. Il est à préciser que les fermes étudiées sont marquées par des contraintes pédologiques et agronomiques bien particulières puisqu'il s'agit principalement d'agriculture de montagne. La question de la survie économique se pose en d'autres termes puisque les contraintes naturelles y sont plus fortes. A la différence de nos résultats, d'autres facteurs plus qualitatifs interviennent aussi quant à la justification des conversions. Il s'agit principalement de la recherche d'une reconnaissance sociale où les agriculteurs s'identifient à une nouvelle image du métier, plus valorisante. Cette question de l'identité professionnelle revalorisée est intéressante et peut entrer en résonance avec ce que nous avons appelé le plaisir retrouvé à travailler ses terres. Néanmoins, dans nos entretiens, il n'est pas apparu que ce besoin d'acquérir une nouvelle image et une nouvelle identité précédait la conversion. Dans notre cas, il s'agit davantage d'une conséquence appréciable du passage au bio. Cette comparaison, permet de mettre en valeur le fait qu'aucune des sept personnes converties après 2008 ne l'a fait pour se détacher d'une image négative associée à l'agriculture conventionnelle.

Comme nous l'avons dit l'enjeu biographique ne s'est pas posé. Il est à noter qu'aucun agriculteur converti récemment ne l'a fait pour résoudre des tensions au niveau individuel comme c'est le cas dans plusieurs études (Van Dam 2005, Alavoine-Mornas, 2014). On ne peut pas parler de dissonance cognitive entre des pratiques et un idéal de soi. Nous ne sommes pas face à des cas de reconstruction

identitaire ou de tensions identitaires liées à des pratiques jugées inappropriées par rapport à sa vision de l'environnement. Il s'agit d'un élément intéressant puisque cela démontre que les agriculteurs n'étaient pas dans une posture critique « à priori » vis-à-vis de l'agriculture conventionnelle. Ils sont dans une démarche plus pragmatique et rationnelle.

Si aucune tension identitaire n'est apparue avant les conversions, dans certains cas, elles ont germé dans un second temps, et principalement chez les agriculteurs à moitié convertis (ex : je cultive une partie de mes terres en bio mais continue à pulvériser mes betteraves conventionnelles). Mais cette démarche n'en fait pas à nos yeux de simples opportunistes. Ils ne semblent pas représenter de manière catégorique un risque de pousser l'agriculture bio vers une forme de conventionalisation. Les éléments biographiques ne sont avérés justes que pour les trois anciens agriculteurs bios convertis il y a longtemps.

Malgré la prédominance des motivations économiques, les résultats de notre recherche nous poussent à nuancer la réalité et à sortir des dualismes simplistes opposant opportunisme économique et motivations éthiques. À l'image des travaux d'Alavoine-Mornas qui insiste sur la complexité des passages au bio, quelques auteurs estiment que les nouveaux arrivants souvent soupçonnés de pratiquer du bio « conventionnel » sont aussi très hétérogènes et n'adhèrent pas forcément moins aux objectifs et principes de l'agriculture biologique que les plus anciens agriculteurs (Padel, 2008).

De plus, nous avons montré que le passage à l'agriculture bio rest positif car, si la dimension environnementale n'est pas celle qui motive les agriculteurs dans un premier temps, ceux-ci découvrent et redécouvrent au fil de leur conversion, la complexité de l'environnement. Les perceptions qu'ils ont tant de leur travail que des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement évoluent. Ces agriculteurs ne sont donc pas moins bio que les agriculteurs convertis de plus longue date ou issus du milieu non agricole. Pour preuve, nous pensons à leur volonté de maintenir leur exploitation en bio dans l'hypothèse d'une suppression de primes dédiées au bio et au souhait exprimé par une majorité d'entre eux de voir les conversions en cours comme une chance pour l'agriculture d'évoluer dans une direction plus respectueuse de l'environnement plutôt que de les percevoir comme une menace menant à la surproduction.

Les deux changements qui nous semblent être majeurs et qui découlent du passage au bio sont d'un côté l'écologisation des pratiques agricoles et de l'autre côté la revalorisation du métier d'agriculteur.

L'apparition de nouveaux profils et l'adoption des pratiques propres à l'agriculture biologique par des acteurs animés par des motivations nouvelles, nous semble être positif pour le développement de l'agriculture bio à l'avenir. Nous l'expliquerons dans le point 9.4. « Le potentiel important du développement du bio ».

9.2. UNE FORME DE REVALORISATION DU MÉTIER D'AGRICULTEUR

Si nous avons mis de nombreux aspects intéressants en lumière, il nous semble que le plus pertinent est celui d'une redécouverte d'une autre façon de travailler, plus autonome, plus stimulante, plus exigeante à laquelle les pratiques du bio amène. Cela permet une forme d'émancipation de l'agriculteur, une sorte de sortie d'un système technique et économique qui réduisait celui-ci à être presque un exécutant au service d'acteurs de l'agro-industrie. Cette capacité d'action retrouvée renvoie aux théories de repaysanisation de l'Europe dont parle Jan Douwe Van Der Ploeg. Ce sociologue néerlandais a développé une théorie de la réhabilitation du monde paysan. Nous retrouvons dans nos résultats la même observation de ce qu'il qualifie de principe paysan en réaffirmant l'importance et la satisfaction qu'il y a à travailler avec la nature vivante, à être relativement indépendants, à se servir de son savoir-faire et à être fier de sa réussite. D'ailleurs, les descriptions faites par nos interlocuteurs du modèle agricole dominant correspondent avec ce que cet auteur soutient au sujet de la fragilisation croissante des exploitations. On peut considérer que le passage au bio représente pour une partie des

agriculteurs convertis récemment, une forme de renouvellement de leur capacité d'action. Grâce à ces changements de pratiques, ils acquièrent une plus grande capacité d'initiative, ils réduisent l'incertitude économique et augmentent la résilience des écosystèmes. Le passage à l'agriculture bio permet d'acquérir davantage d'autonomie et d'échapper en partie aux contraintes de l'agro-industrie.

L'étude sur les agriculteurs alsaciens (Van Dam 2011) suggère des résultats quasiment similaires. « L'agriculture biologique est souvent définie par ses acteurs comme une revalorisation de leurs savoir-faire et savoir-être. La réintroduction d'une réflexion quotidienne dans le travail contraste avec les simplifications culturelles qu'engendrent les grandes cultures en agriculture conventionnelle. L'encadrement technique de celle-ci est aussi perçue par les agriculteurs comme une dépossession de leurs compétences par des systèmes experts représentés par les conseillers agricoles des coopératives céréalières ou laitières ». Denise Van Dam décrit également la plus grande sérénité, liberté, créativité ressenties par les agriculteurs bio et allant de pair avec un plus grand sentiment de maîtrise et d'épanouissement. La (re)-découverte de la dimension « vivante » de leur objet de travail et de notions comme le bien-être animal caractérisent cette revalorisation professionnelle.

Cette revalorisation du métier d'agriculteur qui réintroduit plus l'autonomie, du plaisir, de la complexité, de la réflexion quotidienne, de l'innovation, de l'échange entre pairs nous semble être à nos yeux un aspect essentiel qui permet le renouvellement du métier. Au-delà d'une durabilité écologique offerte par les exploitations bio, elles ouvrent aussi une forme de durabilité sociale, valorisant davantage les personnes qui cultivent la terre et tout leur permettant de faire face aux nouveaux défis. Les personnes rencontrées ont exprimé ce mieux être grâce à leur pratique du bio (stimulation intellectuelle, fierté personnelle, réussite économique, sentiment de sens, image positive en société, ...). C'est pour nous, une potentialité de l'agriculture bio qui est sans doute trop peu étudiée. S'il est certain que le métier est rude, les agriculteurs ont, de surcroît, le stress financier de l'entrepreneur, l'effort physique de l'ouvrier, les compétences de gestion du manager, la disponibilité totale demandée par le mode bio. Face à des métiers si exigeants, il est nécessaire que le travail de production procure une certaine motivation. Le bio nous semble soulager ces charges par la réappropriation de leur métier.

9.3. LA CONVENTIONALISATION CONTRE L'ÉCOLOGISATION

Plusieurs auteurs ont étudié les processus de « conventionnalisation » qui désignent « l'alignement progressif de la production biologique sur les normes organisationnelles et techniques des filières conventionnelles » (Stassart, 2008 ; Vankeerberghen, 2011). Selon cette théorie, de nouveaux acteurs attirés dans le secteur bio ont introduit des modèles techniques conventionnels de production qui entrent en forte tension, voir en opposition, avec des normes bio et font courir le risque qu'ils ne puissent plus revendiquer les bénéfices environnementaux de la production bio.

Si cette théorie a des fondements bien réels, il nous semble qu'elle sous-estime les forces adverses, c'est-à-dire la capacité que les pratiques propres à l'agriculture biologique influencent à leur tour les pratiques des agriculteurs conventionnels. Nous avons montré dans un de nos chapitres que des agriculteurs à moitié convertis modifient leurs manières de faire sur leurs champs conventionnels. La diffusion à plus large échelle de l'agriculture biologique, nous laisse penser que le développement de la recherche et la diffusion de nouveaux savoirs vont continuer à influencer les pratiques dites conventionnelles donnant lieu à des formes de pratiques hybrides et s'influencent mutuellement. Certaines techniques bio de désherbage par exemple, pourraient offrir une réduction de coûts importants. Actuellement les produits phytos représentent jusqu'à 11%⁶ du total des charges dans les grandes cultures.

Divers auteurs pensent de même (Ansaloni, 2006 ; Cardona, 2012). « Des agriculteurs conventionnels peuvent aisément emprunter les techniques sans pour autant nécessairement adhérer à ses valeurs

⁶ SPW, « Evolution de l'économie agricole et horticole de la Wallonie 2014-2015 », Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, 2014, p.55

fondatrices. Cela peut contribuer à l'élaboration d'autres formes plus respectueuses de l'environnement que le modèle conventionnel » (Cardona, 2014). Des travaux laissent penser que « la diffusion de l'agriculture bio contribue à la diffusion de modes de production basés sur un usage limités d'intrants de synthèse et donc potentiellement plus respectueux de l'environnement » (Lamine, 2009).

Il nous semble que le développement plus répandu de l'agriculture bio permet de diffuser la redécouverte des savoirs liés par exemples aux cycles naturels ou à l'importance de la vie du sol. Il existe quelques auteurs qui ont commencé des travaux exploratoires pour « montrer que l'agriculture biologique pousse le conventionnel à introduire une écologisation des pratiques, grâce à la multiplication des échanges entre agriculteurs et institutions du monde bio et non bio » (Streith, 2014). Cela se traduit par un repositionnement de l'agriculture biologique dans le champ agricole et une appropriation de l'agriculture biologique par de nouveaux acteurs (acteurs économiques, agents de la recherche, ...).

9.4. LE POTENTIEL IMPORTANT DU DEVELOPPEMENT DU BIO

Les éléments développés précédemment nous laissent entrevoir de grandes possibilités de développement de l'agriculture bio en Wallonie.

Premièrement, si cette nouvelle vague de conversion d'agriculteurs conventionnels se développe, c'est parce que la situation financière et économique des exploitations conventionnelles est souvent mauvaise. Les opportunités offertes par l'agriculture bio attirent de plus en plus de personnes qui étaient très éloignées de ces logiques dans la mesure où elles n'évoluaient pas dans un monde de convaincus.

Deuxièmement, cette nouvelle vague, qui touche de nouveaux acteurs, a un effet de masse puisqu'ils sont de plus en plus nombreux à rejoindre les cahiers de charge bio. De plus, dans cet univers marqué par une culture très pragmatique, l'impact de l'exemple est assez fort. Voir qu'un voisin qui a toujours travaillé en conventionnel passe en bio et qu'il s'en sort bien est un moteur de changement important au sein de la profession. Cela convainc et persuade que cela est possible. Vu les réticences exprimées par les associés ou la famille, on comprend que la réussite d'un des « siens » est plus interpellant que l'installation d'un maraicher néorural dans le village. Les agriculteurs l'ont exprimé, le bio a dépassé depuis longtemps cette image d'une activité réservée « aux barbus ».

Un troisième argument est que certaines difficultés propres à l'agriculture bio comme le désherbage se voient apporter des solutions techniques innovantes grâce au développement de la recherche et de la commercialisation de nouveaux outils. Le développement de l'automatisation et de l'agriculture de précision pourrait lever des barrières supplémentaires et faciliter l'entrée dans l'agriculture bio. Ces évolutions laissent également entrevoir des marges de développement importants. La haute technicité de l'agriculture bio permet aussi de sortir de la représentation de celle-ci comme archaïque. L'usage d'outils mécaniques très pointus comme les bineuses caméras contribue à ce changement d'image.

Un quatrième argument, est qu'un des principaux freins reste d'ordre psychologique : la peur de se lancer dans quelque chose qu'on ne connaît pas. Quasiment tous les agriculteurs convertis après 2008 nous ont dit avoir eu d'importants préjugés sur l'agriculture bio avant de se lancer. Il existera toujours des résistances mais qui pourraient tomber au fur à mesure de la diffusion du bio et du changement de pratiques dans les sphères conservatrices du monde agricole. Trois études, dans ce sens ont suggéré que la famille jouait un rôle positif dans les processus de passage à la certification (Van Dam, 2005 ; Madelrieux, 2011, Alavoine-Mornas, 2014). Par exemple, l'adoption de pratiques bio par la famille pouvait précéder la certification et engendrer des tensions identitaires chez les exploitants. Être davantage conscient du frein que peut représenter la famille et l'entourage, permettrait d'agir aussi à ce niveau-là afin de changer les représentations de l'agriculture bio auprès de ces acteurs. Ceci pourrait être un indicateur important lors de la formulation de politiques publiques et éviterait de se concentrer exclusivement sur les agriculteurs et d'oublier ainsi l'importance de l'entourage dans cette transition.

Cinquièmement, en Wallonie du moins, nous sommes dans un contexte qui a fort évolué et où l'agriculture biologique est soutenue à travers différentes initiatives publiques. Nous pensons entre autres au « Plan stratégique pour le développement de l'agriculture biologique à l'horizon 2020 » qui a pour objectif d'atteindre 2.000 exploitations à l'horizon 2020. Le souhait est de doubler la surface actuelle pour 2020 et donc atteindre 17,4% de la surface agricole utile cultivée selon les règles du bio. En 2030, l'objectif serait d'atteindre les 25%. Le soutien par les politiques publiques est donc conséquent. Le fait que l'agriculture biologique soit soutenue par un système d'aide depuis plus de 20 ans, que les banques encouragent certains agriculteurs à se convertir et que les filières se développent démontre bien que ce type de production n'est plus caractérisé par une forme de « verrouillage technologique ». Néanmoins, les agriculteurs appellent à un développement accru de la recherche afin de mieux les accompagner dans leurs productions.

Sixièmement, il nous semble avoir perçu également dans nos travaux, que de nouvelles orientations techniques s'ouvrent plus largement au bio. Comme nous l'avons expliqué, il est plus facile pour des éleveurs de passer au cahier de charge bio que pour des cultivateurs. Pourtant, les quatre agriculteurs d'orientation technico-économique de grandes cultures de notre échantillon semblaient bien s'en sortir. Il nous a même semblé, qu'il s'agissait de manière évidente pour trois de ces fermes qu'elles reposaient sur un modèle économique très performant caractérisé par un écoulement de leur production auprès de la grande distribution, une bonne gestion (capacité de négociation, ...) et des investissements lourds en matériel (bineuses caméra, frigo de stockage, ...). Des études ont mis en avant les grandes diversités entre exploitations selon leurs orientations technico-économiques. Pour eux, les exploitations d'élevages sont plus durables agro-écologiquement que celles des grandes cultures, par contre les exploitations de grandes cultures sont plus durables économiquement (Gafsi, 2014).

Septièmement, dans l'hypothèse d'une hybridation grandissante et d'une influence plus grande des pratiques agricoles bio sur l'agriculture conventionnelle (usage d'outils mécanique, autonomie, compostage, ...), la distance entre les pratiques bio et conventionnelles pourrait se réduire. Dès lors, cela pourrait amener des agriculteurs à franchir le pas vers le bio, car celui-ci serait moins difficile et qu'ils se seraient déjà exposés à des pratiques nouvelles.

Pour terminer, il nous semble que les autres perspectives non économiques offertes par l'agriculture bio, peuvent aussi attirer des agriculteurs vers cette pratique. Cela renvoie à ce que nous avons développé dans la revalorisation du métier.

L'augmentation des surfaces cultivées en bio démontre la perception plus positive de l'agriculture biologique dans le monde agricole. En 2016, l'augmentation de fermes passées au bio est de 10,8%, et la surface utile a augmenté de 12,4%, ce qui est historique. Le nombre de fermes bio a doublé depuis 2009 (Biowallonie, 2017). L'engouement au sein des Centre d'Etudes Techniques Agricoles Biologiques (CETA) illustre aussi le développement en cours. Après la création d'un premier CETA dans la région liégeoise il y a quelques années, un deuxième a été lancé et arrive à saturation (une quarantaine de personnes). On constate la même dynamique dans le Hainaut.

9.5. LA PRUDENCE EST DE MISE

Après avoir exposé ces propos, nous devons faire preuve de prudence. En effet, le développement du bio ne nous semble possible qu'à condition d'éviter toute crise de surproduction qui risquerait de donner un coup de freins à l'attrait financier de ce type d'agriculture. Sachant que la motivation économique est un facteur déterminant dans le choix de conversion chez les agriculteurs conventionnels, le développement du bio sera particulièrement sensible à l'argument économique.

Par conséquent, au vu de nos résultats, si les pouvoirs publics veulent faire évoluer les pratiques agricoles et promouvoir l'agriculture biologique, la priorité nous semble devoir aller au développement de filières et à la valorisation des produits. En effet, c'est l'opportunité économique qui poussera une plus grande partie des agriculteurs à franchir le pas. Comme la majorité des agriculteurs l'ont pointé du doigt, la surproduction risquerait de nuire gravement au secteur. Il nous semble dès lors que l'accent devrait être mis sur le développement économique (transformation, structuration, ...) et l'encouragement à la consommation.

Néanmoins, pour l'instant, les chiffres de la progression de la consommation bio sont bons. Elle n'a fait que se développer en doublant ces huit dernières années. Elle atteint 3,2% des parts de marché en 2016 (Biowallonie, 2017).

9.6. LE BIO, UN CADRE QUI PEUT EVOLUER

Etre au contact des agriculteurs bio pendant plusieurs semaines d'affilées et apprendre à mieux cerner leurs réalités nourrit également un questionnement sur certaines pratiques du bio dont le cadre est amené à évoluer. Nous voudrions ici donner deux exemples de pratiques qui soulèvent chez nous des interrogations.

Nous avons pris connaissance d'une règle du cahier des charges bio qui impose de se fournir en fourrage animal bio dans un rayon de 300 km. Néanmoins, les grands transformateurs de céréales bio en pain par exemple, se fournissent principalement dans les pays de l'Est et du Caucase, ce qui rend d'autant plus difficile la construction d'une filière panifiable en Belgique. Cette problématique soulève la question du lien entre bio et local et mériterait d'être creusée.

Nous avons également pu observer qu'il n'existe pas de règle visant à protéger les cultures bio des traitements phytosanitaires ayant lieu sur des parcelles voisines. Il est étonnant que rien ne spécifie les mesures à prendre. En effet, nous avons pu constater à plusieurs reprises de tels cas sur le terrain. On retrouve alors un champ cultivé en bio à côté d'un champ cultivé en conventionnel sans que rien ne marque la séparation entre l'un et l'autre (ni haie, ni distance minimale).

10. CONCLUSIONS

10.1. LES LIMITES DE L'ÉTUDE

En guise de conclusions, malgré des résultats intéressants et nouveaux, nous voulons rappeler le caractère exploratoire de notre étude puisqu'elle ne repose que sur dix entretiens.

Nous sommes conscients de trois limites principales de notre étude. La première porte sur le fait qu'il aurait été intéressant d'ancrer davantage nos observations sur les changements de perceptions de l'environnement par les agriculteurs avec des données plus tangibles. Il aurait pu s'agir par exemple de tester à l'aide d'un questionnaire les connaissances des agriculteurs sur la vie du sol ou de leur demander de nous montrer concrètement des pratiques plus respectueuses de l'environnement. En effet, cette dimension de la relation à l'environnement a été plus difficile à percer et à mettre à jour que nous l'avions pensé initialement. De manière générale, les agriculteurs se faisaient peu bavards lorsqu'il s'agissait de parler de leur relation à l'environnement et du changement de regard que leurs nouvelles pratiques pouvaient induire. Nous avons donc dû relancer par des questions détournées, rentrer parfois dans des aspects techniques et lire à travers les lignes de ce qui était dit. Pourtant, ce point ayant été peu étudié dans la littérature scientifique, il nous semblait d'autant plus pertinent.

La deuxième limite de notre travail vient du fait que nous n'ayons pas trouvé de statistiques ni de chiffres sur le pourcentage que représente le profil de notre échantillon par rapport à l'ensemble des exploitants bio.

La troisième limite réside dans le fait qu'il aurait été pertinent de mettre en perspective les résultats obtenus chez les agriculteurs convertis au bio avec des agriculteurs restés en agriculture conventionnelle. Cela nous aurait permis de comparer les représentations liées à l'agriculture biologique et aux raisons qui les pousseraient ou non à changer de modèle, d'interroger leur relation à l'environnement et leur impact sur celui-ci. Audrey Vankeerberghen avait elle-même pointé dans les conclusions de sa thèse l'intérêt d'une telle comparaison. Il serait donc intéressant de prolonger cette étude en comparant des agriculteurs conventionnels et bio se trouvant dans des situations similaires (mêmes orientations technico-économiques, même taille et même situation financière) et d'essayer de saisir les éléments clefs qui interviennent dans la prise de décision de passer en bio ou de rester en conventionnel.

10.2. LES PERSPECTIVES DE RECHERCHES FUTURES

Sur base de notre enquête de terrain, il nous semble que cette étude a dévoilé quatre pistes qui valent la peine d'être prolongées dans des recherches ultérieures.

Une recherche pourrait porter spécifiquement sur les agriculteurs à moitié convertis. En effet, peu d'études ont porté sur les semi-convertis, appelés par certains les « certifications partielles » (Alavoine-Mornas, 2014). Une telle étude pourrait analyser de manière longitudinale, c'est-à-dire sur plusieurs années, l'évolution de ces agriculteurs particuliers qui sont partiellement convertis au bio et qui gardent une partie de leur exploitation en conventionnel. Il serait intéressant d'observer l'évolution des pratiques, les éventuelles influences des pratiques bio sur les pratiques conventionnelles et la nature des freins ou les raisons du refus d'une conversion totale.

Une autre piste de recherche future consisterait à creuser la question de l'écologisation des pratiques agricoles. Est-ce que certains agriculteurs conventionnels adoptent des techniques propres au bio et contribuent à l'élaboration d'autres formes d'agriculture plus respectueuses de l'environnement ? Comme le dit Audrey Vankeerberghen « peu de techniques sont à proprement parler, spécifiques à l'agriculture biologique : la fertilisation à l'aide de fumier composté, la rotation des cultures, le désherbage à la herse étrille ou encore la sélection de races et de variétés rustiques, sont autant de

techniques valorisées en bio mais pouvant également se retrouver chez des agriculteurs conventionnels». Cela vaudrait la peine d'étudier comment des agriculteurs conventionnels s'approprient ces techniques.

La dernière piste viserait à exploiter une série de données récoltées au cours de cette enquête mais qui ont dû être abandonnées lors du tri afin de nous concentrer sur notre question de recherche. Il s'agit de suggestions émises par les agriculteurs eux-mêmes pour améliorer leur quotidien, pour garantir des pratiques plus respectueuses, pour combler des incohérences du système bio.

10.3. CONCLUSIONS

Ce travail interdisciplinaire a permis d'éclairer les processus de conversions d'agriculteurs conventionnels vers une agriculture biologique. Son originalité est de se concentrer sur des agriculteurs issus du monde agricole, ayant grandi dans des environnements imprégnés des savoirs faire qui caractérisent le modèle dominant d'agriculture qui reposent sur les engrais chimiques et les pesticides de synthèse. Ce travail permet de répondre clairement à notre question de recherche : qu'est-ce qui motive le passage des pratiques agricoles propres à l'agriculture conventionnelle aux pratiques agricoles propres à l'agriculture biologique ?

Les données récoltées grâce aux vingt heures d'entretiens et leur analyse, nous auront permis de confirmer trois de nos hypothèses en y apportant les nuances nécessaires et de réfuter la quatrième. En effet, nous avons démontré que les personnes converties à partir de 2008 l'ont fait principalement pour des raisons économiques estimant que l'agriculture conventionnelle n'avait pas d'avenir. Ils l'ont fait car ils y ont vu une opportunité économique, suite à une crise ou, attirés par les primes. Néanmoins, nous avons montré que dans les années qui suivent la conversion, apparaissent une multitude d'autres raisons qui viennent conforter ce choix dont la remise en question du modèle dominant d'agriculture conventionnelle. Nous avons également mis en avant les facteurs qui facilitent la conversion.

Nous avons confirmé notre seconde hypothèse qui consistait à identifier la famille comme frein important à la conversion. Nous avons affiné cette hypothèse en montrant le rôle positif joué par les compagnes. Puis, nous avons exposé d'autres freins à la conversion.

Notre troisième hypothèse vise à postuler que le passage à l'agriculture biologique entraîne des changements de perception de l'environnement, dans le sens d'un plus grand respect de celui-ci. Cette partie du travail a permis de mettre en lumière un changement de conception de l'environnement abordé de manière nouvelle avec plus de proximité, de complexité et de plaisir. Nous avons aussi souligné le phénomène d'écologisation du conventionnel avec les cas des « à moitié convertis ».

Notre dernière hypothèse repose sur l'idée que le développement des pratiques agricoles propres à l'agriculture biologique nécessite un retour aux techniques du passé. Nous avons réfuté cette hypothèse car si des savoirs anciens peuvent constituer des réponses à certains problèmes posés par l'agriculture bio, ils n'en constituent pas le cœur. Nous pouvons davantage parler de rupture avec les savoirs anciens, la majorité des agriculteurs en ayant été coupés. Nous avons insisté sur la faiblesse des savoirs de base et l'importance des réseaux.

Nous aurions envie de conclure en disant que si les agriculteurs passés au bio ont changé la manière de nourrir les citoyens, ils ont changé également leur manière de se nourrir eux, professionnellement. Et en ce sens, l'agriculture biologique représente une réelle opportunité de changement. A nos yeux, le passage à l'agriculture biologique entraîne dans un premier temps un changement de pratiques, qui découle dans la grande majorité des cas par une évolution des convictions. On peut dire que les trajectoires identitaires se redessinent à posteriori, au cours de la conversion ou dans les années qui suivent.

Les transformations en cours au sein des agriculteurs conventionnels attirés par le bio, nous amène à percevoir une vague d'agriculteurs qui n'opposent plus le bio à l'agriculture conventionnelle et qui sont beaucoup moins engagés dans les structures associatives et militantes mais qui néanmoins font évoluer leurs pratiques. Ce sont des agriculteurs moins idéologues et plus pragmatiques. S'ils ne condamnent pas leurs collègues restés en conventionnel, ils ne sont pas moins critiques de certaines dérives de l'agriculture conventionnelles en générale. Ils participent à la diffusion de l'acceptation sociale de l'agriculture bio. Avec eux, c'est toute une classe professionnelle qui se réinvente, puisque ce sont ses propres éléments qui sont touchés et plus uniquement des personnes considérées comme marginales qui s'y engagent. Avec eux, de nouveaux verrouillages sautent et les mentalités continuent à évoluer. Ces transformations pourraient ensuite modifier à termes certaines logiques bien installées dans l'agriculture conventionnelle. Comme lorsqu'un cultivateur d'une très grande exploitation (250 hectares), nous dit que pour continuer en bio, ce à quoi il aspire, il devrait diminuer la superficie de ses terres cultivées. La pratique de l'agriculture bio amène des changements de représentations de ce qu'est le travail d'agriculteur et en touchant le cœur des agriculteurs conventionnels, ces nouvelles représentations font évoluer toute une profession et ses pratiques. Ils participent au renouvellement et à la réinvention de leur métier.

Ce qui est sûr, c'est que l'arrivée en nombre de ces nouveaux profils fera évoluer tant l'agriculture bio que l'agriculture conventionnelle et cela sera très certainement dans un sens positif.

11. BIBLIOGRAPHIE

Alavoine-Mornas, F., Madelrieux, S., « Passages à l'agriculture biologique. Une diversité de processus », *Économie rurale*, 339-340, 2014, 65-79

Allaire, G., Maigné, E., « Carrières d'agriculteurs et transformation des structures des exploitations agricoles », *Economie rurale*, 357-358, p.123-144, 2017

Allaire, G., « Que signifie le « développement » de l'Agriculture Biologique ? », *Innovations Agronomiques* 51 (2016), 1-17

Allaire, G., Cahuzac, E., Poméon, T., « Approche spatiale de la conversion à l'agriculture biologique. Les dynamiques régionales en France », *Économie rurale*, 339-340, 2014, 9-31.

Annet, S., Beudelot, A., « Les chiffres du bio 2016 », *Biowallonie* 2017

Agence Bio, « Le Bio dans l'Union européenne », Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique, 2014

Agence Bio, « Le Bio dans le monde », Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique, 2014

Baret, P., de Herde, V., Znaor, D., « Les conséquences environnementales et économiques d'une conversion de l'agriculture wallonne vers un modèle à faible apport d'intrants », *Earth Life Institute*, 2016

Bauler T., et al., « Scénarios as transition tools ? The case of sustainable food consumption », 7th International conference on the Human Dimensions of global environmental change, Bonn, Germany, 26-30 April 2009

Bauler, T., Bonno, P., « Governing Transformative Social Innovation : Capture dynamics in the Social Solidarity Economy », 2nd Interdisciplinary Symposium on Sustainable Development; How to accelerate the transition? 20-22 May 2015

Bauler, T., et al., « Scenarios as transition tools? The case of sustainable food consumption », 7th International conference on the Human Dimensions of global environmental change », Bonn, Avril 2009

Bellon, S., Penvern, S., « Organic framing, prototype for sustainable agricultures », *Springer*, 2014

Benoit, M., « Le Bio peut-il nourrir le monde ? », *INRA*, 2015

Beus, C., Dunlap, R., « Conventional Versus Alternative Agriculture: The Paradigmatic Roots of the Debate », *Rural sociology* 55 (4), p.590-616, 1990

Bonnefoy, N., « Rapport d'information sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement », *Sénat français*, 2013

Boyatzis, R., « Transforming qualitative information: Thematic analysis and code development », *Sage*, Thousand Oaks, 1998

- Brahy, V. (Coord.), « Les indicateurs clés de l'environnement Wallon 2014 », SPW Editions, DG03, 2015
- Burnett, V., Neeson, R., « Should I Convert to Organic Farming? Information to support your decision », RIRDC Publication No 05/084, 2005
- Candau, J., Ginelli, L., « L'engagement des agriculteurs dans un service environnemental. L'exemple du paysage », *Revue française de sociologie* 2011/4, (Vol. 52), p. 691-718.
- Caplat, J., « Changeons d'agriculture. Réussir la transition », Actes Sud, 2014
- Caplat, J., « L'Agriculture biologique pour nourrir l'humanité- Démonstration », Actes Sud, 2012
- Cardona, A., « Le développement de l'agriculture biologique : effets directs et indirects dans le monde agricole et non agricole. Une enquête en Île-de-France », *Économie rurale*, 339-340, 2014, 183-194
- Collection Nature et Société, Éditions Quæ, 2014, 228 pages
- Commissariat général au développement durable, « Coût des principales pollutions agricoles de l'eau, Etude n°52, septembre 2011,
- Commission européenne, « An analysis of the EU organic sector », Agriculture and rural Development, 2010
- Commission européenne, « Sustainable food consumption and production in a resource-constrained world », 3rd SCAR Foresight Exercise, 2011
- Conseil National de l'Alimentation, « Le Bio en France : situation actuelle et perspectives de développement », Avis n°74, 2015
- Cousinne, A., « Les agricultrices, acteurs clés du développement durable ? Etude qualitative auprès d'agricultrices bio en Wallonie », ULB, Mémoire, 2014
- Daniel, Y., « Les enjeux de la production biologique dans l'Union européenne », Rapport d'information, Assemblée générale française, 2015
- de Boer, J.M., « Environmental impact assessment of conventional and organic milk production », *Livestock Production Science* 80, 69-77, 2003
- De Cock, Lieve, « Determinants of organic farming conversion », Ministry of the Flemish Community, 2005
- De Cock, L., « Determinants of organic farming conversion » poster presentation at the XIth International Congress of the European Association of Agricultural Economists, The Future of Rural Europe in the Global Agri-Food System, Copenhagen, Denmark, August 24-27, 2005
- de Lauwere, C.C., Drost, H., de Buck, A.J., Smit, A.B., Balk-Theuws, L.W., Buurma J.S., Prins, H., « To Change or not to Change? Farmers' Motives to Convert to Integrated or Organic Farming (or not) », Proc. XVth IS on Hort Econ & Manag, Ed. W. Bokelmann, Acta Hort 655, ISHS 2004
- De Schutter, O., « Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation », Conseil des droits de l'homme, A/HRC/16/49/2010

Delbridge, T., King, R., « Conversion to Organic Farm Management : A Dynamic Programming Approach », Poster prepared for presentation at the Agricultural & Applied Economics Association's 2012, Annual Meeting, Washington, August 12-14, 2012

Delgènes, J-C., « Le syndrome d'épuisement, une maladie professionnelle », Technologia, 2014

Delobel, V., « Les indomptables. An ethnography of niche novelty production in Walloon Agriculture », Wageningen university, Master thesis, 2014

Desbrosses, P., « Manifeste pour un retour à la terre. Comment assurer la sécurité alimentaire pour demain », Dangles, 2012

DGO3, « Programme wallon de réduction des pesticides », SPW Editions, 2012

Doré, T., et al., « Facing up to the paradigm of ecological intensification in agronomy: Revisiting methods, concepts and knowledge », European Journal of Agronomy 34, 197-210, 2011

Dufumier, M., Rivière-Wekstein, G., « Agriculture biologique : espoir ou chimère ? », Le Muscadier, 2013

Dumont, A., Stassart, P., Vanloqueren, G., Baret, B., « Définir les dimensions socio-économiques de l'agroécologie : entre principes et pratiques. Le cas concret du principe d'accès et d'autonomie par rapport aux marchés », 2ème Congrès Interdisciplinaire du Développement Durable, 2015

Emmens, J., « Considerations for conversion to organic production for wheat-based farming systems », FAO, 2003

Fleury, P., Chazoule, C., Peigné, J., « Ruptures et transversalités entre agriculture biologique et agriculture de conservation », Economie rurale, 339-340 | 2014, 95-112.

FNAB, Agriculture biologique : évaluation d'un gisement d'emplois », Fédération Nationale d'Agriculture Biologique des régions de France, 1998

Gafsi, M., Favreau, J-L., « Diversité des logiques de fonctionnement et durabilité des exploitations en agriculture biologique », Economie rurale, 339-340, 2014, 129-143.

Geiger, F., Bengtsson, J., "Persistent negative effects of pesticides on biodiversity and biological control potential on European farmland", Basic and Applied Ecology, 2010

Girardin, P., Sardet, E., « Impacts environnementaux des prescriptions du cahier des charges de l'agriculture biologique », INRA, 2003

Godart, M-F., Deconinck, M., « Développement territorial en milieu rural : quelques exemples en région Wallonne », Revue d'Économie Régionale & Urbaine 2003/5 (décembre), p. 909-924.

Godart, M-F., Feltz, C., « Atlas des paysages de Wallonie », 2009, Conférence Permanente du Développement territorial

Gouvernement wallon, Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, 3 septembre 2015, Moniteur Belge du 02/10/2015

Gouvernement Wallon, Plan Stratégique pour le développement de l'agriculture biologique en Wallonie à l'horizon 2020, 2013

- Grogna, P., « Présentation de Biowallonie », Power Point, Journée d'informations à l'agriculture Biologique Gembloux, le 30 septembre 2014
- Guthman, J., « The trouble with organic lite in California. A rejoinder to the convetionalisation debate », *Sociologia ruralis*, n°44, 2004, p. 301-316
- Guyomard, H. (sous la direction), « Vers des agricultures à hautes performances. Analyse des performances de l'agriculture biologique », INRA, Etude réalisée pour le Commissariat général à la stratégie et à la prospective, 2013
- Hance, T., « De l'assiette au champ, plus de biodiversité pour moins d'empreinte », Earth and Life Institute, Power Point
- Hainzelin, E., et AL., « Cultiver la biodiversité pour transformer l'agriculture », 2013
- Hole, D.G., Perkins, A.J., Wilson, J.D, Alexander, I.H., Grice, P.V., Evans, A.D., « Does organic farming benefit biodiversity ? », *Biological Conservation* 122, 113-130, 2005
- Howlett, B., Connolly, L., Cowan, C., Meehan, H., Nielsen, R., « Conversion to Organic Farming: Case Study Report Ireland », European Commission's, Fifth Framework Research Programme, 2002
- Huang, H., Legg, W., Cattaneo, A., « Climate change and agriculture : the policy challenge for the 21st century ? », EuroChoices, The Agricultural Economics Society and the European Association of Agricultural Economists, 2010
- IFOAM. (2016), « Organic in Europe, proscpects and developments », Brussels
- INRA & Cemagref, « Pesticides, agriculture et environnement – Réduire l'utilisation des pesticides et en limiter les impacts environnementaux – Expertise scientifique collective », 2005.
- International Federation of Organic Agriculture Movements EU Group, « Food and Farming. A system approach to meet the sustainability challenge », IFOAM, 2010
- Kaufmann, J. C., « L'entretien compréhensif », Armand Colin, 2011
- Khaledi, M., « Assessing the Barriers to Conversion to Organic Farming: An Institutional Analysis », *Advancing Canadian Agriculture and Agri-Food Saskatchewan*, 2007
- Koesling, M., « Factors influencing the conversion to organic farming in Norway », *Int. J. Agricultural Resources, Governance and Ecology*, Vol. 7, Nos. 1/2, 2008
- Poncio, L., M Ginigle, L., Mace, K., Palomino, J., De Valpine, P., Kremen, C., « Diversification pratiques reduce organic to conventional yield gap », 2014
- Le Buanec, B., « Le tout bio est-il possible ? 90 clefs pour comprendre l'agriculture biologique », Editions Quae, 2012
- Lémery, B., « Les agriculteurs dans la fabrique d'une nouvelle agriculture », *Sociologie du travail* 45 (2003) 9-25
- Locke, R., « Decision Modeling: Why farmers Do or Do Not Convert to Organic Farming », Independent Study Project (ISP) Collection, 2006.

Louah, L., Delobel, V., Baltazar, S., Visser, M., « Changements de postures du chercheur, de l'agriculteur et de l'enseignant pour l'innovation agroécologique paysanne », ULB, Pour 2015/2 (N° 226), p. 5-10.2015

Louah, L., Visser, M., « Q Methodology, a useful tool to foster multi-actor innovation networks Performance », Social and technological transformation of farming systems, 2016

Lynggaard, K., « The Farmer Within an Institutional Environment. Comparing Danish and Belgian Organic Farming », Sociologia Ruralis, Vol 41, Number 1, 2001

Maroy, C., « L'analyse qualitative d'entretiens » in Albarello, L., et al., Pratiques et méthodes de recherche en sciences sociales, Paris, Armand Colin, 1995, p. 83-110.

Marta-Costa, A., Silva, E., 2013, « Methods and procedures for building sustainable farming systems. Application in the European context », Springer,

Mazoyer, M., Roudart, L., « Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine », Seuil, 1997

Michelsen, J., « Recent Development and Political Acceptance of Organic Farming in Europe, Sociologia Ruralis, Vol 41, Number 1, 2001

Moschitz, H., Stolze, M., « Organic farming policy networks in Europe : Context, actors and variation », Food Policy 34, 258-264, 2009

Nature et Progrès, « Agriculture Biologique et Changements climatiques », Bonnes pratiques agricoles permettant de limiter les émissions de gaz à effet de serre au niveau de l'exploitation agricole : étude de cas autour de la ferme Raucq.

Padel, S., Lampkin, N., « Conversion to organic farming : an overview », Economics of organic farming : an international perspective, éd. Susanne Padel et Nicolas Lampkin, 1994, 295-313,

Padel, S., « Conversion to Organic Farming: A Typical Example of the Diffusion of an Innovation ? », European Society for Rural Sociology, 2001

Parmentier, B., « Nourrir l'humanité. Les grands problèmes de l'agriculture mondiale au 21^{ème} siècle », La Découverte, 2007

Pascal, P., « Interactions homme-nature : clés d'analyse et pistes de réconciliations », Fondation Rurale de Wallonie, Power Point

Perche, S., Cozannet, A., Berthelot, M. « Accompagnement à l'introduction du désherbage mécanique dans les itinéraires techniques "classiques" – Bilan du suivi du réseau de parcelles 2005 »

Pirenne, M., « L'agriculture biologique en Wallonie : Etat actuel et diffusion », Bulletin de la Société géographique de Liège, 40, 2001/1, 81-94

Rentmeesters, J., « Nourrir la population wallonne avec une agriculture biologique et locale- utopie ou réalité- Ebauche d'analyse du potentiel de production biologique », Mémoire ULB, 2013

Robin, M-M., « Les moissons du futur. Comment l'agroécologie peut nourrir le monde », La Découverte, 2014

Quivy, R., Van Campenhout, L., « Manuel de recherche en sciences sociales », Dunod, 2006

- Rigby, D., Caceres, D., « Organic farming and sustainability of agricultural systems », *Agricultural Systems*, n°68, 2001, p. 21-40,
- Samak, M., « Quand la « bio » rebat les cartes de la représentation des agriculteurs. L'institutionnalisation de l'agriculture biologique dans les Alpes-Maritimes », *Politix* 2013/3 (N° 103), p. 125-148.
- Schmitt ; L., Qi Wang, R., Ligmann-Zielinska, A., « Why Don't More Farmers Go Organic? Using A Stakeholder-Informed Exploratory Agent-Based Model to Represent the Dynamics of Farming Practices in the Philippines », *Land*, 4, 979-1002, 2015
- Siepmann, L., « Winegrowers' motives and barriers to convert to organic farming in Pfalz and Rheinhessen, Germany », Master thesis in Sustainable Development, Uppsala University, 2016
- SPW Agriculture, « L'Agriculture wallonne en chiffres », 2015
- SPW, « Evolution de l'économie agricole et horticole de la Wallonie 2014-2015 », Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, 2014,
- Stassart, P., Jamar, D., « Steak up to the horns ! The conventionalization of organic stock farming : knowledge loncl-in in the agrifood chain », *GeoJournal* n°73, 2008, p. 31-44
- Stolze, M., Lampkin, N., « Policy for organic farming: Rationale and concepts », *Food Policy* 34, 237-244, 2009
- Streith, M., Cresson, C., « Les transversalités de l'agriculture bio », *Économie rurale*, 339-340, 2014, 9-31.
- Sutherland, L-A., Burton, R., Ingram, J., Blackstock, K., Snee, B., Gotts, N., Triggering change: Towards a conceptualisation of major change processes in farm decision-making », *Journal of Environmental Management* 104, 142-151, 2012
- Tuomisto, H.L., Hodge, I.D., - Riordan, P., Macdonald, D.W., « Does organic farming reduce environmental impacts ? A meta-analysis of European research », *Journal of Environmental Management*, 112, 309-320, 2012
- United Nations, « Make agriculture truly sustainable now for food security in a change climate », *Trade and Environment Review*, 2013
- Van Dam, V. « Les agriculteurs bio, vocation ou intérêts ? », *Presse universitaire de Namur*, 2005
- Van Dam, D. et al., « La transition des agriculteurs conventionnels vers le bio : une dynamique cognitive et émotionnelle », *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale* 2010/1 (Numéro 85), p. 159-181.
- Van Dam, D., « Une exploration des liens entre dynamiques identitaires et développement territorial. Le cas des agriculteurs biologiques », *Ruralia*, 18/19, 2006
- Van Dam, D., Dejardin, M., Nizet, J., Streith, M., « Les agriculteurs biologiques, Ruptures et innovations », *Educagri*
- Van Dam, D., et al., « Les émotions comme lien entre l'action collective et l'activité professionnelle : le cas de l'agriculture biologique », *Natures Sciences Sociétés* 2012/3 (Vol. 20), p. 318-329.
- Van Dam, D., Nizet, J., « Après la conversion en bio... Comment maintenir le cap ? Stratégies, valeurs et émotions des agriculteurs bio en Belgique et en France », *Pour* 2015/3 (N° 227), p. 113-121.

- Van Dam, D., Nizet, J., « Les évolutions des exploitations agricoles bio », *Économie rurale*, 1/2014 (n° 339-340), p. 165-181.
- Van Dam, Nizet, J., D., Streith, M., « L'agriculture bio en devenir. Le cas alsacien », *Lectures, Les comptes rendus*, 2011
- Van Der Ploeg, J. D., « Les paysans du XXI^e siècle : mouvements de repaysanisation dans l'Europe d'aujourd'hui », Éditions Charles Léopold Mayer, 2014, 217p.
- van Gameren, V., Ruwet, C., Bauler, T., « Towards a governance of sustainable consumption transitions: how institutional factors influence emerging local food systems in Belgium, *Local Environment*, 2015, 20:8, 874-891
- Van Tine, M., Verlinden, S., « Converting to an Organic Farming System », West Virginia University, 2003
- Vankeerberghen, A., « Agriculteurs bio : de l'institutionnalisation d'un groupe à une diversité de parcours professionnels », *Revue d'ethnologie européenne de la fédération Wallonie- Bruxelles* 2012
- Vankeerberghen, A., « Etre agriculteur bio » : Engagements individuels, engagements collectifs », Thèse, ULB, 2011
- Vankeerberghen, A., Dannevoeye, B., Stassart, P., « L'insularisation comme mode de transition. Le cas de l'agriculture de conservation en Région wallonne », In *Sociologie des grandes cultures. Au coeur du modèle industriel agricole*, de Raymond, A., Goulet, F., coord.
- Vankeerberghen, A., Stassart, P., « L'agriculture de conservation des sols en Région wallonne », SEED, Campus Environnement Arlon, 2014
- Vankeerberghen, A., « La Transition des agriculteurs wallons vers l'agriculture biologique », 2013, Uzance 2
- Vankeerberghen, Audrey, « Agriculteurs Bio : de l'institutionnalisation d'un groupe à une diversité de parcours professionnels », *Revue d'ethnologie européenne de la Fédération wallonie-Bruxelles*, 2012
- Vankeerberghen, Audrey, Bastien Dannevoeye, et Pierre Stassart (à venir). « L'insularisation comme mode de transition. Le cas de l'agriculture de conservation en Région wallonne ». Dans *Les métamorphoses du productivisme agricole. Pour une sociologie des grandes cultures*, par Antoine Bernard de Raymond et Frédéric Goulet, Presses Universitaires de Rennes. Rennes.
- Verhoog, H., Matze, M., Lammaerts Van Vuerene, E., Baars, T., « The role of the concept of the natural (naturalness) in organic farming », *Journal of Agricultural and Environmental Ethics* 16, 29-49, 2003
- Visser, M. et al., « Broadening Scopes on Food, Squeezing Urban Hinterlands. Transdisciplinarity : what does it mean ? Case studies in urban and periurban agriculture », 3rd Belgian Agroecology Meeting, 2014
- Waeyaert, N., « Chiffres clés de l'agriculture. L'agriculture en Belgique en chiffre », Direction générale des statistiques, 2015
- Walot, T., Piqueray, J., « Agriculture, changement climatique et agroenvironnement. Dossier de base et argumentaire », Cellule Wallonne Intégration Agriculture Environnement, 2017
- Winqvist, C. et Al., « Mixed effects of organic farming and landscape complexity on farmland biodiversity and biological control potential across Europe », *Journal of Applied Ecology* 48, 570-579, 2011

Wynen, E., « Conversion from conventional to organic agriculture », 36th Annual conference, of the Australian Agricultural Economics Society, 1992

Znaor, D., "Environmental and macroeconomic impact assessment of different development scenarios to organic and low-input farming in Croatia", University of Essex, 2005

Zouhri, B., Garros-Levasseur, E., Weiss, Valette, K. A., « Quand les agriculteurs et les étudiants pensent l'objet pesticide : analyse discursive des représentations sociales, *Pratiques psychologiques* 22, 221–237, 2016

12. ANNEXES

12.1. QUESTIONNAIRE DE RECHERCHE

Ci-dessous se trouve le questionnaire de base des entretiens semi-directifs. Il a évolué au fil du temps et nous avons souvent relancé des questions pour approfondir certains sujets, ou délaissé d'autres questions qui se répétaient. De manière générale, nous commençons par des questions plus générales dont les réponses couvraient généralement plusieurs thèmes reprises dans le questionnaire.

Questionnaire de recherche

INFORMATIONS PERSONNELLES

- Depuis quand êtes-vous agriculteur ?
- En quelle année vous êtes-vous converti ?
- Quel âge avez-vous ?
- Avez-vous toujours été agriculteur ?
- Quelle formation avez-vous suivie ?
- Quelle était la profession de vos parents ?

SITUATION DE L'EXPLOITATION

- Quelle est la taille de l'exploitation ?
- Combien avez-vous d'employés ?
- Êtes-vous propriétaire ?
- Quel type de cultures faites-vous ?
- Avez-vous une partie en conventionnel ?
- Quelle est la surface que vous cultivez ?
- Quelles sont vos débouchés ? Quels sont vos principaux acheteurs ?
- Quel est votre chiffre d'affaire annuel ?
- Quelles ont été les évolutions aux cours des dernières années ?
- Avez-vous d'autres activités de la ferme (gîtes, visites, ...) ?
- Obtenez-vous des aides ?
- Quelle place a la technologie dans votre exploitation ?

LA CONVERSION AU BIO

- Pourriez-vous me raconter les différentes étapes qui vous ont mené vers l'agriculture bio ?
- Que signifie le bio pour vous ?
- Pour vous, quelle est la différence entre l'agriculture biologique et conventionnelle ?
- Qu'est-ce qui vous a motivé à vous convertir au bio ? Quelles sont les raisons qui vous ont amené à vous convertir ? Quelle était la principale raison ?
- Des personnes ont-elles joué un rôle important dans votre conversion ?
- Êtes-vous heureux, aujourd'hui de votre choix ?
- Si vous deviez refaire ce choix aujourd'hui, le referiez-vous ?
- Quelles ont été vos forces pour vous convertir et vous maintenir en bio ?
- Quels ont été les principales barrières ou les freins à vous convertir ?
- Avez-vous ressenti des difficultés ou, au contraire des facilités à vous mettre au bio ?
- Qu'est-ce que vous avez dû changer dans vos pratiques et dans l'organisation de la ferme ?
- Quelle place donnez-vous aux facteurs environnementaux dans votre conversion ?
- Qu'est-ce que vos parents et votre entourage ont pensé de votre passage au bio ?
- Comment êtes-vous perçu dans la famille ?
- Quelles sont les raisons pour lesquelles les agriculteurs conventionnels ne passent pas au bio ?
- Avez-vous de meilleures sources de revenus et la ferme est-elle plus viable économiquement ?
- Avez-vous une baisse de rendement après être passé au bio ?

- Avez-vous engagé depuis que vous êtes en bio ?

LES DIFFÉRENTS COMPARTIMENTS DE L'ENVIRONNEMENT

- Travailler en bio change-t-il quelque chose par rapport à l'environnement ?
- Pensez-vous que le fait d'être en bio rend votre ferme plus résiliente et plus durable sur le long terme ?
- Depuis que vous êtes en bio, qu'avez-vous changé dans votre manière de faire concernant :
 - o La fertilité et l'utilisation des sols
 - o Les intrants
 - o L'engrais de ferme
 - o Le bien-être animal
 - o L'eau
 - o Les émissions de CO₂
 - o La dépendance aux énergies
 - o La conservation des espèces (faune et flore)
- Voyez-vous plus d'insectes ? Plus d'abeilles ?
- Faites-vous des mesures agro-environnementales ?
- Avez-vous l'impression d'être plus efficace maintenant ? Comment ?

VISION ET PRATIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

- Comment qualifieriez-vous votre rapport à l'environnement ?
- Quelle est la mesure/votre action que vous faites qui a le plus d'impact positif sur l'environnement ?
- Quelle était l'action que vous aviez avant et qui avait le plus d'impact négatif sur votre environnement ?
- Avez-vous changé votre manière de percevoir l'environnement ?
- Passer au bio vous a-t-il fait changer vos pratiques ?
- Etes-vous plus attentif à l'environnement ? Comment ?
- Consommez-vous des produits bio ?
- Quelle est la principale action que vous pratiquez qui est bonne pour l'environnement ? Comment le savez-vous ?
- Avez-vous l'impression que votre activité participe à améliorer l'environnement ? Comment ?
- Quelles actions vous songeriez ou vous pourriez mettre en œuvre pour être plus en phase avec la protection de l'environnement ?
- A quoi pouvez-vous voir que votre pratique est meilleure pour l'environnement ?
- Est-ce que le fait d'être passé au bio, vous donne un autre regard sur l'agriculture ? Ou sur le métier d'agriculteur ?

L'AGRICULTURE CONVENTIONNELLE

- Est-ce compatible d'être agriculteur conventionnel et d'être respectueux de la terre ?
- Vous sentiez-vous aussi libre dans l'agriculture conventionnelle ?
- Est-ce qu'il y a des choses qui ne fonctionnent pas dans l'agriculture bio ? Et dans l'agriculture conventionnelle ?
- Que faisiez-vous avant, quand vous étiez en conventionnel et que vous ne faites plus maintenant ?

LE RAPPORT AU SAVOIR

- Où avez-vous trouvé les ressources théoriques et pratiques pour vous aider dans votre conversion ?
- Votre formation initiale parlait-elle du bio ?
- Avez-vous l'impression que le bio puise ses techniques du passé et de savoirs anciens ?

LA SATISFACTION AU TRAVAIL

- Êtes-vous plus épanoui maintenant comme agriculteur bio ?
- Qu'est-ce que vous aimez le plus dans ce métier ?
- Si vos enfants voulaient reprendre la ferme, que leur diriez-vous ?

- Le bio est-il viable et vous procure-t-il plus de moyens ?
- Avez-vous gardé les mêmes copains/relations avec les agriculteurs conventionnels ou votre conversion a entraîné une distance ?

L'ENGAGEMENT POUR LA DÉFENSE DE L'AGRICULTURE BIO

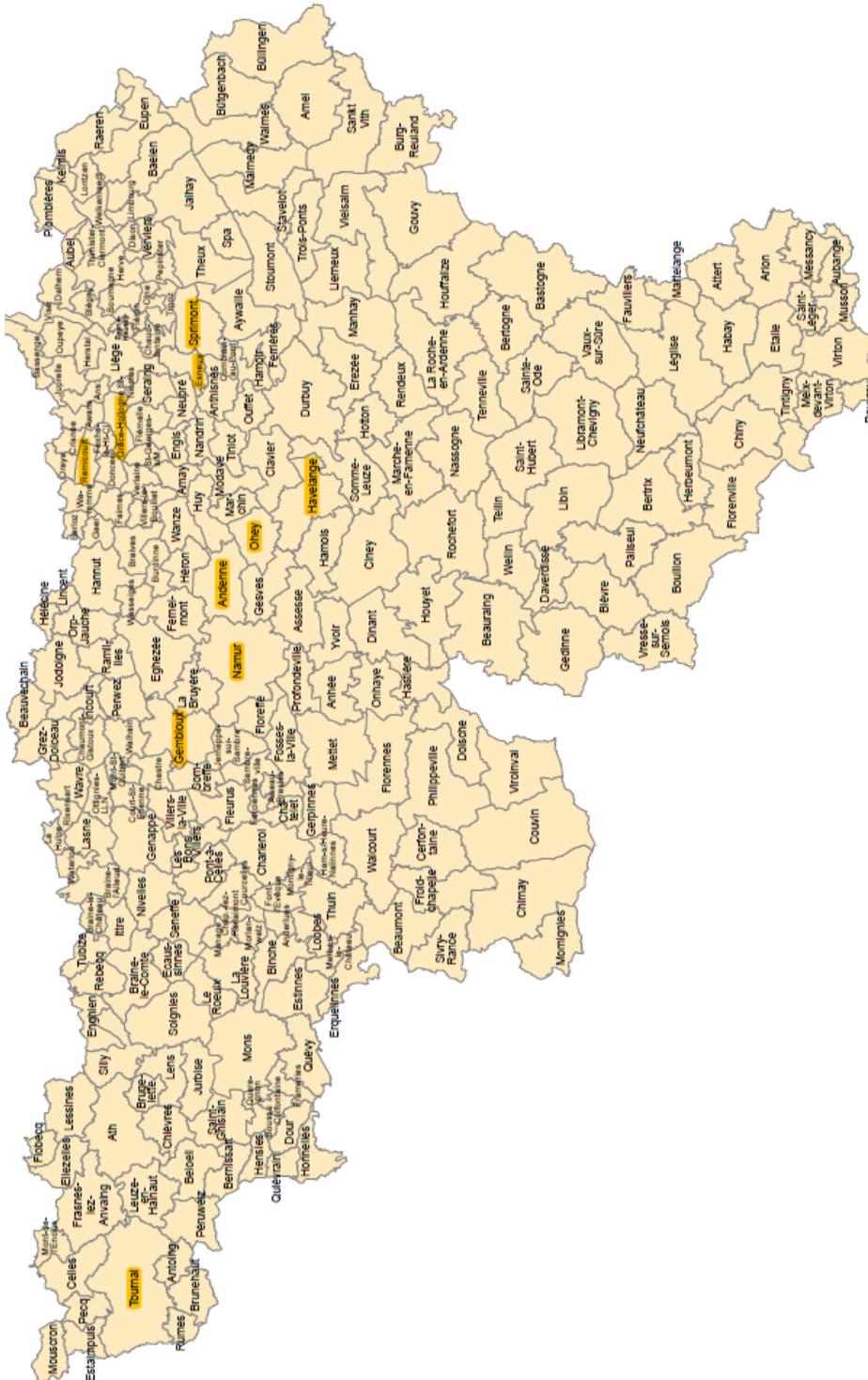
- Avez-vous un engagement dans les structures du bio (syndicats, actions collectives, ...) ?
- Encouragez-vous des agriculteurs à se convertir ? Pourquoi ?

ACTION POLITIQUE : LES MESURES À PRENDRE POUR FAVORISER LE BIO ?

- Est-ce souhaitable que toute l'agriculture passe en biologique ?
- Quelles mesures devraient être prises pour faciliter l'exercice de l'agriculture biologique ?
- Quelles seraient les trois propositions que vous formuleriez pour promouvoir l'agriculture biologique ?

12.2. CARTE DE COMMUNES VISITEES

Vous trouverez ci-dessous la carte des communes de Wallonie avec les communes des 11 fermes visitées en jaune. Deux se trouvaient sur la commune de Namur.



12.3. LISTE DES THEMATIQUES LORS DU TRAVAIL D'ANALYSE

Table des matières

1. HISTOIRES DES AGRICULTEURS	6
2. LES MOTIVATIONS	7
2.1. Les événements biographiques	7
2.2. La famille et les compagnes	8
2.3. Une conscience très tot	8
2.4. Une sensibilité environnementale	9
2.5. Une conversion pour raisons économiques	9
2.6. La crise du porc	11
2.7. La crise du lait en 2008	11
2.8. La crise de la vache folle	11
2.9. La curiosité	12
2.10. Je consomme bio	12
2.11. Tous fils d'agriculteurs	13
3. LES INCITANTS	14
3.1. Les primes	14
3.2. La demande de l'industrie	16
3.3. Les conseils d'autres agriculteurs	16
3.4. Les facilités de conversion	16
3.5. Le soutien des médias	16
3.6. Le bonheur psychologique	16
3.1. Le bio ce n'est plus pour les barbus	17
4. LES FREINS	17
4.1. Le rôle de la famille et associés	17
4.2. Les terres trop dispersées	19
4.3. Une recherche pas assez avancée	19
4.4. Pas assez de temps	19
4.5. Le cout de la terre	19
4.6. La peur de la mauvaise herbe	20
4.7. Une plus grande technicité	21
4.8. Le risque de surproduction	21
4.9. La surcharge de travail	23
4.10. Le risque financier	23
5. DESCRIPTIF	24
5.1. La vente	24
5.1. Le rôle du consommateur	26
5.2. La nuisance des industriels	27
5.3. Les cultures	27
5.4. Les prairies	28
5.5. Les troupeaux et les animaux	29
5.6. Le Condroz	31
5.7. La Hesbaye	32

6.	LE BIO.....	34
6.1.	La définition du bio.....	34
6.2.	La philosophie du bio.....	35
6.3.	Très stimulant.....	35
6.4.	Plus exigeant.....	36
6.5.	Le bio limite la marge de manœuvre.....	36
6.6.	Plus de plaisir.....	37
6.7.	Plus de reconnaissance.....	38
6.8.	Un retour en arrière ?.....	39
6.9.	une agriculture porteuse d'avenir.....	39
6.10.	Moins de charge ?.....	39
6.11.	Une productivité moindre mais rentabilité plus grande.....	40
6.12.	La recherche d'autonomie.....	42
6.13.	Les limites du bio.....	43
6.14.	Les effets néfastes du bio.....	43
6.15.	Les contrôles de certification.....	43
6.16.	La triche en bio.....	44
6.17.	Ne pas retomber dans les travers du conventionnel.....	44
6.18.	L'agroécologie, une étape plus loin ?.....	45
6.19.	L'avenir de l'agriculture.....	45
6.1.	Une multitude d'agricultures possibles entre le conventionnel et le bio.....	46
6.2.	Les changements liés à la reconversion.....	46
7.	LE CONVENTIONNEL.....	47
7.1.	Les « à moitié convertis ».....	47
7.1.1.	Très difficile de tout convertir.....	48
7.1.2.	Une conversion progressive.....	48
7.2.	Le conventionnel n'a pas d'avenir.....	48
7.3.	Le positif dans le conventionnel.....	49
7.4.	Le regard sur son passé en conventionnel.....	49
7.5.	Le rôle des commerciaux comme seul expert.....	50
7.6.	Un métier en crise.....	50
7.7.	L'agriculteur conventionnel.....	51
7.8.	Un retour en arrière ?.....	52
7.1.	Pourquoi tous les agriculteurs conventionnels ne passent pas en bio ?.....	53
7.2.	Le regard des agriculteurs conventionnels sur le bio.....	53
8.	LA DIMENSION SOCIALE.....	54
8.1.	Un engagement total.....	54
8.2.	La création d'emploi et le besoin de main d'œuvre pas cher.....	55
8.3.	Les contraintes qui pèsent sur les agriculteurs.....	55
8.4.	Le recours à des entrepreneurs.....	56
8.5.	La relève des enfants.....	56

9.	L'EVOLUTION DES TECHNIQUES	58
9.1.	Le rapport aux savoirs anciens	58
9.2.	Le développement de nouveaux outils	59
9.3.	Le développement de nouvelles techniques	62
9.3.1.	Pulvérisation bio	62
9.3.2.	Compostage	63
9.3.3.	Desherbage	63
9.3.4.	La gestion des nuisibles	64
9.3.5.	Les semis	64
9.3.6.	Le changement de troupeau	64
9.3.7.	Bacher les sols.....	64
9.3.8.	Le soin des prairies.....	65
9.3.9.	Le fauchage de prairie	65
9.3.10.	La conservation.....	65
9.3.11.	Les nouvelles énergies	66
9.3.12.	Le soin des bêtes	66
9.4.	Le rapport à la formation de base	66
9.5.	Le rapport à la formation continue et les réseaux d'acteurs	67
9.6.	L'engagement pour une agriculture bio	69
9.7.	Une recherche trop limitée et un manque de diffusion des solutions.....	70
9.8.	Les difficultés techniques	71
9.1.	Les dysfonctionnements résolus.....	71
9.2.	Les apprentissages perso et techniques.....	72
10.	LA RELATION A L'ENVIRONNEMENT	72
10.1.	On est plus sur ses terres.....	72
10.2.	Le bio c'est plus d'observation	73
10.3.	Le lien a l'environnement n'a pas changé.....	73
10.4.	Un lien avec l'environnement qui se renforce.....	73
10.5.	L'environnement comme allié	73
10.6.	L'environnement comme inquiétude.....	74
10.7.	L'environnement il faut la combattre	74
10.8.	L'environnement on en prend soin car on l'aime.....	74
10.9.	L'environnement je la protège car on me paie.....	75
10.10.	Une écologisation du conventionnel.....	75
10.11.	Des agriculteurs déjà conscients sur le plan environnemental	77
11.	L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT	78
11.1.	La qualité des sols	78
11.1.	Les intrants et l'achat d'aliments.....	82
11.2.	La gestion des fumiers de ferme.....	83
11.3.	le stockage de carbone	84
11.4.	l'usage de pesticides et d'engrais	84
11.4.1.	L'impact des pesticides sur la santé	84
11.5.	La gestion de l'eau	85
11.6.	Le CO ₂	85
11.7.	Le bien-être animal	87
11.8.	La conservation des espèces.....	89
11.8.1.	La flore	91
11.8.2.	Les espèces qui se sont développées	92
11.9.	Les mares et les haies.....	92
11.10.	La place des mesures agro-environnementales	92
11.11.	Les changements de météos.....	93

12.	LES MESURES DE POLITIQUES PUBLIQUES	94
12.1.	Renforcer le contrôle sur les particulier et espaces publics	94
12.2.	Le principe de précaution	94
12.3.	Plus mettre en avant le bio	94
12.4.	La non-imposition du Bio	94
12.5.	Le maintien des aides et des primes	95
12.6.	Le déséquilibre entre l'agriculteur et le reste de la société	96
12.7.	Un périmètre maximum	96
12.8.	Plus de distance entre 2 parcelles Bio et pas bio	96
12.9.	Les différences de normes	96
12.10.	Le développement de filières	96
12.11.	Encourager les consommateurs à acheter bio	97
12.12.	Interdire des produits phytos.....	97
12.13.	Le zéro phyto.....	98
12.14.	Ouverture des frontières et mondialisation	98
12.15.	Maintenir les terres en bio	98
12.16.	Une plateforme de savoirs.....	98
12.17.	Des conseils plutôt que des controles	99
12.18.	Soutenir l'entreprenariat pour la transformation	99
12.19.	Autoriser le bénévolat dans les fermes	99

12.4. DOCUMENTATION PHOTOGRAPHIQUE DES FERMES

Ci-dessous quelques photos prises lors des visites des exploitations bio.



Bœufs bio engraisés à l'herbe en prairies (Gembloux)



Cultures de triticale, avoine, pois (Esneux)



Machine fabriquée pour récolter le fourrage vert congelé en hiver (Andenne)



Vaches allaitantes en prairies (Andenne)



Bineuse dotée de caméras pour le désherbage dans les cultures



Haie plantée entre un champ bio et des cultures conventionnelles (Remicourt)



Fromagerie dans une ferme convertie à 50% en bio (Namur)



Césarienne sur une génisse blanc-bleu dans une exploitation convertie à 15% en bio (Grâce-Hollogne)



Exploitation de vaches laitières
(Ohey)



Elevage laitier ovins (Namur)



Cultures de triticale, avoine, pois bio
(Esneux)



Cultures de céréales bio (Gembloux)

